HCP/DNIS

Haut Comité de Pilotage chargé
du suivi de la mise en œuvre des Résolutions du DN

اللجنة التوجيهية العليا المكلفة بمتابعة تنفيذ قرارات
الحوار الوطني الشامل والسيادي

# Cadre Référentiel

## de suivi de la mise en œuvre des Résolutions et reRommandations du DNIS

# COMMISSION THEMATIQUE I : DEFENSE, SECURITE, PAIX, COHESION SOCIALE ET RECONCILIATION NATIONALE

| Matrice de référence du Suivi/HCP-Résolutions DNIS | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Résolutions/Recommandations** | **Résultats escomptés** | **Actions/Produits** | **Indicateurs** | **Institutions/ Organes responsables** | **Organes/ Institutions d'appui** | **PTF internationaux** | **Niveau de priorité (Moyen-Elevé-Urgent)** | **Échéance** | **Etat d'avancement (Non entamé, En cours, Effectué)** |
| ***Section 1 - Réformes des Forces de Défense et de Sécurité (FDS)*** | | | | | | | | | |
| Mettre en place les organes de mise en œuvre et de suivi-évaluation du programme Désarmement Démobilisation Réintégration (DDR) prévus par l'Accord de Doha. | Le programme DDR est effectif dans son exécution et l'Accord de Doha exécuté) | - Formalisation de la Commission tripartite (Gvt, Signataires Accord/Doha, Cmté internationale)<br>- Constitution Commission bipartite (Gvtt & Politico-militaires)<br>- Restructuration de CARDM&CODEREM (réhabilitation de la CODEREM en Coordination pour la Démobilisation et la Réinsertion des Militaires avec intégration des Signataires de Doha, intégration de la CARNM)<br>- Elaboration d'une feuille de route opérationnelle (18 mois) ( Mobilisation des ressources financières, techniques; Constitution dispositif de sécurité des troupes DDR; Identification des sites de réinstallation; Dénombrements des troupes de rang; Protection juridique des troupes DDR; Etablissement des zones stationnement & cantonnement/Tampons) | - Arrêté de constitution Comité adhoc pris<br>- Décret constitutif du mécanisme technique DDR promulgué<br>- Decrét d'application promulgué<br>- Stratégie technique de DDR élaborée<br>- Programme de réinsertion élaboré<br>- Plan stratégique validé | **Sous-commission technique 1 Commission thématique 1**<br>Ministère de la réconcialition<br>Ministère des Armées<br>Ministère de la Sécurité Publique<br>Ministère de la Justice et Garde des Sceaux<br>Ministère des Finances, Comptes publics & Budget<br>Signataires de l'Accord de DOHA Qatar | HCP, Primature, Présidence | UA, UE, CEMAC | Elevé | Période Transition | En cours |
| Accélérer le processus de réforme de l'armée tchadienne en vue d'en faire, à terme, une armée véritablement nationale et républicaine, prenant en compte l'aspect genre conformément à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité et autres engagements internationaux et régionaux du Tchad | Armée nationale republicaine réformée. | - Comité adhoc de relecture des C&R des états généraux de l'armée (Ordo 002/PR du 13/01/2023, MANEM,<br>- CAMA/Caisse Assurance Maladie Armées,<br>- CARMI/Caisse des Retraités des Militaires,<br>- Haute Cour de Justice Militaires,<br>- Economat des Armées)<br>- C&R des états généraux appliqués<br>- Loi régulant l'enrôlement dans l'armée et les forces de sécurité promulugée<br>- Loi encadrant la carrière militaire promulguée<br>- Relecture-réactualisation-Application des textes constitutifs (Ordonnance 002/PR du 31/08/2021, Ratification Ord 002/PR du 13/01/2023, CNRM, MANEM, Assurance Maladie Armées, Justice Militaire)<br>- Effectivité des effectifs des Armées | - Recensement des Effectifs des armées<br>- Lois promulgués<br>- Ordonnances promulguées<br>- Décrets constitutions<br>- Arrêtés constitutits & mise<br>- Document de plan stratégique<br>- Décrets d'application<br>- Base de données actualisée | **Sous-commission technique 1 Commission thématique 1**<br>Ministère des Armées<br>Ministère de la Sécurité Publique<br>Ministère des Finances, des Comptes publics et du Budget | HCP, Primature, Présidence | UNODA (UN Offices of Disarmement Affairs), Russie, Chine, USA, France, Turquie, Israel | Urgent | Période Transition | Entamé |
| Corriger les dysfonctionnements observés au sein des différentes composantes des FDS dans la chaîne de commandement et dans le recrutement des effectifs à opérer dans le respect des diversités sociologiques nationales | Réinstaurer la discipline, l'équité et la rigueur dans le corps des FDS. | - Relecture-réactualisation-Application des textes constitutifs (Ordonnance 002/PR du 13/01/2023 - MANEM, CARMI, CAMA, HCJM, Economat) | - Document stratégique de mise en œuvre disponible<br>- Document de politique nationale de recrutement des effectifs des Armées disponible<br>- Plan stratégique de correction disponible<br>- Document de réforme interne des Bureaux des Armées disponible<br>- Ordonnances, Lois, Décrets, Arrêtés promulgués | **Sous-commission technique 1 Commission thématique 1**<br>Ministère des Armées<br>Ministère de la Sécurité Publique<br>Ministère de l'Administration du Territoire<br>Ministère des Finances, Comptes publics et Budget | HCP, Primature, Présidence | UNODA, MAG, UE, Allemagne, Turquie, France, Israel, USA | Urgent | Période Transition | En cours |
| Contenir la pléthore des effectifs et faire respecter le tableau de péréquation des grades en lien aux effectifs. | Une armée nationale inclusive est reconstruite et sa dynamique ajustée aux besoins optimaux. | - Relecture-réactualisation-Application des textes constitutifs (Ord 002/PR du 13/01/2023, MANEM, CAMA, CARMI, HCJM, Economat, Pharmacie Centrale des Armées, Hôpital d'Instruction des Armées)<br>- Situation du Contrôle Général des Armées<br>- Attribution NNI aux Militaires<br>- ***Bancarisation des Militaires Tchadiens/ (renforcement des capacités de l'intendance militaire)*** | - Base de données actualisées disponible<br>- Décret de promulgation du tableau de péréquation disponible<br>- Ordonnance de valorisation des droits à la retraite disponible<br>- Decret d'application disponible<br>- Ordonnance interdisant de | **Sous-Commission Technique 1 & Commission Thématique I**<br>Ministère des Armées;<br>Ministère des Armées;<br>Ministère des Finances, des Comptes publics et du Budget | HCP, Primature, Présidence de la République | CEMAC, UA, Israel France, USA | Elevé | Période Transition & post Transition | Non entamé |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Améliorer le programme de déminage et celui des engins explosifs, et prendre en compte le dédommagement des victimes. | Les territoires sont libérés des mines et explosifs, les dommages réparés avec prise en charge des victimes. | - HCND (Actualisation des composantes - Dédommagement, Prise en charge des Victimes/ Sécurité Sociale, etc.)<br>- Mobilisation des ressources additionnelles<br>- Délimitation des zones minées chargées d'établissement humains<br>- Protection sociale des agents du HCND (Lois, Décrets)<br>- Réparations des victimes | - Plan national de déminage élaboré<br>- Feuille de route des réparations des victimes adoptée et mise en œuvre<br>- Plan de mobilisation des ressources élaboré et table ronde organisée.<br>- Document MoU de sécurité sociale entre Agents et le HCND approuvé.<br>- Comité adhoc de relecture du HCND constitué et opérationnel | **Sous-Commission Technique 1 & Commission Thématique I**<br><br>Ministère des Armées;<br>Ministère de la Sécurité Publique et de l'Immigration;<br>Ministère des Finances, des Comptes publics et du Budget | Présidence de la République, Primature, HCP | UNODA, MAG, UE, Allemagne, Turquie, France, Israel, USA | Elevé | Période Transition & post Transition | En cours |
| Créer les conditions pour le retour des déplacés internes dans leurs terroirs (cas des zones affectées par le phénomène de Boko haram). | La stabilité restaurée dans la Province du Lac | - Réalisation du diagnostic territorial<br>- Réactualisation du Plan de Provincial de Développement en Plan Spécial de Développement (revalorisation des polders, fixaiton des Zones Economiques Spéciales, éveloppement des agropoles (Kaya, Mamdi, Wayi&Kloudia)<br>- Elaboré un Programme Spécial de relance socio-économique du Lac<br>- Mobilser les ressources au financement du PS/Lac<br>- Installation d'un dispositif militaire approprié au Lac | - Document de diagnostic territorial du Lac disponible<br>- Documents Plan des ZES, Agropoles, PS/L disponibles<br>- Rapports des Fora, Table ronde/Lac disponibles<br>- Document du plan de mobilisation des ressources Lac disponible<br>- Effectivité du nouveau dispositif sécuritaire (docs, décrets, Arrêtés) | **Sous-commissions techniques 1&4**<br>**Commissions thématiques 1 &4**<br><br>Ministère de la Sécurité Publique<br>Ministères des Armées<br>Ministère de la Production et de la Transformations Agricoles; Ministère Elevage et des Production Animales<br>Ministère de l'Environnement, Pêche & Développement Durable;<br>Ministère de la Prospective Economique et des Partenariaux Internationaux;<br>Ministère du Commerce et de l'Industrie<br>Ministère des Finances, Comptes publics et du Budget | HCP, Primature, Présidence | CBLT, UA, PNUD, USAID/USA, France | Urgent | Transition & post Transition | Non entamé |
| ***Section 2 - Réconciliation nationale*** | | | | | | | | | |
| Enclencher le processus de création d'une Commission "Vérité-Pardon-Réparation-Réconciliation". | Les réparations symboliques, physiques et mémorielles sont produites par une rupture manifeste avec la dynamique des conflits. | - Comité adhoc de (Vérité-Pardon-Réparation-Réconciliation)<br>- Création Médiature de la République (impératif politique et social)<br>- Elaboration d'une feuille de route exécutoire de la Commission VPRR<br>- Etat des lieux des objets de réparation (symbolique, immatérielle)<br>- Plan stratégique des réparations symboliques globales (Actes majeurs post colonisation) | - Arrêté interministériel de constitution du Comité ad hoc pris<br>- Loi constitutive de la Médiature de la République promulguée<br>- Rapport des réparations victimes Habré disponible<br>- Document de la feuille de route disponible<br>- Document du plan stratégique des réparations disponible<br>- Rapports des recherches et apprentissages réalisés<br>- Décrets d'application promulgués | **Sous-commissions techniques 1&3**<br>**Commissions thématiques 1 &3**<br><br>Ministère de la Justice<br>Ministères de la réconcialition,<br>Ministère des Armées<br>Ministère de la Sécurité publique<br>Ministère de l'Adminstration du territoire<br>Ministère du Genre<br>Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation | HCP, Primature, Présidence | PNUD, UA, UE, BID, FNUAP, UNESCO, France, USA | Urgent | Période Transition & post Transition | Non entamé |
| Exécuter de manière effective la disposition de l'Accorde de DOHA relative à la restitution des biens des signataires dudit Accord | L'Accord de DOHA est exécuté | - Mise sur pied Commission d'exécution (1. réactualisation & états des lieux judiciaires, biens fonciers; 2. mesures d'accompagnement opérationnelles)<br>- Elaboration d'une feuille de route exécutoire des réparations<br>- Etablissement du document des réparations | - Décret constitutif de la Commission d'exécution<br>- Document de la feuille de route disponible<br>- Rapport d'exécution disponible | **Sous-commissions techniques 1&3**<br>**Commissions thématiques 1 &3**<br><br>Ministères de la Réconcialition,<br>Ministère de la Justice<br>Ministère de la Sécurité publique<br>Ministère de l'Aménagment&Urbanisme<br>Ministère des Finances, Comptes publics & Budget | HCP, Primature, Présidence | RAS | Urgent | Période Transition | En cours |
| Engager le processus de mise en place d'une Commission d'enquête chargée d'élucider les cas de disparition de personnes et des crimes politiques. | La cohésion sociale et l'unité nationale consolidées. | - Constitution d'une Commission indépendante nationale d'enquête<br>- Réalisation des enquêtes nationales<br>- Feuille de route exécutoire des réparations (symboliques, financières, judiciaires) | - Décret constitutif promulgué<br>- Rapports d'enquêtes réalisées<br>- Document de feuille de route validée | **Sous-commissions techniques 1&3**<br>**Commissions thématiques 1 &3**<br><br>Conseil National de Transition<br>Ministère de la Réconcialition<br>Ministère de la Justice<br>Ministère de la Sécurité publique<br>Ministère de l'Adminstration du territoire<br>Ministère de l'Enseignement Supérieur<br>Ministère des Finances | HCP, Primature, Présidence | CNDH, Barreau des Avocats du Tchad, UA, UE | Urgent | Période de la Transition | Non entamé |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Executer les décisions judiciaires relatives à l'indemnisation des victimes du régime Habré | Les victimes du régime Habré sont indemnisés et réconciliation nationale renforcée. | - Relecture des leviers d'exécution des conclusions judiciaires<br>- Etat des lieux des pools des victimes (Tchad, Nigéria, Sénégal)<br>- Restructuraiton de la commission d'indemnisation (inclusivité)<br>- Création d'une caisse spéciale (Office) chargée d'indemnisation<br>- Elaboration du rapport de clôture judiciaire du dossier | - Rapport d'état des lieux de l'exécution des conclusions disponible<br>- Rapport de la revue de l'état des lieux disponible<br>- Décret constitutif de la commission d'indemnisation restructurée disponible<br>- Ordonance & Décrets de création d'indemnisation disponibles<br>- Rapport de clôture du dossier judiciaire disponible | **Sous-commissions techniques 1**<br>**Commissions thématiques 1**<br><br>Ministère de la Justice<br>Ministère de la Réconciliation<br>Ministère des Affaires Etrangères<br>Ministère de l'Adminstration du territoire<br>Ministère des Finances, Comptes publics et Budget | HCP, Primature, Présidence | CIDH,<br>Barreau des Avocats du Tchad, UA, UE, Sénégal | Urgent | Période Transition & post Transition | En cours |
| Examiner les modalités de rapatriement de la dépouille de l'ancier Président Hissein HABRE | La cohésion sociale et la réconciliation nationale consolidée. | - Constitution d'un comité tripartite (Etat tchadien/Sénégal/Famille) pour validation des conditions de rapatriement<br>- Elaboration d'un mémorandum d'Entente endossant les responsabilités des parties<br>- Interpellation du Gouvernement par le CNT<br>- Rapatriement et inhumation de la dépouille en terre tchadienne | - Décret constitutif du comité tripartite promulgué<br>- Mémorandum d'entente validé et mis en œuvre<br>- Résolutions résultantes de l'interpellation<br>- Pierre tombale du Pr Habré en terre tchadienne | **Sous-commissions techniques 1**<br>**Commissions thématiques 1**<br><br>Ministère Justice<br>Ministères de la Réconcialition<br>Ministère de la Sécurité publique<br>Ministère des Affaires Etrangères<br>Ministère de l'Administration du territoire<br>Ministère de la Santé Publique<br>Minnistère des Finances | HCP, Primature, Présidence, Famille nucléaire du Psdt Habré | UA, Cour Spéciale Affaire Habré, CEDEAO, CEMAC, Sénégal | Moyen | Période de la Transition | Non entamé |
| ***Section 3 - Paix et cohésion sociale*** | | | | | | | | | |
| Faire la répartition juste et équitable des ressources nationales. | Effectivité de la décentralisation avec les ressources (minières, financières, techniques) et les compétences (élections locales, autonomie locale des collectivités territoriales) avec affirmation des responsabilités d'Etat dans les territoires décentralisés. | - Sanctuarisation dans la Constitution de la répartition des ressources nationales entre territoires administratifs (% budgétaire attribué).<br><br>- Mécanismes de gestion des rentes minières & pétrolières élaborés/révisés (reversement des redevances, taxes & impôts élaboré/révisé).<br><br>- Statut des Comités de gestion (voire dissolution) reconvertis en Fonds Spécial Indépendant. | - Ordonnance & Loi sanctuarisant l'autonomie de gestion (financement du développement) promulguées<br>- Textes juridiques de co-responsabilisation de la gestion des rentes et redevances des ressources locales sont élaborés et promulgués.<br>- Ordonance & Décret de modification des Comités de gestion des rentes minières et pétrolières promulgués. | **Sous-commissions techniques 1&4**<br>**Commissions thématiques 1&4**<br><br>Ministère de la Prospective Economique<br>Ministère Finances, Comptes publics et Budget<br>Ministère de la Justice<br>Ministère de l'Administration du Territoire<br>Ministère de l'Aménagement, Urbanisme<br>Ministère du Commerce & de l'Industrie<br>Ministère de la Transformation Agricole<br>Ministère de l'Elevage<br>Ministère des Infrastructures<br>Ministère des Mines & Géologie<br>Ministère des Hydraucarbures & Energie | HCP, Primature, Présidence | Namibie, Botswana, Mozambique | Urgent | Période Transition & post Transition | Non entamé |
| Impliquer massivement les artistes, les leaders religieux & autorités traditionnelles, les hommes des médias et les leaders d'opinion dans le processus de la transformation sociale. | Les transformations sociales sont soutenues par les productions sociales, religieuses & traditionnelles, publiques réitérant la laicité de l'Etat et consolidant le sentiment national. | - Evénements artistiques, sportifs & culturels générés structurant la construction nationale<br><br>- Conférences, colloques scientifiques, communications, etc...inscrits dans le dialogue interreligieux réalisés<br><br>- Laicité de l'Etat réitérée dans les espaces & services publics par des Lois appliquées. | - Compétitions culturelles, artistiques et sportives, locales et nationales produites.<br>- Rencontres de communication diversifiée organisées<br>- Le retrait de l'Etat des sphères religieuses, de l'autorité chefferiale traditionnelle est effectif. | **Sous-commissions technique 1&3**<br>**Commissions thématiques 1&3**<br><br>Ministères de l'Administration du Territoire<br>Ministère de la Justice<br>Ministère de Enseignement Supérieur<br>Ministère de l'Education Nationale<br>Ministère de la Sécurité publique<br>Ministère de la Jeunesse et Sport, Loisirs | HCP, Primature, Présidence | OMPP/WOFP (Organisation Mondiale pour la Paix),<br>GIZ, PNUD, UA, UE | Elevé | Période Transition & post Transition | Non entamé |
| Susciter et renforcer le sentiment national à travers les initiatives éducatives, sociales et culturelles pour cultiver le patriotisme et valoriser le patrimoine culturel national | Le sentiment national est renforcé et le patrimoine culturel national valorisé. | - Révision globale et profonde des Curricula (éducation, formation)<br>- Productions (cinématrographiques, théatrales, danses, récits mimiques, oralité) sur les patrimoines réalisées<br>- Diagnostic de la situation des patrimoines physiques, matériels, immatériels réalisé<br>- Le registre du récit national élaboré et alimenté. | - Nombre des productions (cinématographiques, danses, théatrales, réalisées)<br>- Les documents des diagnostics (matériel, immatériel, symbolique) disponibles.<br>- Le registre du récit national disponible. | **Sous-commission technique 1**<br>**Commission thématique 1**<br><br>Ministère de l'Administration du Territoire;<br>Ministère des Finances;<br>Ministère Jeunesse, Sports, Loisirs & et du Leadership entrepreneurial,<br>Ministère de la Promotion du Tourisme, de la Culture et de l'Artisanat<br>Ministère de la Sécurité Publique | HCP, Primature, Présidence | UNESCO, Brésil, Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) | Urgent | Période Transition & post Transition | En cours |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Susciter et organiser régulièrement des grandes rencontres de brassages entre les jeunes. | Le brassage entre les jeunes des différentes Provinces est renforcé. | - Organisation des compétitions sportives(championnant), cutlurelles et artistiques inter Provinces/territoires décentralisés.<br>- Développement des axes de recherche scientifique sur l'identité nationale (élaboration des profil sociocommunautaire des territoires, etc.)<br>- Dissociation de l'ONAJES (2 structures - Jeunesse/CNJT; Sport/COST) effective. | - Les rapports des compétitions sportives, culturelles & artistiques organisées sont disponibles<br>- Les documents du profil sociocommunautaire des territoires disponible<br>- Les rapports de recherche sur l'identité nationale disponible. | **Sous-commissions techniques**<br>**Commissions thématiques**<br><br>Ministère de la Promotion du Tourisme<br>Ministère de l'Administration du Territoire<br>Ministère des Finances<br>Ministère de la Jeunesse, des Sports<br>Ministère de l'Enseignement Supérieur<br>Ministère de l'Education. | HCP, Primature, Présidence | UNESCO, OMPP/WOFP | Elevé | Période Transition & post Transition | En cours |
| Développer le sport de masse pour renforcer la cohésion sociale et vulgariser les valeurs et attitudes de non-violence | La cohésion sociale est renforcée par le sport de masse et des pratiques non-violentes | - Installation des gymnases équipés dans les Arrondissements de N'Djaména & des Provinces<br>- Aménagement et valorisation des réserves publiques pour le sport de masse<br>- Institution par texte d'Etat la pratique du sport de masse. | - Gymnases équipées sont installées par Arrondissement et dans les chefs-lieux des Provinces et Départements<br>- Réserves publiques aménagées et valorisées pour le sport de masse<br>- Ordonnance, Loi et décret instituant le sport de masse promulgués | **Sous-commission technique 1**<br>**Commission thématique 1**<br><br>Ministère de la Jeunesse, des Sports;<br>Ministre de la Promotion du Tourisme et de la Culture<br>Ministère Administration du Territoire<br>Finances; Sécurité Publique; Santé Publique; CNT | HCP, Primature, Présidence | UNESCO, FIFA, Fédération des Sports de masse | Urgent | Période Transition & post Transition | Non entamé |
| Lutter efficacement contre le discours de la haine, l'apologie de la violence et le repli identitaire véhiculés à travers les réseaux sociaux | Les discours, pratiques négatives (haine, violence, repli identitaire) ont baissé. | - Etablissement de cadre légal d'accord et d'entente entre les communautés<br>- Promulgation de texte abolissant le statut des chefs de race<br>- Valorisation du mandat social et culturel des chefferies traditionnelles<br>- Développement de la mixité dans les centres urbains par les attributions foncières<br>- Intensification du dialogue intergénérationnel (temporalités historiques)<br>- Développement du resgitre numérique (sociabilités numériques) de sédimentation nationale. | - Le cadre d'accord et d'entente entre les communautés dispose d'un document national<br>- Abolition des chefs de race est effective.<br>- Le mandat social&culturel des chefferies traditionnel est valorisé et texte juridique disponible.<br>- La politique foncière est encadré et Code foncier promulgué. | **Sous-commissions techniques 1&3**<br>**Commissions thématiques 1&3**<br><br>Ministères de la réconcialition;<br>Ministère de la Justice<br>Ministère de l'Aménagement du Territoire; Ministère de la Sécurité publique<br>Ministère de l'Adminstration du Territoire<br>Ministère des Finances & Budget;<br>Ministère de l'Education Nationale;<br>Enseignement supérieur | HCP, Primature, Présidence | OMPP/WOFP, UNESCO | Urgent | Période Transition & post Transition | Non entamé |
| Former des médiateurs sociaux à tous les niveaux des unités administratives pour faciliter la résolution des conflits communautaires | La résolution des conflits communautaires est dévolue aux médiateurs sociaux locaux. | - Restitution de la légitimité et la légalité des chefferies traditionnelles dans la sédimentation sociale<br>- Création d'un Observatoire National de Veille et Médiation Sociale<br>- Institution des Observatoires Provinciaux de Veille et Médiation Sociale<br>- Légalisation de la fonction des médiateurs sociaux locaux. | - La légitimité et la légalité des chefferies traditionnelles dans la médiation sociale (reglèment des conflits sociaux, communautaires) est renforcée.<br>- Observatoire National de Veille et Médiation Sociale est crée et opérationnel<br>- Observatoires Provinciaux institués et opérationnels<br>- Le vivier des médiateurs sociaux endogènes formés disponible | **Sous-commissions techniques 1&3**<br>**Commissions thématiques 1&3**<br><br>Ministère de la Réconciliation<br>Ministère de l'Administration Territoriale<br>Ministère de la Sécurité Publique<br>Ministère de l'Education Nationale<br>Ministère de la Justice & garde des sceaux<br>Ministère des Finances | HCP, Primature, Présidence | PNUD, IDEA, OMP/WOFP, CONACCE CHAPLAINS, CDH, FHI360, USAID, UA, CNDH | Urgent | Période de Transition & post Transition | En cours |
| Créer et renforcer les mécanismes de prévention et gestion des conflits communautaires | La prévention et la gestion des conflits communautaires est renforcée par les nouveaux mécanismes inclusifs. | - Création des structures de prévention & médiation sociale (SMS) locales<br>- Renforcement des capacités des Médiateurs sociaux<br>- Elaboration d'une stratégie nationale de réduction des conflits communautaires<br>- Inscription de la médiation sociale dans le curricula de l'éducation (Civisme/Primaire, Citoyenneté/Collège, Médiation sociale/Lycée)<br>- Systématisation du renforcement des capacités des chefferies traditionnelles (Haut Conseil des Collectivités Autonomes & Chefferies traditionnelles; Association des Autorités Coutumières et Traditionnelles du Tchad) | - Les arrêtés de création des SMS sont disponibles<br>- Le rapport du renforcement des capacités et les modules disponibles<br>- Le document de stratégie nationale de réduction des conflits communautaires est disponible | **Sous-commissions techniques 1&3**<br>**Commissions thématiques 1&3**<br><br>Ministères de la Réconciliation<br>Ministère de l'Administration du Territoire<br>Ministère de la Sécurité Publique<br>Ministère de l'Education Nationale<br>Ministère de la Justice<br>Ministère de l'Enseignement supérieur | HCP, Primature, Présidence | OMPP/WOFP, CONACCE CHAPLAINS, CDH, FHI360, USAID, UA | Urgent | Période Transition & post Transition | Non entamé |
| Lutter sans relâche contre les phénomènes d'enlèvement de personnes contre rançon et le trafic d'enfants | Les enlèvements des personnes et des trafics d'enfant ont baissé. | - Diagnostic des territoires impactés<br>- Elaboration d'un mécanisme de surveillance des territoires impacts<br>- Elaboration/Révision du cadre juridique de protection de l'enfance<br>- Création des tribunaux pour enfants<br>- Installation des structures transfrontalières de dénonciation<br>- Exécutions judiciaires & penales | - Document de diagnostic disponible<br>- Document du mécanisme élaboré disponible<br>- Arrêté de création des tribunaux pour enfants disponibles<br>- Document juridique de protection de l'enfance élaboré/révisé disponible | **Sous-commission techniques**<br>**Commissions thématiques**<br><br>Ministère des Armées<br>Ministère de la Sécurité Publique<br>Ministère de l'Administration du Territoire<br>Ministère de la Justice & Garde des Sceaux<br>Ministère des Affaires Etrangères | HCP, Primature, Présidence | CEMAC, CDH, CNDH, InterPôle, PNUD, UA, Associations Communautaires, HCACT/ACTT | Urgent | Période Transition et post Transition | Non entamé |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Réaffirmer la souveraineté du Tchad face aux ingérences extérieures | La souveraineté de l'Etat est réaffirmée par une actualisation des structures diplomatiques | - Diagnostic des accords & instruments communautaires régionaux & sous-régionaux<br>- Ratification des accords, conventions et traités internationaux<br>- Création des Consulats additionnels (Soudan, RCA, Cameroun, Lybie, Niger, Nigéria; Afrique australe, Afrique méridionale)<br>- Développement des partenariats économiques et industriels (communautaires) avec installation des firmes | - Document du diagnostic disponible<br>- Ordonnances de ratification des Accords, Conventions et Traités disponibles<br>- Consulats additionnels effectifs dans les territoires et régions ciblées | **Sous-commissions techniques**<br>**Commissions thématiques**<br><br>Ministères des Affaires Etrangères<br>Ministère de la Prospective Economique et des Partenariats Internationaux<br>Ministère des Finance<br>CNT<br>Ministère des Armées<br>Ministère de la Sécurité Publique<br>Ministère de la Justice<br>Ministère du Commerce & Industrie | HCP, Primature, Présidence | OHADA, CEMAC, UN, UA, Etats limitrophes | Urgent | Période Transition & post Transition | Non entamé |

# COMMISSION THEMATIQUE II : RETOUR A L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

| Résolutions & Recommandations | Résultats escomptés | Actions/Produits | Indicateurs | Institutions/Organes responsables | Organes/ Institution d'appui | PTF |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Section 1 - Ordre constitutionnel (Transition)*** | | | | | | |
| Organiser un seul référendum couplé où seront posées la question de la forme de l'Etat et celle de la Constitution de 1996 réaménagée | Projet de Constitution élaboré, adopté et promulgué | Mise en place d'un comité ad hoc de rédaction | Arrêté mettant en place le comité ad hoc | CTA/COMITE AD HOC/CONOREC | GOUV/CNT/HCP | PTF |
| | | Rédaction de l'avant-projet | Avant-projet rédigé et déposé au HCP | | | |
| | | Examen et adoption du projet par le Gouvernement | Projet adopté | | | |
| | | Examen et adoption du projet par le CNT | Rapport d'adoption du CNT | | | |
| | | Constitution du cadre référendaire | Loi créant la CONOREC | | | |
| | | Mise à jour de la cartographie administrative et électorale | Liste des centres de recensement et des lieux de vote établie | | | |
| | | Révision du fichier électoral | Nouvelles listes électorales établies | | | |
| | | Elaboration du code électoral référendaire | Code électoral référendaire promulgué | | | |
| | | Mobilisation des ressources | Ressources disponibles | | | |
| | | Organisation des élections référendaires | Référendum organisé | | | |
| ***Section 2 - Réformes des grandes institutions de la République*** | | | | | | |
| Réaménager et restaurer les Grandes Institutions de la République conformément aux résolutions et recommandations du DNIS | Grandes Institutions de la République réaménagées et restaurées | Mise en place du comité ad hoc chargé de l'élaboration des textes afférents à la Constitution | Décision mettant en place le comité ad hoc prise | COMITE AD HOC/CTA/HCP/GOUV/CNT | | PTF |
| | | Elaboration des avant-projets de Lois | Avant-projets rédigés et déposés au CTA/HCP | | | |
| | | Adoption et promulgation des Lois | Institutions mises en place | | | |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| ***Section 3 - Formations politiques et construction démocratique*** | | | | | | |
| Mettre en place un Organe de Gestion des Elections (OGE) et faire du BPE un organe administratif et technique permanent | Organe de Gestion des Elections (OGE) créé | Mise en place de l'Organe de Gestion des Elections | OGE opérationnel | GOUV/CNT/HCP/CTA/COMITE AD HOC | | PTF |
| | | Erection du BPE en une structure administrative et technique d'appui à l'OGE | BPE effectivement érigé comme organe administratif et technique d'appui à l'OGE | GOUV/CNT/HCP/CTA/COMITE AD HOC | | PTF |
| Mettre en place le cadre de concertation politique | Cadre de concertation politique créé | Mise en place du cadre de concertation | Cadre National de Concertation des Partis Politiques opérationnel | GOUV/PARTIS POLITIQUES/HCP/CTA | | |
| Réviser le cadre légal régissant les Partis Politiques | Cadre légal révisé | Application effective de la Loi N° 32 | Mesures concrètes d'accompagnement prises | GOUV/CNT/HCP/CTA/CNCP/COUR DES COMPTES | | |
| | | Renforcement du statut de l'opposition politique | Ordonnance N° 40 révisée | GOUV/CNT/HCP/CTA/COMITE AD HOC/CNCP | | |
| ***Section 4 - Organisation administrative et territoriale*** | | | | | | |
| Réviser les Lois relatives à l'organisation administrative territoriale | Lois révisées | Détermination des principes fondamentaux de l'organisation administrative | Lois promulguées | GOUV/CNT/HCP/CTA/COMITE AD HOC | | |
| | | Délimitation des ressorts territoriaux des unités administratives et des collectivités autonomes | Ressorts territoriaux des unités administratives déterminés | GOUV/HCP/CTA | | PTF |
| Renforcer les capacités techniques et financières des collectivités autonomes | Capacités techniques et financières des collectivités autonomes renforcées | Révision des Lois (2, 9, 11, 12 et 33) relatives aux collectivités autonomes | Lois sur le régime fiscal et financier, comptable, transfert de compétences, statut des collectivés et statut particulier de la ville de N'Djaména promulguées | GOUV/CNT/HCP/CTA/COMITE AD HOC | | PTF |
| ***Section 5 - Réforme de l'institution judiciaire et fonctionnement*** | | | | | | |
| Poursuivre la réforme du système judiciaire | Système judiciaire réformé | Evaluation des états généraux de 2003 | Rapport d'évaluation disponible | GOUV/HCP/CTA/ORGANE INDEPENDANT | | PTF |
| Améliorer les conditions de travail du personnel judiciaire | Conditions de travail améliorées | Renforcement des capacités | Ressources adéquates disponibles | GOUV/CNT/HCP/CTA | | PTF |
| Créer une juridiction chargée de la répression des infrastions économiques et financières pour lutter plus efficacement contre le phénomène de la corruption, des détournements, des prédations et des prévarications | Juridiction de répression des infractions économiques et financières créée | Mise en place d'un comité ad hoc | Arrêté mettant en place le comité ad hoc | GOUV/CNT/HCP/CTA | | PTF |
| | | Elaboration de l'avant-projet de Loi | Avant-projet élaboré | | | |
| | | Examen et adoption du projet de Loi | Projet de Loi adopté | | | |
| | | Promulgation de la Loi | Loi promulguée | | | |
| | | Création de la juridiction | Juridiction opérationnelle | | | |
| ***Section 6 - Réformes des chefferies traditionnelles*** | | | | | | |
| Fixer un moratoire sur la création de nouvelles chefferies traditionnelles | Moratoire fixé | Rédaction de l'acte fixant le moratoire | Acte publié | GOUV | | |
| Renforcer le cadre légal et opérationnel des chefferies traditionnelles | Cadre légal renforcé | Mise en place d'un comité ad hoc | Décision mettant en place le comité ad hoc | GOUV/CNT/HCP/CTA | | PTF |
| | | Révision des textes y relatifs | Cadre légal révisé et renforcé | | | |
| | | Elaboration de textes additifs | | | | |

# COMMISSION THEMATIQUE II : RETOUR A L'ORDRE CONSTITUTIONNEL

| N° | Titre | Intitulé des Recommandations/Résolutions | Niveau de priorité | Actions | indicateurs | Institutions responsables | Echeance | Etat d'avancement * | Observation/difficultés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Restaurer l'autorité et le prestige de l'État | Urgent | Renforcer progressivement la sécurité ;<br>Restructurer l'administration dans ses fonctions, missions, compétences et moyens dédiés ; respecter scrupuleusement le cadre légal; Améliorer la gouvernance locale. | - les capacités des FDS sont renforcées et la sécurité améliorée;<br>- Adoption de nouveaux textes conformement à la nouvelle constitution dans le cadre de la subsidiarité<br>-Rapport de perception de la justice sociale | Le Président de Transition, le Gouvernement, le CNT et tous les pouvoirs publics (MAT); | Court terme | En_cours | RAS |
| 2 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Respecter les critères de compétences, d'inclusivité, de probité pour les nominations aux postes de responsabilité | Urgent | Sous la haute Autorité du Président de Transition, nommer des cadres compétents aux postes de responsabilité suivant les critères définis par les textes portant organisation et fonctionnement des institutions de l'Etat. Au besoin, compléter les textes en vigueur. | Au moins 80% des nominations sont conformes aux critères définis. | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | Un Observatoire a été créé a cet effet et un Comité est mis en place par le Premier ministre par une note circulaire; |
| 3 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Concevoir et mettre en œuvre des politiques nationales réellement alignées sur les priorités nationales et provinciales | Elevée | Plan de stratégie nationale dans les secteurs ciblés | Mise en place du nouveau PND/Les po sont adoptées | Le Gouvernement, les collectivittés autonomes | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Mettre en œuvre les dispositifs pour assurer la permanence et la continuité du fonctionnement de l'État sur toute l'étendue du territoire et en toute circonstance | Urgent | Réaffirmer l'autorité de l'Etat | toutes les institutions découlant de la constitution sont effectivement mises en place et opérationnelles | Tous les pouvoirs publics | Court terme | En_cours | RAS |
| 5 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Faire appliquer les dispositions du Code des marchés publics pour tous les achats/commandes publics | Très élevée | adopter des mesures fortes pour faire appliquer le code des marchés publics | entrée en vigueur du nouveau Code et qu'au moins 90% des marchés respectent les dispositions du Code dès la première année | SGG, ARMP | Court terme | En_cours | les différents textes sont en phase de finalisation |
| 6 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Améliorer les conditions de vie des Tchadiens de toutes les provinces à travers une répartition juste et équitable des richesses, des infrastructures et des services sociaux de base (santé, éducation, accès à l'électricité et à l'eau, routes, fonciers, etc.) | Très élevée | concevoir des plans de développement locaux indexés sur le PND | Les plans sont conçus et mis en œuvre | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | renvoyer cette recommandation au sous-comité relance économique |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Valoriser les langues nationales dans toutes leurs diversités et promouvoir leur rôle en tant que véhicules de savoirs | faible | Mettre en place un observatoire des langues nationales (concevoir progressivement le curricula des langues nationales et les adopter) qui constitue un laboratoire auquel sera rattaché un petit comité constitué des experts en la matière, valoriser les langues dans toutes leurs diversités et promouvoir leur rôle en tant que véhicules de savoirs./ | Création effective d'un observatoire, les curricula des langues nationales sont adoptées | Les Secteurs Education, Culture, Chéfferie traditionnelle, Société civile, etc. | Court terme | En_cours | Voir les points focaux pour plus d'informations |
| 8 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Appliquer les conclusions des états-généraux de la justice | Urgent | Organiser un Atelier d'évaluation des états généraux de la justice de 2003; | Disponibilité du rapport d'évaluation | MJDH | Court terme | En_cours | RAS |
| 9 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Prendre des mesures adéquates pour instaurer une culture de la performance, de la redevabilité et de la reddition des comptes | Urgent | Faire exécuter le budget programme des 5 secteurs pilotes et réflechir à d'autres voies et moyens pertinents | Réactualiser la stratégie de mise en œuvre du budget programme/ la stratégie est réactualisé, le bugdet des 5 secteurs pilotes est exécutés | Le CNT, la Cour Supreme (Chambre des comptes), IGF… | Court terme | En_cours | Mobilisation des moyens pour la vulgarisation |
| 10 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Mettre en application immédiate, les dispositions de la Loi N°018 portant code de transparence et de bonne gouvernance et de tous les autres textes découlant des directives communautaires de la CEMAC ; | Urgent | Reactualiser la stratégie découlant de la loi 18 | Disposer de la nouvelle stratégie et la mettre en œuvre / la nouvelle stratégie est mise en œuvre | Le Gouvernement et les différents acteurs publics | Court terme | En_cours | Accélerer la mise en œuvre |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 11 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Assurer un contrôle régulier des ressources publiques et parapubliques par les organismes étatiques de contrôle (Cour des Comptes, IGF, etc.); | Urgent | réhabiliter la Cour des Comptes | La Cour des Comptes réhabilitée et mise en place | La Cour des Comptes, IGF…/ Gouvernement | Court terme | En_cours | accélerer la mise en place de la Cour des Comptes |
| 12 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Instituer, sous le haut patronage du Premier Ministre, une Assemblée Générale annuelle des entreprises et organismes publics en vue d'évaluer leur performance ; | Elevée | institutionnaliser les assemblées annuelles des entreprises et organismes publics; | un acte reglémentaire est pris à cet effet | La Primature, ministères concernés | Court terme | en_cours | RAS |
| 13 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Améliorer le traitement des dossiers des pensions de retraite et finaliser la mise à jour du fichier des pensionnés ; | Très élevée | Finaliser le fichier du personnel de l'Etat, inter connecter les trois départements cités pour un bon suivi et procéder au versement mensuel des pensions. | Que les retraités perçoivent mensuellement et régulièrement leurs pensions/ Les pensions | Les Ministères des finances, Fonction publique, SGG | Court terme | En_cours | accélerer le processus |
| 14 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Ériger en Loi le décret portant création de l'Ordre National des Professionnels Comptables du Tchad (ONPCT) et les impliquer dans les audits des services et organismes publics | Très élevée | Elaborer la loi portant création de l'Ordre National des Professionnels comptables du Tchad ; | Projet de loi élaboré | Les Ministères des Finances, les Professionnels du secteur | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 15 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Accélérer l'adoption et la mise en œuvre du Plan d'Action National de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies relative à la promotion de la participation des femmes aux mécanismes de paix et sécurité | Urgent | Vulgariser les stratégies et mettre en œuvre le plan d'action; | la femme tchadienne est effectivement impliquée dans les questions de paix et sécurité (FDS, GVT et CNT) | Les Ministères (Genre, Justice et Sécurité) | Court terme | En_cours | Le plan d'action est élaboré |
| 16 | la Gouvernance politique et institutionnelle | Renforcer le mécanisme de prise en charge holistique des victimes des violences faites aux femmes et leur garantir la gratuité de la procédure judiciaire | Urgent | reviser le code de procédure civile, commerciale et sociale pour réintroduire la saisine sur simple requete; | le code est révisé | Les Ministères (Genre, Justice et Sécurité) | Court terme | En_cours | RAS |
| 17 | fonctionnement de la justice | Evaluer les conclusions des états généraux de la justice organisés en 2003, réajuster et compléter au besoin, les recommandations avec les conclusions des résolutions actualisées | Urgent | organiser un atelier pour évaluer les états généraux de 2003; | La tenue de l'atelier et disposer d'un rapport d'évaluation des états généraux de 2003 à la lumière des résolutions et recommandations du DNIS et élaborer les Tdrs pour la tenue des nouveaux états généraux de justice en 2023 | Le Ministère de la Justice | Court terme | En_cours | Chercher des financements pour l'organisation de l'atelier |
| 18 | fonctionnement de la justice | Réaffirmer l'indépendance du Conseil Supérieur de la Magistrature | Urgent | Prévoir dans la constitution, revoir les statuts de CSM revisés | l'indépendance de CSM affirmée dans la constitution. Le Président de la République ne présidera pas desormais le CSM. Réviser le statut du CSM à cet effet. | Le Ministère de la Justice | Court terme | Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 19 | fonctionnement de la justice | Réaffirmer l'inamovibilité des magistrats de siège dans la Constitution, le statut du CSM et le statut des magistrats | Très élevée | Prévoir dans la constitution et reviser les statuts de CSM | Après l'adoption de la constitution, le principe d'inamovilité est consacré et respecté pour la nomination de tous les juges du siège. | Le Ministère de la Justice | Court terme | En_cours | RAS |
| 20 | fonctionnement de la justice | Combattre l'immixtion de l'exécutif dans le cours normal de la justice | Urgent | Appliquer strictmenet la const et tous les textes subséquents | la constitution et les textes subs sont appliqé | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | RAS |
| 21 | fonctionnement de la justice | Proscrire l'instrumentalisation de la justice par le pouvoir exécutif à des fins de règlement de comptes politiques | Urgent | Sensibliser les membres du Gouvernement et les magistrats sur le respect de l'indépendance de la justice et l'exercice de cette fonction à travers des régles éthiques et déontologiques. . | Les membres du Gouvernement et les magistrats sont sensiblisés. | Le Ministère de la Justice | Court terme | En_cours | |
| 22 | fonctionnement de la justice | Donner les moyens nécessaires aux magistrats pour les mettre à l'abri des tentations, et assurer leur sécurité pour l'accomplissement de leurs charges en toute indépendance et dans la quiétude | Urgent | Revoir les textes sur les indices et indemnités des magistrats, finaliser la dotation en armes de poing ; élaborer un guide de déontologie. | Le décret prenant en compte les 15% des indemnités restantes est signé et appliqué. Le point d'indice de salaire des magistrats est modifié. Tous les magistrats ont reçu les armes de point qui leur ont été promises. Le code de déontologie des magistrats est élaboré. | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | Partiellement réalisés |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 23 | fonctionnement de la justice | Améliorer les conditions de travail des magistrats pour redonner au pouvoir judiciaire toutes ses lettres de noblesse | Urgent | Construire des palais de justice et Maisons d'arrêts aux normes et dotés les magistrats des équipements et moyens roulants. | Les marchés de construction des palais de justice et des maisons d'arrêt sontsignés et les travaux démarrés. Refection des certains palais de justice. La fourniture des équipements et des moyens roulants. | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | RAS |
| 24 | fonctionnement de la justice | Créer une juridiction chargée de la répression des infractions économiques et financières pour lutter plus efficacement contre le phénomène de la corruption, des détournements, des prédations et des prévarications | Très élevée | Elaborer les textes portant création de la juridiction tout en revisitant l'organisation judiciaire au Tchad. | Le texte régissant cette juridiction est élaboré. La juriduction est opéartionnelle. | CNT, Le Ministère de la J | Court terme | En_cours | RAS |
| 25 | Organisation administrative | Réviser la loi sur l'organisation administrative en vue d'harmoniser la délimitation des unités administratives | Urgent | Revision de l'Ordonnance N°017/PR/2018 du 07/06/2018, determinant les principes fondamentaux de l'Organisation admnistrative du territoire de la République Du Tchad | les nouveaux textes sont élaborés | CTA/MAT cnt | Court terme | En_cours | RAS |
| 26 | Organisation administrative | Renforcer le cadre légal de l'organisation administrative | Urgent | Révision de la Loi N°06/PCMT/2021 du 06/10/2021, portant restructurarion des unités administratives et des CA | les nouveaux textes sont élaborés | CTA/MAT cnt | Court terme | En_cours | RAS |
| 27 | Organisation administrative | Renforcer le cadre opérationnel de mise en œuvre de l'organisation administrative | Urgent | Reviser la Loi N°009/PR/2005, portant statut particulier de la Ville de N'DJ amena | les nouveaux textes sont revisés ou élaborés | CTA/MAT cnt | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 28 | Organisation administrative | Renforcer les capacités techniques et financières des Collectivités Autonomes | Urgent | 1-Transfert effectif des ressources et compétences aux CA ; 2- Relecture de la Loi N°11/PR/2004 du 07 juin 2004 portant régime financier et fiscal des Collectivités Territoriales Décentralisées; 3- Relecture de la Loi N°12/PR/2004 du 07 juin 2004 portant régime comptable des Collectivités Territoriales Décentralisées ;4- Relecture de la loi N°033/PR/2006 du 11 décembre 2006 portant transfert des Compétences entre l'Etat et les Collectivités Territoriales Décentralisées ; 5- Création de l'agence de gestion des ressources des CA; 6- Mise en place d'une fonction publique locale ; 6- Relecture de la Loi N°009/PR/2005 de juillet 2005 portant Statut particulier de la ville de N'Djamena. | les nouveaux textes sont élaborés | | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 29 | chefferies traditionnelles | Redéfinir le rôle des chefferies traditionnelles et coutumières sur la base des principes traditionnels établis | Moyenne | 1- relecture de la Loi Organique N°13/PR/2010 du 25 août 2010 portant Statuts et attributions des chefferies traditionnelles et coutumières ;<br>2- révision du Décret N°629/PR/PM/MATGL/2016 du 15 septembre 2016 fixant le nombre des Secrétaires et Goumiers des Autorités Traditionnelles et Coutumières Relire la Loi Organique N°013/PR/2010 du 25 août 2010 | la loi 13 est revisée | CTA/MAT CNT | Moyen terme | Non_Réalisé | RAS |
| 30 | chefferies traditionnelles | Exhorter les chefs traditionnels et coutumiers à s'adapter aux mutations de la société pour mériter le respect de leur autorité et de leur prestige | Moyenne | Former les Chefs traditionnels et les sensibiliser sur leur statut et role au sein de la société; | les chefs traditionnels sont formés et sensibilisés; | CTA/MAT | Moyen terme | Non_Réalisé | RAS |
| 31 | chefferies traditionnelles | Arrêter la création des nouvelles chefferies traditionnelles et réaménager celles dont les créations sont contestées | Urgent | Prendre un acte mettant arrétant la création des chefferies tradtionnelles; | le décret N°250/PT/PM/MATDBG/ 2023 du 13 février 2023 portant suspension est revisé | CTA/MAT/SGG | Court terme | Realisé: NON REVISE | RAS |
| 32 | chefferies traditionnelles | Veiller à assurer la présence effective des chefs traditionnels et coutumiers auprès des populations | faible | Donner des instructions aux chefs des unités administratives. | Note Circulaire du MATDGL pour encadrer les absences des chefs traditionnels | MAT | Long terme(2 | Non_Réalisé | RAS |
| 33 | chefferies traditionnelles | Rétablir les bulletins individuels de notes des Chefs traditionnels et coutumiers afin | faible | mettre en place un acte pour restaurer les notations des chefs traditionnels; | l'acte portant restauraion est pris et mis en œuvre; | MAT | Long terme(2 | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 34 | chefferies traditionnelles | Renforcer les capacités des Chefs traditionnels et coutumiers dans la prévention et la gestion des conflits agriculteurs-éleveurs | Elevée | renforcer les capacités des chefs traditionnels sur la prévention et la gestion des conflits;L'organisation des ateliers s'avère necessaire | la tenue effective des programmes de formations; | MAT | Moyen terme(2023/2024) | Non_Réalisé | RAS |
| 35 | chefferies traditionnelles | Exhorter les Chefs traditionnels et coutumiers à être à équidistance des forces politiques nationales | Elevée | sensibiliser les Chefs traditionnels à rester apolitique; L'organisation des ateliers s'avère necessaire | les chefs traditionnels sont sensibilisés; | CTA/MAT | Moyen terme(2023/2024) | Non_Réalisé | RAS |
| 36 | chefferies traditionnelles | Mettre en place un mécanisme favorisant l'autonomie de gestion financière des chefferies traditionnelles | Elevée | 1- Révision du Décret N°628/PR/PM/MATGL/2016 du 15 septembre 2016 fixant les Allocations Mensuelles des Autorités Traditionnelles et Coutumières afin de` rehausser substantiellement lesdites allocations; - 2- révision du Décret N°630/PR/PM/MATGL/2016 du 15 septembre 2016 fixant les Rémunérations Mensuelles des Secrétaires et des Goumiers des Autorités Traditionnelles et Coutumières. | les décrets susvisés sont revisés; | MAT | Moyen terme(2023/2024) | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 37 | chefferies traditionnelles | Valoriser la chefferie traditionnelle en octroyant aux Chefs traditionnels les moyens nécessaires de travail et de prestige | Moyenne | 1- Révision du Décret N°628/PR/PM/MATGL/2016 du 15 septembre 2016 fixant les Allocations Mensuelles des Autorités Traditionnelles et Coutumières afin de` rehausser substantiellement lesdites allocations; - 2- révision du Décret N°630/PR/PM/MATGL/2016 du 15 septembre 2016 fixant les Rémunérations Mensuelles des Secrétaires et des Goumiers des Autorités Traditionnelles et Coutumières. | les décrets susvisés sont revisés; | MAT/Finance | Court terme | Non_Réalisé | |
| 38 | chefferies traditionnelles | Lutter contre la prédominance excessive du communautarisme et contenir les manifestations de repli identitaire dans le pays | Elevée | Incriminer les comportements incitants à ce fléau et faire appliquer rigoureusement les textes qui en découlent. Revoir les textes, orgniser des campagnes de sensibilisation et des ateliers regroupant les notables de différentes composantes en vue du brassage communautaire et le vivre ensemble; | les comportements sont attenués par la sanctions et la sensibilisations; | MAT/MRN/MJDH/Haut comité en charge des autorités traditionnelles | Court terme | Non_Réalisé | |
| 39 | chefferies traditionnelles | Elaborer et mettre en œuvre un programme de cours sur la fraternité intercommunautaire | Elevée | Généraliser le cours d'instruction civique et le rendre obligatoire au niveau scolaire et universitaire | le nouveau module d'instruction civique est enseigné dans les écoles; | MAT/MRN/MEN/MENSUI | Moyen terme(2023/ 2024) | En_cours | Idem |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 40 | chefferies traditionnelles | Codifier les règles trad | Très élevée | Accélérer le processus d'adoption du projet de Code des personnes et de la famille entre autres le code de la famille et le code civil, de manière inclusive en tenant compte des réalités nationales | les deux codes sont adoptés; | MAT/MRN/MJDH/MASF/M | Court terme | Non_Réalisé | Un Comité chargé de la relecture du projet du Code des personnes et de la famille est créé par Arrêté N°034/PT/PM/MGSN/SG/ DGPGAF/2023, du15 mars 2023. Reste le demarrage effectif des travaux. A suivre par le CTA. |
| 41 | bilinguisme | Généraliser la formation des formateurs bilingues maîtrisant parfaitement les deux langues nationale officielles | Elevée | Mettre en place une Commission pour définir une stratégie. | Une Commission est mise en place et la stratégie adoptée | MESRI/ MENPC | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 42 | bilinguisme | Adopter une loi qui prévoit clairement l'utilisation équitable et d'égale valeur des deux langues officielles dans tous les domaines de la vie nationale | Très élevée | Cf Commission SGG ; | disposer du rapport et mettre en œuvre ses recommandations ; | MESRI/ SGG | Court terme | En_cours | RAS |
| 43 | bilinguisme | Améliorer davantage la pratique du bilinguisme dans toutes les couches de la société par la création et la mise en œuvre de programme d'enseignement et d'apprentissage dès la maternelle | Elevée | Adopter un programme de formation en deux langues dès la maternelle. | un programme pilote est mis en oeuvre dès l'année scolaire 2024-2025 | MENPC/ MIN Genre | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 44 | bilinguisme | Instituer l'obligation d'une année de service civique d'apprentissage des deux langues nationales officielles aux nouveaux bacheliers | Elevée | Prendre l'acte (décret) instituant le service civique d'une année d'apprentissage de la deuxième langues officielles. | Tous les bacheliers sont bilingues une année après leur bac. | MENPC/MESRI | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 45 | bilinguisme | Mettre en place un programme de requalification des enseignants dans la pédagogie des langues dès le niveau élémentaire | Elevée | Un atelier de formation des formateurs regroupant toutes les délégations de l'éducation nationale du pays est organisé | un programme est élaboré et adopté, un atelier organisé, les formateurs ont vulgarisé le programme dans leurs provinces respectives. | MENPC/SGG | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 46 | bilinguisme | Organiser un Forum national sur le bilinguisme | Urgent | Elaborer les Tdrs d'un atelier et organiser l'atelier | Une stratégie du bilinguisme dans l'enseignement est adoptée et mise en œuvre; | MESRI/ MENPC/SGG | Court terme | En_cours | RAS |
| 47 | bilinguisme | Promouvoir le bilinguisme au sein de l'administration publique et des institutions de l'Etat par une formation continue accrue des agents des services publics et privés | Elevée | Mise en place d'une commission pour l'élaboation d'une stratégie du bilinguisme dans l'administration. | Une stratégie du bilinguisme dans l'administration est élaborée. | SGG/MESRI/ MENPC | Court terme | En_cours | RAS |
| 48 | bilinguisme | Privilégier autant que faire se peut l'équité en faveur des diplômés bilingues dans le recrutement à la fonction publique | Elevée | tenir compte de l'équité du point de vue lingustiques dans le recrutement de la fonction publique. | équité du point de vue lingustiques dans le recrutement est respectée | MFPDS | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 49 | bilinguisme | Promouvoir l'apprentis | Elevée | Elaborer un programme de vulgarisation de l'anglais et augmenter les volumes horaires de l'enseignement de l'anglais à tous les niveaux. | Un programme de vulgarisation de l'anglais est élaboré et mis en oeuvre dès l'année scolaire 2024-2025. | MESRI/ MENPC | Court terme | En_cours | |
| 50 | Renforcement de l'éthique, des valeurs et changement des comportements | Promouvoir les valeurs de la citoyenneté et inculquer aux citoyens la valeur du travail, la rigueur dans l'effort, la droiture, l'amour de la vérité, le sens de l'honneur et de la modestie en toute circonstance | Elevée | Elaborer les textes et stratégies de communication et de sensibilisation | la stratégie est élaborée et le public sensibilisé; | MENPC/MESRI/OSC/Les Medias/Les Leaders religieux | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 51 | Renforcement de l'éthique, des valeurs et changement des comportements | Promouvoir la bonne gouvernance, la justice sociale et l'égalité des citoyens | Urgent | Respecter les textes relatifs à la bonne gouvernance, concevoir et mettre en œuvre des politiques équitables; | la restauration de la Cour des comptes,le Conseil Constitutionnel et la création de l'autorité indépendante de luttre contre la corruption et la CRIEF; | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | RAS |
| 52 | Renforcement de l'éthique, des valeurs et changement des comportements | Restaurer l'autorité de l'État sur toute l'entendue du territoire national, et combattre sans complaisance l'impunité | Urgent | Renforcer progressivement la sécurité ;<br>Restructurer l'administration dans ses fonctions, missions, compétences et moyens dédiés ;<br>Améliorer la gouvernance locale ; appliquer les textes repressifs | La sécurité est assurée ; l'administration est restructurée dans ses fonctions, missions, compétences et moyens dédiés ;<br>la gouvernance locale est améliorée; les textes repressifs révisés et appliqués | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 53 | Renforcement de l'éthique, des valeurs et changement des comportements | Remettre l'Administration Publique au travail et lutter contre la perte générale des valeurs traditionnelles | Très élevée | Application strictement les textes et former des agents publics | les textes appliqués et les formations organisées; | Le Gouvernement | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 54 | Renforcement de l'éthique, des valeurs et changement des comportements | Sensibiliser les jeunes sur les méfaits de la drogue et autres stupéfiants | Très élevée | Mener des campagnes de sensibilisation auprès du citoyens et appliquer les textes y relatifs | un programme de sensibilisaton est exécuté et les contrevenants réprimés; | MENPC, Ministère de la Jeunesse, Ministère de la Santé, Ministère de la Sécurité, Justice | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 55 | Renforcement de l'éthique, des valeurs et changement des comportements | Lutter résolument contre les dérives de la mauvaise utilisation des réseaux sociaux | Urgent | Elaborer un texte normatif encadrant l'utilisation des reseaux sociaux au Tchad | le texte est élaboré; | Ministère de l'économie numérique; Ministère de la justice, de la sécurité publique, ANSICE, ANIF, | Court terme | En_cours | RAS |
| 56 | Renforcement de l'éthique, des valeurs et changement des comportements | Intensifier la sensibilisation sur le respect de l'éthique, des valeurs républicaines, religieuses et coutumières à travers l'instruction civique | Très élevée | Réactualiser les programmes d'enseignement civique; | les programmes conçus et mis en œuvre dès 2024 | MENPC | Court terme | en_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 57 | Moralisation de la vie nationale, lutte contre la corruption, les détournements, les prévarications et les prédations | Moraliser la vie publique et promouvoir la bonne gouvernance dans les affaires publiques en appliquant la législation en vigueur en matière de lutte contre la corruption, la concussion, les trafics d'influence, l'enrichissement illicite et les infractions assimilées et connexes | Urgent | créer et ou rehabiliter les organes de prévention, de contrôle, et de repression | La nouvelle autorité indépendante, la Cour de Compte et la CRIEF sont mises en place | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | Le projet de texte y relatif est dans le circuit |
| 58 | Moralisation de la vie nationale, lutte contre la corruption, les détournements, les prévarications et les prédations | Mettre en place un mécanisme d'évaluation des performances des services publics et un indice de perception de la corruption | Très élevée | Concevoir une stratégie nationale de lutte contre la corruption | la stratégie est adoptée | Le Gouvernement | Court terme | non_Réalisé | Mobiliser les moyens pour la realisation de l'enquête |
| 59 | Moralisation de la vie nationale, lutte contre la corruption, les détournements, les prévarications et les prédations | Réexaminer les contrats de privatisation des établissements publics et lutter contre la patrimonialisation des biens publics | Elevée | créer et rendre fonctionnel l'autorité indépendante qui remplacera l'IGE. | L'autorité est créée et opérationnelle | Le Gouvernement | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 60 | Moralisation de la vie nationale, lutte contre la corruption, les détournements, les prévarications et les prédations | Supprimer l'Inspection Générale d'Etat (IGE) et créer en lieu et place une Autorité nationale indépendante de prévention et de lutte contre la corruption | Urgent | Mettre en place une structure à la place de l'IGE ; Elaborer le projet de loi portant création de l'Autorité nationale de prévention et de lutte contre la corruption ; Elaborer le projet de décret portant organisation et fonctionnement de l'Autorité nationale indépendante de prévention et de lutte contre la corruption. | Loi et décret élaborés, signés, adoptés et promulgués | Présidence, CNT, Gouver | Court terme | réalisé | RAS |
| 61 | Moralisation de la vie nationale, lutte contre la corruption, les détournements, les prévarications et les prédations | S'employer à ramener au pays les deniers publics subtilisés et planqués à l'extérieur du pays dans des paradis fiscaux | Très élevée | mettre en place une commission chargé de refléchir aux modalités de rapatriement des fonds ;Identifier les deniers publics, localiser les pays d'hébergement ; Lister les infractions à caractère économique ; | la commission est mise en place, les deniers rappatriés et les auteurs arretés | Gouvernement | Court terme | En_cours | RAS |
| 62 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Appliquer strictement les textes portant promotion et protection des droits de l'Homme | Urgent | élaborer les nouveaux textes et Vulgariser les anciens et nouveaux textes | les nouveaux textes sont élaborés et la vulgarisation réalisée | MJDH | Court terme | Non_Réalisé | Dans l'attente de mise en circuit des textes; en ce qui concerne la vulgarisation, il y a une absence d'initiative, c'est-à-dire la non multiplication des textes, et le défi de la mobilisation des moyens à cet effet |
| 63 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Organiser des séminaires de recyclage des Forces de Défense et de Sécurité et des Chefs des unités militaires en matière de droits de l'Homme | Urgent | élaborer les programmes de formations et de recyclages et élaborer les TDR | les programmes sont élaborés et les formations réalisées | MJDH, la CNDH, Min Défense et sécurité les partenaires etc. | Court terme | en_cours | TDR disponible |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 64 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Sanctionner sévèrement les auteurs de violations des droits de l'Homme, quels que soient leur rang social et leur appartenance pour faire renaitre la confiance au sein de la communauté | Urgent | Appliquer strictement les textes repressif y relatifs, resencés toutes les décisions rendues relatis=fs au DH | recenser toutes les décisions rendues relatives aux violations des DH | MJDH | Court terme | Non_Réalisé | Aucune donnée disponible |
| 65 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Garantir la sécurité juridique et judiciaire des justiciables (particuliers, investisseurs) | Urgent | Appliquer les textes et améliorer le climat des affaires, opérationnaliser le Conseil Présidentiel du Climat des affaires et son observatoire | opérationnaliser le Conseil Présidentiel du Climat des affaires et son observatoire | MJDH | Court terme | Non_Réalisé | |
| 66 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Faire exécuter les décisions judiciaires | Urgent | Exécuté les décisions de justice et lever les mesures de suspension de condamnation de l'Etat | l'exécution des décisions rendues entre les particuliers et lever les mesures de suspension de l'exécution des condamnations l'Etat | MJDH/SGG/MINFI | Court terme | Non_Réalisé | partiellement réalisées (rechercher les statistiques auprès des tribunaux/ ou du ministère) |
| 67 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Faciliter la saisine des juridictions notamment en révisant le Code de procédure civile, commerciale et sociale pour réinstaurer la saisine par simple requête (contrairement à l'assignation par voie d'huissier) | Elevée | Reviser le Code de procédure civile, commerciale et sociale | Code révisé | MJDH | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 68 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Appliquer la loi sur l'assistance juridique et judiciaire, notamment en créant dans toutes les juridictions les Bureaux d'accès au droit pour mieux éclairer et orienter les justiciables ; | Elevée | Rendre opérationnel les Bureaux d'accès au droit dans les juridictions pour informer et orienter les justiciables | les bureaux sont opérationnels | MJDH | Court terme | En_cours | RAS |
| 69 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Intégrer la dimension des Droits de l'Homme dans la formation initiale et continue des agents et officiers de la Police Judiciaire et la vulgariser pour une meilleure appropriation par ces derniers | Très élevée | Mettre à jour des modules d'enseignements et recyclages des OPJ | programme de formation continue exécuté et curricula de formation initiale modifiée | MJDH/ Min Sécurité | Court terme | En_cours | à confirmer avec les différentes écoles de formations. |
| 70 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Instituer un mécanisme d'appui (technique et financier) aux organisations de la société civile, de défense des droits de l'Homme et des femmes pour les soutenir dans l'accomplissement de leurs missions | Faible | Réaliser une étude de faisabilité | L'étude réalisée et les recommandations mises en œuvre | MAT, Ministère du Genre | Long terme(2024) | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 71 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Renforcer le mécanisme de collaboration entre les services judiciaires et le Conseil Supérieur des Affaires Islamiques. Étant donné la laïcité de l'Etat, les sentences rendues par cette institution ne sont opposables qu'aux parties qui en font recours et peuvent faire l'objet d'une homologation par les instances judiciaires | Faible | élaborer les TDR d'un atelier et organiser l'atelier | disposer du rapport de l'atelier | MJDH | Long terme(2024) | En_cours | RAS |
| 72 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Multiplier les actions visant à renforcer la législation dans le domaine des droits et libertés fondamentales | Elevée | Vulgariser et disseminer les textes en matière des droits et libertés fondamentales | Les sessions de formation sont organisées | MJDH/CNDH/OSC | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 73 | Droits Humains, Libertés Fondamentales et Droits de la Défense | Accélérer le processus de ratification des Conventions portant promotion et protection des droits humains et libertés publiques relatives entre autres, aux réfugiés, aux personnes déplacées internes, aux populations insulaires, aux nomades, à l'environnement et procéder à leur harmonisation avec la législation nationale | Moyenne | Ratifier et internaliser les Conventions y relatives | Au moins 50% des conventions sont ratifiées au plus tard à la fin 2024 | Ministères des affaires étrangères et de la Justice | Moyen terme(2023/ 2024) | En_cours | Partiellement réalisées |
| 74 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Remplacer les lois en vigueur ci-après :<br>• l'Ordonnance N°45/62 de 1962 sur les réunions publiques ;<br>• la Loi N°32 du 31 décembre 2016 portant modification de la Loi N°08 relative à la grève ;<br>• l'Ordonnance N°23 du 27 juin 2018 portant régime des associations | Très élevée | Réactualiser les différents projets de lois de manière à appliquer tous les actes y relatifs | Les trois textes sont remplacés | MAT, CNT | Court terme | en cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 75 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Garantir, lors des grèves, le respect du service minimum dans les services spécifiques et sensibles tels que les établissements sanitaires, les services sociaux, et la justice ; | Très élevée | Appliquet les textes | Les textes sont appliqés | Ministère sectoriel et Ministère de la fonction publique | Court terme | Réalisé | RAS |
| 76 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Assurer le contrôle de qualité des produits destinés à la consommation | Très élevée | systématiser le contrôle des produits alimentaires par le CEQOCDA | Tous les produits de consommation de base sont controlés | Ministère du Commerce, Elevage et santé | Court terme | Non_Réalisé | pas de données disponibles |
| 77 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Appliquer et vulgariser la Loi n°005 du 04 février 2015 sur la protection des consommateurs | Très élevée | Organiser des campagnes de sensibilisation des commerçants et des consommateurs | exécuter des programmes de sensibilisation en présentiel et à travers les médias sont organisés | Ministère du Commerce, MJDH, Ministère des finances. | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 78 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Renforcer pour plus d'efficacité, l'indépendance et la gouvernance des organes de régulation (ARSAT, ARSE, ARCEP, ADAC….) | Elevée | Appliquer et respecter strictement le cadre légal | rapports des commisaires aux comptes sont disponibles et exploiter les recommandations | Ministère du pétrole,des l'économie numérique et de l'aviation civile | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 79 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Rendre opérationnels le Conseil National de la Concurrence et le Conseil national pour la protection des Consommateurs en les dotant des moyens nécessaires à la réalisation de leur mission | Très élevée | Operationaliser le Conseil National de la Concurrence et celui sur la protection des Consommateurs en les dotant des moyens nécessaires à la réalisation de leur mission | les Conseils sont opérationnels | Ministère du commerce, Ministère des finances | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 80 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Adopter une loi portant protection des défenseurs des Droits de l'Homme | Elevée | Organiser un atelier de validation du projet de texte | le projet de texte est élaboré et adopté | MJDH, CNT | Court terme | En_cours | Atelier prévus pour les 23 et 24 mai 2023 |
| 81 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Appliquer les textes qui régissent les associations syndicales | Très élevée | Respecter les textes | les textes sont respectés | MAT et fonction publique. | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 82 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Impliquer les leaders syndicaux dans les instances de prise de décision des administrations et des sociétés étatiques | Moyenne | Faire une étude de faisabilité | rapport disponible; | Ministères sectoriels | Moyen terme | Non_Réalisé | RAS |
| 83 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Adopter les lois portant protection des leaders syndicaux ainsi que ceux relatifs à l'exercice des libertés syndicales et associatives | Elevée | Organiser des séances de consultation avec les syndicats pour cerner la problématique en vue d'élaborer les lois | Rapports disponibles | Ministère de la fonction publique et le MAT, CNT | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 84 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Assurer la vulgarisation des textes régissant les Droits et libertés fondamentales | Très élevée | Organiser des seances sensibilisation et vugariser les textesEx | nombre de séances de formation en présentiel et à travers les médias | MJDH, MinCOM | Court terme | En_cours | RAS |
| 85 | Libertés syndicales, associatives et pouvoir d'achat | Mettre en place un mécanisme et un fonds de régulation des produits de première nécessité | Urgent | élaborer les textes portant création d'un fond | le fonds est créé et opérationnel | Ministère du Commerce | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 86 | la Démocratie et de la Citoyenneté | Sensibiliser les couches sociales sur l'éducation familiale, morale et éthique | Elevée | concevoir et diffuser des spots par voie médiatique et de proximité | les spots conçus, diffusés et les campagnes de proximité réalisées | MENPC, Ministère du Ge | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 87 | la Démocratie et de la Citoyenneté | Revoir le contenu et rendre obligatoire les cours d'instruction civique, morale et éthique dans l'enseignement primaire et secondaire | Très élevée | Reviser les manuels d'instruction civique | le manuel est revisé et mis en œuvre dès 202 | MENPC | Court terme | En_cours | RAS |
| 88 | la Démocratie et de la Citoyenneté | Respecter la laïcité de l'État à tous les niveaux | Très élevée | Organiser des campagnes de sensibilisation sur le concept de laïcité et faire respecter la Constitution | les campagnes de sensibilisation sur la laicité de l'Etat sont exécutées | MAT, les religieux, les os | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 89 | la Démocratie et de la Citoyenneté | Promouvoir la culture démocratique à tous les niveaux | Très élevée | Appliquer la Constitution et les lois de la République | les textes de base sont respecter (constitution, code électoral, textes des partis politiques etc.) | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | RAS |
| 90 | la Démocratie et de la Citoyenneté | Sensibiliser la population et les usagers sur le respect du Code de la route et la préservation des ouvrages publics | Elevée | Organiser des campagnes de sensibilisation avec les acteurs concernés | les spots sont conçus et diffusés, des campagnes de proximités exécutées | MTrsp, Mcomm, MSPI | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 91 | la Démocratie et de la Citoyenneté | Élaborer, adopter et promulguer une loi portant Charte des Droits et Libertés liées à la Personne | Elevée | Rediger le projet de Charte des droits et libertés | la charte est élaborée et adoptée | MJDH/CNDH | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 92 | la Démocratie et de la Citoyenneté | Élaborer, adopter et promulguer une Loi portant Charte de la démocratie et de la participation citoyenne au Tchad (qui est de nature à renforcer l'Etat de droit et la démocratie au niveau national) | Très élevée | Rediger le projet de Charte de la démocratie | la charte est élaborée et adoptée | MAT et Justice | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 93 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Réviser les Lois n°20, n°31 et n° 32 de 2018 portant respectivement sur le régime de la presse et médias électroniques, la communication audiovisuelle et la HAMA en vue de renforcer son indépendance notamment par l'élection du Président par ses confrères | Urgent | Réviser les trois lois et les mettre dans le circuit d'adoption | Les loi sont élaborées | MinCom, HAMA, CNT | Court terme | En_cours | RAS |
| 94 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Garantir la sécurité et la protection des journalistes, la viabilité des organes de presse privé et la défiscalisation des produits et intrants des médias privés | Elevée | Sensibiliser les FDS ; Généraliser l'aide à la presse; Défiscaliser les produits des médias. | nombre de sessions organisées; Texte gnéralisant l'aide à la presse disponible; Texte de defiscalisation disponible | MinCom, Min Sécurité, Min des Finances | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 95 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Renforcer le cadre juridique de protection des journalistes en ratifiant l'Accord de Florence et la Convention Internationale pour la Sécurité et l'Indépendance des journalistes et autres professionnels des médias et, en prévoyant un régime d'assurance tout risque pour les missions dans les zones dangereuses | Elevée | Ratifier la Convention | La Convention ratifiée et disponible | MinCom, Min des Aff. Etra | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 96 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Appliquer de manière effective les textes qui protègent les journalistes dans l'exercice de leur profession et ce, sans discrimination aucune | Urgent | Vulgariser et faire respecter les textes y relatifs | Des campagnes de sensibilisation organisées | MJDH/ Min Com | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 97 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Garantir à tous les citoyens l'accès permanent à l'internet et éviter les coupures qui portent atteinte à la liberté d'expression | Moyenne | Respecter les textes | ARCEP conduira des missions de contrôle annuel rendues publiques et les recommandations exécutées | Min des Postes, ARCEP, Sotel, ADETIC | Moyen terme | Non_Réalisé | RAS |
| 98 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Rendre plus opérationnelle l'Agence Tchadienne de Presse et d'Edition (ATPE) | Très élevée | Redynamiser la structure et recycler le personnel | Renforcer les capacités du personnel et augmenter son budget | MinCom, Min des Finance | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 99 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Garantir les sources et l'accès aux informations à tous les médias, sans discrimination | Elevée | Elaborer un projet de loi sur l'accès à l'information | Loi élaborée et promulguée | MinCom, SGG | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 100 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Sensibiliser les Forces de Défense et de Sécurité à la connaissance et au respect de l'exercice du métier du journaliste | Urgent | Organiser des sessions de formations et de sensibilisations dans les 23 provinces à l'attention des FDS | Des sessions de formations sont organisées et les FDS sensibilisée dans les 23 provinces | MinCom, MJDH, Min Défense, Min Sécurité, MAT | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 101 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Élaborer des textes pouvant permettre l'encadrement et la promotion des nouveaux médias (en ligne) | Urgent | Elaborer un projet de loi et le mettre dans le circuit d'adoption. | Loi disponible | MinCom, HAMA, CNT | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 102 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Créer une Ecole Nationale de Journalisme | Moyenne | Elaborer un projet de loi | loi disponible | MinCom, MENPC, MESR | Moyen terme | réalisé | RAS |
| 103 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Créer une Société Nationale des Médias Publics au Tchad (SNMT) pour assurer aux médias publics, une véritable indépendance et autonomie | Moyenne | Rédynamiser l'ATPE et l'ONAMA à travers une étude de faisabilité | Mettre en œuvre le rapport de faisabilité | MinCom, HAMA | Moyen terme | Non_Réalisé | RAS |
| 104 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Garantir la sécurité sociale des journalistes des médias privés et leur accorder un statut particulier | Moyenne | Conduire des enquetes pour disposer des élements d'information nécessaire | Corriger les défaillances constatées | MinCom, HAMA | Moyen terme | Non_Réalisé | Loi 035 |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 105 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Revaloriser et assurer la régularité de l'aide à la presse et sa bonne gestion | Très élevée | Déjà mis en œuvre | versement régulier des subventions | MinCom, MinFi, HAMA | Court terme | Réalisé | Les fonds sont disponibles |
| 106 | libertés de la presse et rapports médias-pouvoirs publics | Élaborer et adopter un | Elevée | Elaborer le projet et le mettre en circuit | loi disponible | Min Commerce, HAMA | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 107 | Traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées | Recenser et indemniser les victimes de tortures, traitements cruels, inhumains ou dégradants et leurs ayants-droits | Urgent | Recenser et indemniser les victimes et leurs ayants-droits | Victimes et ayants droit resencés et indemnisés | MJDH, Min de la Réconci | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 108 | Traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées | Appliquer effectivement la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants | Urgent | Appliquer et respecter les textes y relatifs | textes aplliqués et acteurs sensibilisés | MJDH | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 109 | Traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées | Ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées | Très élevée | Engager le processus de ratification de la dite Convention | Instrument de ratification disponible | Min des Aff. Etrangères | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 110 | Traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées | Veiller à l'application stricte des textes de protection et promotion des droits humains notamment par la lutte contre les détentions arbitraires et la fermeture des centres secrets de détention ; | Très élevée | Surveiller les autorités ayant le pouvoir de détention (OPJ, Services spéciaux) | Circulaire portant application des textes disponible et Rapport disponible | MJDH | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 111 | Traitements inhumains et dégradants, tortures, détentions arbitraires, disparitions forcées | Organiser des séminaires de recyclage au profit des Chefs des unités militaires et des agents de renseignements (RG et ANS) sur les droits humains et les libertés publiques. | Urgent | Programmer et organiser les séminaires de formation. | des sessions de formation organisée dans les 23 provinces et rapport de formation disponible | MJDH, MSPI | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 112 | personnes vivant avec un handicap | Veiller à l'application effective des textes (Conventions, lois et leurs décrets d'application) portant protection des droits des personnes vivant avec le handicap | Urgent | Mettre en place des mécanismes de mises en œuvre notamment par la reconnaissance de certains privilèges. | mécanismes crée et mis en œuvre | Ministère du genre | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 113 | personnes vivant avec un handicap | Réserver un quota aux personnes vivant avec le handicap dans l'accès aux emplois publics | Urgent | Rediger un texte y relatif | texte élaboré et disponible | CNT, Mindu Genre et de la Solidarité, Min de la Fonction pub | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 114 | personnes vivant avec un handicap | Assurer une couverture sociale aux personnes vivant avec un handicap | Urgent | prendre les textes d'application | les textes d'application pris et appliqués | CNT, Min du Genre, Min de la Fonction publique, Min des Finances, la CNPS… | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 115 | personnes vivant avec un handicap | Créer des centres de formation socio-professionnelle au profit des personnes vivant avec un handicap | Elevée | élaborer et adopter les projets de textes | textes élaborés, adoptés et mis en œuvre | CNT, Min du Genre, Min fonction pub., Min de la Formation Professionnelle | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 116 | personnes vivant avec un handicap | Créer un centre de traduction des textes en braille au profit des déficients visuels et des centres de formations spécialisés pour les déficients auditifs et visuels… ; | Elevée | Elaborer un texte de création dudit centre de formation | Les centres sont crées et opérationnels | CNT, Min. du Genre, Min. de l'éducation, de la fonction publique, et Min. de la formation professionnelle, MFB | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 117 | personnes vivant avec un handicap | Créer un service d'interprétariat (gestuel) au niveau des médias | Elevée | Reviser le cadre juridique des médias à l'effet de créer le service d'interpretariat gestuel | texte disponible | CNT, MinCom, HAMA | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 118 | personnes vivant avec un handicap | Créer une agence de protection et de promotion des droits des personnes vivant avec le handicap, avec un mécanisme innovant de financement géré par des personnes vivant avec le handicap et des personnalités réputées pour leur intégrité et leur probité intellectuelle et morale, avec des démembrements dans toutes les provinces du pays | Elevée | élaborer les textes et créer le fonds | L'agence est créée et le fonds disponible | Min. du Genre, Min. des finances, Min. de la fonction publique, et Min. de la formation professionnelle | Court terme | réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 119 | personnes vivant avec un handicap | Rendre opérationnel le | Elevée | Allouer les fonds et renforcer les effectifs. | les fonds sont alloués et l'effectif renforcé | Min. du Genre, Min. des finances, Min. de la fonction publique, et Min. de la formation professionnelle | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 120 | protection de l'enfant | Veiller à l'application stricte des textes relatifs à la protection et à la promotion des droits de l'enfant notamment la Convention relative aux droits de l'Enfant, les lois et ordonnances subséquentes ainsi que leurs décrets d'application | Urgent | Renforcer l'opérationnalisation des textes | les textes sont appliqués | MJDH, M du Genre | Court terme | réalisé | RAS |
| 121 | protection de l'enfant | Adopter et vulgariser le Code de protection de l'enfance | Urgent | Code élaboré | Code adopté | CNT,Min du Genre | Court terme | réalisé | RAS |
| 122 | protection de l'enfant | Renforcer les mécanismes de la protection de la petite enfance et des mineurs en danger, de prévention et de prise en charge des violences faites aux enfants | Urgent | Intégrer les dispositions dans le Code de protection des enfants | Code élaboré et adopté | MJDH, M du Genre | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 123 | protection de l'enfant | Assurer la formation initiale et continue des travailleurs sociaux en lien avec les établissements de formation des enfants | Très élevée | initier et adopter les curiculas de formations initiales par les structures dédiées | ciuricula initié et adopté | Min. du Genre, MENPC | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 124 | protection de l'enfant | Mettre en place un programme de réinsertion des enfants en conflit avec la loi | Elevée | Elaborer et faire adopter un programme de réinsertion en concertation des enfants en conflits avec la loi | programme conçu et mis en œuvre | MJDH, Min du Genre | Court terme | réalisé | RAS |
| 125 | la promotion et de la protection des droits de la femme | Rendre effective l'application de la loi instituant la parité progressive à tous les niveaux (secteur et zone géographique) | Elevée | Faire appliquer la loi 022 sur la parité | la parité de 30% dans les nominations aux fonctions nominatives et électives est respectée | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | RAS |
| 126 | la promotion et de la protection des droits de la femme | Renforcer les initiatives d'autonomisation des femmes | Elevée | mobiliser l'Etat et les PTF dans l'appui à l'autonomisation de la femme | l'Etat et les partenaires sont mobilisés et la femme est autonomisée | Min du Genre, MFB, Min | Court terme | En_cours | RAS |
| 127 | la promotion et de la protection des droits de la femme | Accélérer l'opérationnalisation de l'Observatoire pour la Promotion de l'Égalité et du Genre et le doter de moyens suffisants pour son travail | Très élevée | Valider les projets de textes sur l'Observatoire du Genre | observatoire opérationnel | Min du Genre, MJDH | Court terme | Réalisé | RAS |
| 128 | la promotion et de la protection des droits de la femme | Lutter contre les pesanteurs culturelles et religieuses qui contrarient l'épanouissement de la femme | Elevée | respecter les textes et sensibiliser le citoyen | les textes sont appliqués et la sensibilisation menée | Min du Genre, MJDH | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 129 | la promotion et de la protection des droits de la femme | Lutter résolument contre les discriminations basées sur le genre, notamment contre les discriminations en matière d'accès des femmes aux fonctions électives et nominatives | Très élevée | appliquer la loi 022 sur la parité | la loi sur la parité respectée | Min du Genre, MJDH | Court terme | En_cours | RAS |
| 130 | la promotion et de la protection des droits de la femme | Faire des femmes et des jeunes les cibles principales des politiques sociales du pays et mobiliser et orienter davantage leurs énergies et leurs potentiels créateurs en favorisant leur insertion dans le tissu économique | Très élevée | appliquer la loi 022 sur la parité et les lois de la République en matière de protections des jeunes | les textes nationaux et les normes interntationales sont respectés | Min du Genre, Min de la Jeunesse | Court terme | En_cours | RAS |
| 131 | la promotion et de la protection des droits de la femme | Accorder une attention particulière aux femmes en zone rurale, en promouvant et en soutenant davantage leurs potentiels d'activités génératrices de revenus | Elevée | Multiplier les Activités Génératrices de Revenus (AGR) en zone rurale. | les AGR sont généralisées dans le monde rural | Min du Genre | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 132 | la promotion et de la protection des droits de la femme | Promouvoir la réflexion sur la question des quotas des femmes dans les fonctions électives et nominatives, en vue d'une application rigoureuse du quota de 30% voire plus, dans les secteurs d'activités où les femmes excellent en terme de compétence, pour parvenir à terme à la parité dans les fonctions électives ou nominatives | Urgent | appliquer la loi 022 sur la parité | le quota est amelioré | Le Gouvernement | Court terme | En_cours | RAS |
| 133 | la promotion et de la protection des droits de la femme | Œuvrer à la création d'un environnement socio-culturel et politique favorable à l'instauration de l'égalité femme-homme. | Très élevée | appliquer la loi 022 sur la parité | le quota est amelioré | Min du Genre | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 134 | Questions de migrations et d'exode rural | Promouvoir l'application rigoureuse des textes internationaux de gestion des migrations et déplacements des victimes de catastrophes, de conflits, d'insécurité | Très élevée | organiser des sessions de formation pour vulgariser les textes | des sessions de formation organisées | MAT, Min Sécurité, Min Défense, Min du Genre, Min de l'Amenagement du Territoire | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 135 | Questions de migrations et d'exode rural | Assurer la gestion transparente du foncier, des conflits agriculteurs-éleveurs et combattre l'arbitraire des chefs locaux sur les populations qui participent des causes de migration et d'exode rural | Urgent | Code foncier adopter | Code foncier disponisble et appliqué | MAT, Min Sécurité, Min Défense, Min du Genre, Min du foncier | Court terme | En_cours | RAS |
| 136 | Questions de migrations et d'exode rural | Faciliter l'accès des femmes rurales et des jeunes à la microfinance destinée à appuyer les activités génératrices de revenus | Urgent | lever les obstacles et restrictions en prenant des mesures appropriées | les obstacles sont levés | Min du Genre, Min du Commerce, MinFi | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 137 | Questions de migrations et d'exode rural | Rénover et promouvoir l'artisanat local et la création des filières porteuses dans les centres de Formation Technique et Professionnelle | Très élevée | Reviser le cadre juridique de l'artisanat au Tchad | cadre juridique révisé | MENPC, Min Culture, ME | Court terme | Réalisé | RAS |
| 138 | trafic d'enfants | Créer autour des zones d'origine, de transit et de destination du phénomène de trafics d'enfants des brigades de lutte contre le trafic d'enfants | Urgent | Installer des brigades dans les zones concernées. | les brigades sont installées et opérationnelles | MJDH, Min du Genre, Min Défense, MinFi, MSPI | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 139 | trafic d'enfants | Promouvoir l'entreprenariat rural comme mode de lutte contre la pauvreté, en vue de conjurer le phénomène de trafic d'enfants | Très élevée | Etendre le champ d'attribution du FONAP et ONAJES | Textes sont révisés | Min Genre, Min Justice, M | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 140 | Sécurité Sociale et des institutions de la prévoyance sociale | Engager une réforme profonde des Institutions de la protection sociale (CNPS et CNRT) y compris une mission d'audit en vue d'améliorer leur gestion et la protection sociale conformément à l'évolution des contextes national et mondial | Urgent | Elaborer les textes d'application et accelerer le processus de mise en œuvre de la réforme | Textes révisés et adoptés | MinFi, Min Fonction Publi | Court terme | En_cours | RAS |
| 141 | Sécurité Sociale et des institutions de la prévoyance sociale | Introduire des dispositions permettant aux travailleurs du secteur informel de cotiser pour assurer leur droit à la pension et à la sécurité sociale | Très élevée | Reviser les textes de la CNPS | Textes révisés et adoptés | MinFi, Min du Commerce | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 142 | Sécurité Sociale et des institutions de la prévoyance sociale | Rendre effectives la couverture sanitaire universelle et l'assurance maladie | Urgent | Accelerer le processus de mise en œuvre | la CSU est opérationnelle | Min Santé, MFB | Court terme | réalisé | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 143 | Sécurité Sociale et des institutions de la prévoyance sociale | Créer des caisses mutuelles d'assurance en faveur des couches non professionnelles | Très élevée | Etudier la faisabilité | Rapport d'étude disponible | Min du Genre, MFB | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 144 | Sécurité Sociale et des institutions de la prévoyance sociale | Veiller à l'effectivité de la prime de départ à la retraite et instituer une prime à octroyer aux personnalités ayant occupées des hautes fonctions de l'État au terme de leurs missions | Très élevée | Etudier la faisabilité | Rapport d'étude disponible | MinFi, Min Fonction Publi | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 145 | l'éducation des populations | Rendre équitable l'éducation dans tous les ordres d'enseignement, en tenant compte des déterminants sociaux | Elevée | Appliquer la loi 16 sur le système éducatif | la généralisation des écoles sur l'ensemble du territoire est effective | MENPC | Court terme | En_cours | RAS |
| 146 | l'éducation des populations | Former les enseignants de l'éducation préscolaire | Très élevée | Augmenter le quota de recrutement à la filière des enceadreus Jardin d'enfants, dans les écoles (ENASS et autres). | le quota des encadreurs de Jardin d'enfant est augmenté | MENPC | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 147 | l'éducation des populations | Promouvoir et développer l'enseignement scientifique | Elevée | recenser les enseignants scientifiques nouvellement intégrés, les repartir équitablement, prioriser les enseignants scientifiques dans les intégrations à venir | Tous les enseignants scientifiques sont recensés et affectés équitablement. Un quota important leur est réservé lors des prochaines intégrations | MENPC/MESRI | Court terme | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 148 | l'éducation des populations | Rendre plus performantes et plus efficaces la gestion et la gouvernance du système éducatif par la revalorisation de la fonction de l'enseignant | Urgent | identifier les mesures de revalorisation de l'enseignant et valoriser la fonction de l'enseignant | les mesures identifiées sont mises en œuvre et la fonction de l'enseignant valorisé | MENPC/MESRI, MFB | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 149 | l'éducation des populations | Généraliser les allocations de recherche aux étudiants en thèse de doctorat | Urgent | Renouveler le CONFOFOR | CONFOFOR renouvelé | MESRI, MFB | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 150 | l'éducation des populations | Mettre en place une politique nationale de recherche-développement | Très élevée | Mettre en oeuvre les pertinentes recommandations des journées d'échanges et de reflexion sur l'enseignement supérieur. | Les recommandations pertinentes des journées d'échanges et de reflexion sont mises en oeuvre | MESRI, MFB | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 151 | l'éducation des populations | Promouvoir l'alphabétisation et la scolarisation des enfants nomades et insulaires | Elevée | identifier les mesures devant favoriser l'alphabétisation et la scolarité des enfants nomades et insulaires. | Des mesures sont identifiées et mises en oeuvre | MENPC | Court terme | En_cours | RAS |
| 152 | l'éducation des populations | Promouvoir l'enseignement technique et professionnel | Très élevée | adopter un programme interministeriel de renforcement technique. | Le programme est adopté et mis en oeuvre | MESRI/ MENPC/MFP | Court terme | En_cours | RAS |
| 153 | l'éducation des populations | Assurer un enseignement supérieur et une recherche scientifique de qualité | Très élevée | Mettre en œuvre les recommandations des journées de réflexion sur l'enseignement supérieur et celles des differents foras sont mis en œuvre | Cf recommandations de la Journée d'échanges et de reflexion sur l'enseignement supérieur. | MESRI | Court terme | En_cours | RAS |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 154 | l'éducation des populations | Former les enseignants et les Chefs traditionnels sur la question de l'éthique et de la déontologie | Elevée | Elaborer le programme de formation et assurer la formation | TdRs élaborés et le programme de formation a démarré. | MENPC/MESRI, MAT | Court terme | Non_Réalisé | RAS |
| 155 | l'éducation des populations | Réévaluer le contenu du manuel d'éducation civique et la formation à la citoyenneté en vue de proposer la rédaction d'un nouveau manuel d'apprentissage et d'enseignement du civisme et des valeurs patriotiques | Très élevée | Réactualiser le programme d'éducation civique et appliquer le programme dès 2024 | Le programme est réactualisé et mis en oeuvre au cours de l'année scolaire 2024-2025 | MENPC | Court terme | En_cours | RAS |
| 156 | l'éducation des populations | Encourager les parents | Urgent | Elaborer un manuel simplifié et mettre à la disposition de l'association des parents d'élèves. | Le manuel est élaboré, distribué et vulgarisé | MENPC | Court terme | Non_Réalisé | RAS |

Etat d'avancement * :

Non réalisé

En cours

Réalisé

# MATRICE DE SUIVI DE L'AXE 4 - PRÉSENTATION LA PLÉNIERE HCP

| N° | Titre | Intitulé des Recommandations/Résolutions | Niveau de priorité | Actions | Indicateurs | Institutions responsables | Echeance | Etat d'avancement * | Observation/difficultés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | | Mettre en œuvre les recommandations du Plan Directeur d'Industrialisation et de la Diversification Économique (PDIDE) | Moyenne | Mise en place du dispositif de pilotage<br>Elaboration de plan de mise en oeuvre<br>Renforcement des capacités du dispositif de pilotage (Modalités de diversification &d'industrialisation de l'économie, Développement éconmique territorial)<br>Organisation d'une table ronde de mobilisation des ressources | Texte mettant en place le Dispositif de pilotage. Existence du document du plan d'action.<br>Nombre de sessions de formation organisées à l'attention des membres du dispositif de pilotage.<br>Organisation effective de la table et nombre de partenaires positionnés pour financer | MPECI, Sectoriels, Commerce | Fin transition | En_cours | PDIDE non vulgarisé |
| 2 | | Tirer profit des partenariats publics-privés et des financements alternatifs/innovants pour le financement de projets structurants, soutenir les objectifs de développement et l'industrialisation du pays | Elevée | Création des PMI et PME en PPP<br>Amélioration du climat des affaires<br>Redynamisation du Conseil Présidentiel d'amélioration du climat des affaires<br>Création des dispositifs de financement du secteur privé<br>est, Moyen Chari, Logone Oriental) | | | | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4 | Créer et rendre opérationnel le dispositif de pilotage et de suivi du secteur rural afin d'initier des programmes et projets en tenant compte des potentialités humaines locales en vue de contenir l'exode rural (une province-un projet) | Urgent | Opérationnalisation de la Cellule Permanente pour coordonner les actions et initiatives dans le secteur rural.<br>Dotation de la Cellule Permanente des moyens pour un suivi régulier des programmes et projets ruraux pour mesurer leur impact sur la rétention des populations locales.<br>Identification et mobilisation des ressources humaines locales pour la conception et la mise en œuvre des projets adaptés à chaque province.<br>Promotion de la participation active des communautés locales dans la planification et la réalisation des projets pour garantir leur appropriation et leur pérennité. | Nombre de réunions de coordination organisées par la Cellule Permanente.<br>Nombre de rapports de suivi régulier des programmes et projets ruraux produits par la Cellule Permanente.<br>Nombre de ressources humaines locales identifiées et mobilisées pour la conception et la mise en œuvre des projets dans chaque province.<br>Pourcentage de projets impliquant une participation active des communautés locales dans leur planification et leur réalisation. | MPECI/ Cellule Permanente | 1er semestre 2024 | En_cours | |
| 5 | Actualiser la Lettre de politique sectorielle de développement rural du Tchad afin de dégager une synergie actionnelle | Moyenne | Analyse de la Lettre de politique sectorielle actuelle pour identifier les domaines à actualiser.<br>Organisation des consultations avec les parties prenantes pour recueillir leurs besoins et suggestions.<br>Élaboration d'une nouvelle version de la Lettre de politique sectorielle intégrant les synergies actionnelles identifiées.<br>Validation et diffusion de la Lettre de politique sectorielle actualisée auprès des acteurs concernés. | Nombre de domaines identifiés pour actualisation dans la Lettre de politique sectorielle.<br>Nombre de parties prenantes consultées pour recueillir leurs besoins et suggestions.<br>Nombre de synergies actionnelles intégrées dans la nouvelle version de la Lettre de politique sectorielle.<br>Nombre d'Institutions et d'acteurs concernés ayant reçu et pris connaissance de la Lettre de politique sectorielle actualisée. | MPECI, Sectoriels | 1er trimestre 2024 | En_cours | Rapprocher de la Loi d'Orientation Agrosylvopastorale et Halieutique |
| 6 | Promouvoir les initiatives dans toutes les provinces visant à réduire la forte dépendance économique du pays vis-à-vis de l'extérieur, en soutenant le développement des filières porteuses agro-sylvo-pastorales et halieutiques, à travers la promotion des Pôles Agricoles (riz, blé, céréales, oléagineux et dattes) et la structuration des Zones Économiques Spéciales (ZES) | Elevée | Identification des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques à fort potentiel de croissance dans chaque province.<br>Mise en place des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les acteurs locaux impliqués dans ces filières.<br>Développement et promotion des Pôles Agricoles prioritaires (riz, blé, céréales, oléagineux et dattes) dans les régions concernées.<br>Création et structuration des Zones Économiques Spéciales (ZES) pour encourager l'investissement et l'innovation dans ces secteurs. | Nombre de filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques identifiées avec un fort potentiel de croissance dans chaque province.<br>Nombre de personnes ayant bénéficié de programmes de formation et de renforcement des capacités dans les filières identifiées.<br>Nombre de Pôles Agricoles prioritaires développés dans les régions concernées.<br>Nombre de Zones Économiques Spéciales créées et structurées pour encourager l'investissement et l'innovation dans les secteurs prioritaires. | MPECI/ Commerce/Sectoriels/ AZES | Fin de la Transition | Réalisé | AZES mise en place et certaines sociétés comme LahamTchad |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 7 | Promouvoir les abattoirs modernes en vue de structurer la filière bétail-viande pour la transformation et l'exportation des produits et produits dérivés de l'élevage labélisés « Made in Chad » | Urgent | Identification et établissement des partenariats avec des investisseurs et des entreprises spécialisées dans la construction d'abattoirs modernes.<br>Mise en place d'un cadre réglementaire et des normes pour garantir la qualité et la traçabilité des produits "Made in Chad".<br>Développement des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les acteurs de la filière bétail-viande.<br>Mise en œuvre des stratégies de marketing et de promotion pour l'exportation des produits et produits dérivés de l'élevage labélisés "Made in Chad". | Nombre de partenariats établis avec des investisseurs et des entreprises spécialisées dans la construction d'abattoirs modernes.<br>Nombre de normes et de règlementations mises en place pour garantir la qualité et la traçabilité des produits "Made in Chad".<br>Nombre de personnes formées et renforcées dans la filière bétail-viande.<br>Volume des produits et produits dérivés de l'élevage labélisés "Made in Chad" exportés. | Élevage/Commerce/MI | Fin transition | Réalisé | CIAL fonctionnel(labélise la viande produite) et d'autres en cours celui de Djarmaya |
| 8 | Assainir le climat des affaires en vue d'attirer les investisseurs étrangers, d'accélérer la diversification de l'économie nationale et développer un tissu industriel national et à petite échelle pour la transformation des potentialités importantes du pays | Urgent | Simplification des procédures administratives et réglementaires pour faciliter l'implantation des entreprises étrangères.<br>Mise en place d'incitations fiscales et financières attractives pour encourager l'investissement étranger.<br>Renforcement de la protection juridique des investisseurs et lutte contre la corruption.<br>Soutien à la création et au développement d'entreprises locales dans les secteurs à fort potentiel de diversification économique et de transformation des ressources nationales. | Nombre d'entreprises étrangères implantées dans le pays suite à la simplification des procédures administratives et réglementaires.<br>Montant total des investissements étrangers réalisés dans le pays suite à la mise en place d'incitations fiscales et financières attractives.<br>Taux de résolution des litiges liés aux investissements étrangers grâce à la protection juridique renforcée et à la lutte contre la corruption.<br>Nombre d'entreprises locales créées et développées dans les secteurs à fort potentiel de diversification économique et de transformation des ressources nationales. | Conseil Présidentiel pour l'amélioration du Climat des Affaires | 2e semestre 2024 | En_cours | atelier de la redynamisation du Conseil Présidentiel en cours |
| 9 | Promouvoir la coentreprise et les joint-ventures dans une perspective d'expansion sous régionale ou internationale des entreprises nationales | Elevée | Identification des partenaires potentiels pour la coentreprise et les joint-ventures.<br>Établissement des accords-cadres et des protocoles d'entente avec les partenaires sélectionnés.<br>Mise en place des structures de gouvernance et de gestion pour les coentreprises et les joint-ventures.<br>Développement et mise en œuvre des plans d'expansion sous-régionale et internationale pour les entreprises nationales impliquées. | Nombre de partenaires potentiels identifiés.<br>Nombre d'accords-cadres et de protocoles d'entente établis.<br>Nombre de structures de gouvernance et de gestion mises en place.<br>Nombre de plans d'expansion sous-régionale et internationale développés et mis en œuvre. | Commerce/Finances | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **10** | Mettre à jour les données cartographiques sur le potentiel géologique et minier du Tchad | Très élevée | Collecte des données géologiques et minières existantes sur le Tchad.<br>Collaboration avec des experts en géologie et en cartographie pour l'analyse et l'interprétation des données.<br>Intégration des nouvelles informations et mises à jour sur une plateforme cartographique numérique.<br>Diffusion et promotion de l'utilisation de la cartographie mise à jour auprès des acteurs concernés (gouvernement, entreprises minières, chercheurs). | Nombre de données géologiques et minières collectées sur le Tchad.<br>Nombre d'experts en géologie et en cartographie impliqués dans l'analyse et l'interprétation des données.<br>Nombre de nouvelles informations intégrées sur la plateforme cartographique numérique.<br>Nombre d'acteurs concernés sensibilisés à l'utilisation de la cartographie mise à jour. | Mines | 2e semestre 2024 | Non_Réalisé | aucune action n'a été entreprise pour la réalisation de la cartographie sur le potentiel géologique et minier du Tchad |
| **11** | Valoriser les ressources minières, avec pour priorité une meilleure organisation de la filière aurifère | Très élevée | Renforcement de la gouvernance et la régulation de la filière aurifère.<br>Amélioration des infrastructures et les technologies d'exploitation minière.<br>Promotion de la formation et du développement des compétences locales.<br>Mise en place des initiatives de développement durable et de responsabilité sociale. | Nombre de lois et réglementations mises en place pour encadrer la filière aurifère.<br>Augmentation du nombre et de la qualité des infrastructures minières.<br>Nombre de personnes formées dans le domaine de l'exploitation minière.<br>Nombre de projets de développement durable et de responsabilité sociale mis en place dans la filière aurifère. | Mines/SONAMIG | fin transition | En_cours | plusieurs textes ont été pris par les Mines pour organiser le secteur (cf. textes transmis) |
| **12** | Mettre en place une politique fiscale incitative propice au développement de l'entreprenariat des femmes et des jeunes et à l'attrait des investisseurs étrangers, ainsi que des compagnies aériennes (réduction des redevances et taxes aéroportuaires et taxes sur les billets d'avion) | Urgent | Élaboration d'un cadre fiscal avantageux pour les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes.<br>Instauration des incitations fiscales pour attirer les investisseurs étrangers.<br>Réduction des redevances et taxes aéroportuaires pour les compagnies aériennes.<br>Diminution des taxes sur les billets d'avion pour stimuler le trafic aérien. | Nombre d'entreprises dirigées par des femmes et des jeunes bénéficiant d'un cadre fiscal avantageux.<br>Montant total des investissements étrangers attirés grâce aux incitations fiscales.<br>Réduction du coût moyen des redevances et taxes aéroportuaires pour les compagnies aériennes.<br>Augmentation du nombre de passagers aériens suite à la diminution des taxes sur les billets d'avion. | Finances/Aviation Civile | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **13** | | Favoriser le développement d'incubateurs dans toutes les grandes villes du Tchad. | Très élevée | Identification et sélection des villes stratégiques pour l'implantation des incubateurs.<br>Mobilisation des fonds et partenariats publics-privés pour financer la construction et la gestion des incubateurs.<br>Mise en place des programmes de formation et d'accompagnement adaptés aux besoins des entrepreneurs locaux.<br>Promotion des incubateurs auprès des porteurs de projets et des investisseurs potentiels. | Nombre de villes stratégiques identifiées et sélectionnées pour l'implantation des incubateurs.<br>Montant total des fonds mobilisés pour la construction et la gestion des incubateurs.<br>Nombre d'entrepreneurs locaux formés et accompagnés par les programmes mis en place.<br>Nombre de porteurs de projets et d'investisseurs potentiels sensibilisés à l'existence des incubateurs. | Commerce | fin transition | En_cours | |
| **14** | | Redynamiser la Banque Agricole et Commerciale du Tchad et faciliter l'octroi des crédits agricoles par les établissements de crédit | Urgent | Redynamisation-Privatisation de la BAC<br>Reacdrage de l'objet de la BAC<br>Augmentation du volume de credits accordés | Nombre de nouveaux investisseurs privés ayant investi dans la BAC<br>Taux de satisfaction des clients suite au réajustement de l'objet de la BAC<br>Montant total des crédits accordés par la BAC sur une période donnée<br>Nombre de nouvelles agences ouvertes dans les annexes de la BAC. | Finances | fin transition | En_cours | |
| **15** | | Renforcer les capacités et les ressources financières de la Banque de l'Habitat | Urgent | Ouverture du capital de la BHT<br>Ouverture progressive des annexes de la Banque de l'Habitat (Ouaddai, Logone Occidental)<br>Relecture de la politique de financement de l'habitat | Augmentation du nombre d'actionnaires de la Banque de l'Habitat du Tchad<br>Augmentation de la proximité géographique de la Banque de l'Habitat du Tchad avec sa clientèle<br>Mise à jour de la politique de financement de la Banque de l'Habitat du Tchad pour répondre aux besoins actuels du marché de l'habitat. | Finances | fin transition | En_cours | |
| **16** | | Élaborer un mécanisme de mobilisation de ressources pour financer le développement rural | Elevée | Identification des partenaires potentiels pour la mobilisation de ressources.<br>Élaboration d'un plan stratégique pour la mobilisation de ressources.<br>Mise en place d'un système de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité du mécanisme de mobilisation de ressources.<br>Plaidoyer pour la mobilisation de ressources pour le développement rural.<br>Evaluation du PNISR2 et élaboration du PNISR3 | Nombre de partenaires potentiels identifiés pour la mobilisation de ressources.<br>Nombre de stratégies élaborées pour la mobilisation de ressources.<br>Taux de suivi et d'évaluation effectué pour mesurer l'efficacité du mécanisme de mobilisation de ressources.<br>Nombre de plaidoyers réussis pour la mobilisation de ressources pour le développement rural. | Finances/MPECI | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **17** | Encourager l'utilisation des moyens de paiements électroniques et favoriser l'inclusion financière | Urgent | Sensibilisation et éducation financière<br>Renforcement du cadre réglementaire<br>Développement des infrastructures numériques<br>Incitation fiscale et promotion des partenariats<br>Accompagnement des populations vulnérables | Pourcentage de la population ayant participé à des programmes de sensibilisation et d'éducation financière.<br>Nombre de nouvelles réglementations adoptées pour renforcer le secteur financier.<br>Taux de couverture du territoire national en termes d'infrastructures numériques pour les services financiers.<br>Nombre de partenariats public-privé conclus pour promouvoir l'inclusion financière. | Finances/Télécommunication et Économie du Numérique | fin transition | En_cours | |
| **18** | Redynamiser la Poste, développer les Centres des Chèques Postaux (CCP) et accélérer leur transformation en une Banque Postale | Urgent | Mise en place d'un comité de pilotage<br>Élaboration d'un plan stratégique détaillé pour la transformation des CCP en Banque Postale<br>Renforcement des capacités<br>Modernisation des infrastructures et des systèmes informatiques de la Poste et des CCP pour offrir des services bancaires compétitifs et répondre aux exigences réglementaires<br>Communication et de sensibilisation | Nombre de personnes vulnérables bénéficiant de services financiers adaptés à leurs besoins.<br>Fréquence des réunions du comité de pilotage pour suivre et évaluer les avancées en matière d'inclusion financière.<br>Degré de réalisation du plan stratégique pour la transformation des CCP en Banque Postale.<br>Nombre de personnes ayant bénéficié de programmes de renforcement des capacités en matière financière. | Finances/Télécommunication et Économie du Numérique | fin transition | En_cours | |
| **19** | Encourager le développement de la finance islamique et renforcer les capacités des établissements de microfinance | Urgent | Création d'un cadre réglementaire et législatif adapté<br>Formation et renforcement des compétences<br>Sensibilisation et promotion de la finance islamique<br>Incitation fiscale et financière<br>Mise en place d'un réseau de collaboration et de partenariat | Pourcentage de modernisation des infrastructures et des systèmes informatiques de la Poste et des CCP pour répondre aux exigences réglementaires.<br>Nombre de nouveaux services bancaires compétitifs offerts par la Poste et les CCP.<br>Nombre de campagnes de communication et de sensibilisation menées pour promouvoir l'inclusion financière.<br>Nombre de réglementations et de lois adoptées pour créer un cadre réglementaire et législatif adapté à l'inclusion financière. | Finances/Commerce/ Metiers | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **20** | | Améliorer la qualité de l'intermédiation financière et faciliter l'accès au crédit bancaire (en particulier des PME). | Urgent | Élaboration d'un cadre réglementaire adapté<br>Renforcement des capacités des institutions financières<br>Dynamisation du guichet unique pour les PME<br>Mise en place de mécanismes de garantie pour les prêts aux PME<br>Promotion de la collaboration entre les acteurs du secteur financier et les PME | Pourcentage d'amélioration des compétences des employés de la Poste et des CCP en matière de services financiers.<br>Nombre de personnes sensibilisées et ayant bénéficié de services financiers conformes aux principes de la finance islamique.<br>Montant des incitations fiscales et financières accordées pour promouvoir l'inclusion financière.<br>Nombre de partenariats établis avec des acteurs du secteur privé et de la société civile pour promouvoir l'inclusion financière. | Finances/MPECI | fin transition | En_cours | |
| **21** | | Remettre en état les principaux axes routiers dégradés (Routes Nationales Bitumées, Pistes rurales, Voiries urbaines, Routes Nationales en Terre, etc.) et veiller à leur entretien | Urgent | Diagnostic du réseau routier dégradé;<br>Réalisation des Etudes d'impact environnemental et Social;<br>Mobilisation du financement/Rémise en état du réseau dégradé | Taux de routes dégradées identifiées et répertoriées<br>Nombre d'études d'impact environnemental et social réalisées<br>Montant total des financements mobilisés pour la remise en état du réseau routier | Infrastructures | fin transition | En_cours | |
| **22** | | Restructurer et réhabiliter les routes de la capitale N'Djamena et permettre sa connexion permanente avec les villes des provinces | Urgent | Diagnostic de l'état du réseau routier de N'Djaména<br>Ouverture des nouvelles passerelles routières<br>Interconnexion des réseaux routier de NDJ<br>Etude d'impact environnemental et social<br>Construction de deux nouveaux ponts sur le Chari | Pourcentage de routes à N'Djaména nécessitant des réparations<br>Nombre de nouvelles passerelles routières ouvertes<br>Nombre de réseaux routiers interconnectés à N'Djamena<br>Nombre d'études d'impact environnemental et social réalisées<br>Nombre de nouveaux ponts construits sur le Chari | Infrastructures | fin transition | En_cours | |
| **23** | | Restructurer et ouvrir les voies de desserte dans les autres grandes agglomérations | Urgent | Établissement d'un diagnostic et d'une cartographie des voies existantes<br>Élaboration d'un plan de restructuration et d'extension des voies de desserte<br>Mobilisation des ressources financières et techniques<br>Mise en œuvre des travaux de restructuration et d'ouverture des voies<br>Suivi et évaluation des actions mises en œuvre | Pourcentage de voies existantes diagnostiquées et cartographiées<br>Pourcentage d'élaboration du plan de restructuration et d'extension des voies de desserte<br>Montant total des ressources financières et techniques mobilisées<br>Pourcentage de travaux de restructuration et d'ouverture des voies mis en œuvre<br>Nombre d'actions de suivi et d'évaluation mises en œuvre | Infrastructures | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **24** | Défiscaliser les matériaux de construction importés dans le cadre de la construction de logements sociaux | Urgent | Prise d'Arrêtés du Ministre des Finances<br>Définition des critères et conditions pour bénéficier de cette défiscalisation<br>Mise en place d'un dispositif de suivi et de contrôle<br>Sensibilisation et accompagnement des acteurs concernés | Nombre d'arrêtés du Ministre des Finances pris<br>Nombre de critères et de conditions définis pour bénéficier de la défiscalisation<br>Nombre de dispositifs de suivi et de contrôle mis en place<br>Nombre d'acteurs concernés sensibilisés et accompagnés | Finances | 2e semestre 20 | Réalisé | |
| **25** | Confier la gestion, la viabilisation et la production de terrains urbains à la Société de Promotion Foncière et Immobilière (SOPROFIM) | Urgent | Élaboration d'un partenariat stratégique entre la municipalité et la SOPROFIM<br>Établissement d'un plan directeur pour la gestion, la viabilisation et la production de terrains urbains<br>Mobilisation des ressources financières et humaines nécessaires pour la mise en œuvre des projets | Nombre de partenariats stratégiques établis entre la municipalité et la SOPROFIM<br>Pourcentage d'élaboration du plan directeur pour la gestion, la viabilisation et la production de terrains urbains<br>Montant total des ressources financières et humaines mobilisées pour la mise en œuvre des projets. | MATUH | 2e semestre 20 | Non_Réalisé | |
| **26** | Créer une Agence d'exécution des travaux d'intérêt public qui permettrait d'absorber une grande main-d'œuvre | Urgent | Élaboration d'un cadre juridique et institutionnel<br>Identification des projets d'intérêt public et des besoins en main-d'œuvre<br>Mise en place d'un programme de recrutement, de formation et d'insertion professionnelle | Adoption d'une loi ou d'un décret régissant le secteur concerné.<br>Liste des projets identifiés et des besoins en main-d'œuvre estimés.<br>Nombre de personnes recrutées, formées et insérées professionnellement. | Infrastructures | fin transition | En_cours | |
| **27** | Créer une compagnie nationale aérienne en vue de favoriser le désenclavement intérieur et extérieur du pays | Urgent | Étude de marché et analyse de la demande<br>Développement d'une stratégie de financement et de partenariats<br>Renforcement des infrastructures aéroportuaires et réglementation du secteur<br>Mise en place de procédures de gestion rigoureuses<br>Inscription du budget nécessaire dans la Loi des Finances | Rapport d'étude de marché et d'analyse de la demande.<br>Nombre de partenariats conclus et montant des financements mobilisés.<br>Nombre d'infrastructures renforcées et réglementation mise en place.<br>Procédures de gestion rigoureuses établies et appliquées.<br>Budget inscrit dans la loi des finances. | Aviation Civile | 2e semestre 20 | Non_Réalisé | la Loi de Finances 2023 n'en prévoit pas une ligne budgétaire pour la création de cette compagnie nationale de transport aérien |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **28** | Généraliser la construction des Écoles des Métiers dans toutes les provinces | Moyenne | Évaluation des besoins en matière d'Écoles des Métiers<br>Identification des sites d'implantation des Écoles dans les Provinces<br>Mobilisation des ressources financières<br>Élaboration d'un plan de construction des établissements<br>Mise en place d'un système de suivi et d'évaluation | Rapport d'évaluation des besoins en matière d'écoles des métiers.<br>Liste des sites d'implantation des écoles des métiers identifiés.<br>Montant des ressources financières mobilisées.<br>Plan de construction des établissements élaboré.<br>Système de suivi et d'évaluation mis en place et fonctionnel. | M Formation Prof et Metiers, Infrastructures | fin transition | En_cours | |
| **29** | Poursuivre les investissements dans la construction du réseau à fibre optique en vue de réaliser le maillage du pays et unifier la gestion de l'exploitation des réseaux à fibre optique | Urgent | Élaboration d'un plan stratégique de déploiement de la fibre optique<br>Mobilisation des financements nécessaires<br>Renforcement des capacités techniques et de gestion<br>Mise en place d'une structure de coordination et de suivi | Plan stratégique de déploiement de la fibre optique élaboré.<br>Montant des financements mobilisés.<br>Capacités techniques et de gestion renforcées.<br>Structure de coordination et de suivi mise en place et fonctionnelle. | Télécom et Économie Numerique | 2e semestre 20 | En_cours | |
| **30** | Faciliter l'interconnexion internationale-direct du Tchad pour un meilleur échange de trafic (voix, SMS, international) et une réduction des tarifs | Urgent | Mise en place d'un comité de Coordination pour l'interconnexion internationale<br>Élaboration d'un plan d'action pour l'amélioration de l'interconnexion<br>Renforcement des infrastructures de télécommunications existantes<br>Négociation d'accords d'interconnexion avec d'autres pays et opérateurs internationaux<br>Mobilisation des ressources et financement l'interconnexion internationale " | Comité de coordination pour l'interconnexion internationale mis en place et fonctionnel.<br>Plan d'action pour l'amélioration de l'interconnexion élaboré.<br>Infrastructures de télécommunications existantes renforcées.<br>Nombre d'accords d'interconnexion conclus.<br>Montant des ressources mobilisées pour l'interconnexion internationale. | Télécom et Économie Numerique | fin transition | En_cours | |
| **31** | Faciliter l'interconnexion en fibre optique du Tchad avec ses pays voisins pour la création des ports d'atterrissage sec | Urgent | Mise en place d'un cadre réglementaire favorable<br>Création d'un haut comité de pilotage intergouvernemental<br>Élaboration d'un plan d'action de mise en œuvre<br>Renforcement des capacités techniques et institutionnelles<br>Mobilisation des ressources financières | Nombre de lois et de réglementations adoptées en faveur de la cause ciblée.<br>Nombre de réunions organisées par le comité et les décisions prises.<br>Pourcentage d'objectifs atteints par rapport aux objectifs fixés dans le plan.<br>Nombre de formations dispensées aux acteurs locaux et leur taux de satisfaction.<br>Montant total des fonds levés pour financer les actions entreprises. | Télécom et Économie Numerique | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **32** | | Poursuivre la construction d'hôpitaux et de centres de santé, renforcer les plateaux techniques et acquérir des équipements médicotechniques et des matériels de laboratoires dans toutes les structures sanitaires | Urgent | Établir un plan de développement des infrastructures sanitaires<br>Renforcement des plateaux techniques<br>Acquisition d'équipements médicotechniques et de matériels de laboratoires<br>Formation et renforcement des capacités du personnel médical<br>Organisation des tables rondes et des rencontres avec des partenaires nationaux et internationaux pour mobiliser les ressources financières | Nombre de projets d'infrastructures sanitaires planifiés et réalisés.<br>Nombre de plateaux techniques renforcés et équipés.<br>Nombre d'équipements médicotechniques et de matériels de laboratoires acquis et utilisés.<br>Nombre de personnel médical formé et renforcé en capacités.<br>Nombre de partenaires nationaux et internationaux mobilisés pour le financement des projets. | MSP/Infrastructures | fin transition | En_cours | |
| **33** | | Achever la construction des infrastructures sportives engagées | Urgent | Établir un calendrier de réalisation et un suivi rigoureux des travaux en cours<br>Mobilisation des ressources financières et humaines additionnelles nécessaires<br>Élaboration de rapports de réalisation des travaux | Pourcentage de travaux réalisés dans le calendrier établi.<br>Nombre de ressources financières et humaines additionnelles mobilisées pour les projets.<br>Nombre de rapports de réalisation des travaux élaborés et diffusés. | Infrastructures/Jeunesse et Sports | fin transition | En_cours | |
| **34** | | Poursuivre la politique d'acquisition de propriétés immobilières au profit des Représentations Diplomatiques et affecter les moyens financiers conséquents pour leur entretien | Urgent | Identification des propriétés immobilières stratégiques pour les Représentations Diplomatiques.<br>Allocation d'un budget suffisant pour l'acquisition et l'entretien des propriétés.<br>Mise en place d'une équipe dédiée pour gérer les transactions immobilières. | Nombre de propriétés immobilières stratégiques identifiées pour les Représentations Diplomatiques.<br>Montant du budget alloué pour l'acquisition et l'entretien des propriétés.<br>Nombre d'équipes dédiées mises en place pour gérer les transactions immobilières. | Finances/Aff. Étrangères | fin transition | En_cours | |
| **35** | | Améliorer les conditions de vie des tchadiens de toutes les provinces à travers une répartition juste et équitable des richesses, des infrastructures et des services sociaux de base (santé, éducation, accès à l'électricité et à l'eau, routes, fonciers, etc.) | Urgent | Amélion de l'accès à la santé amélioré<br>Amélioration du Taux Net de scolarisation<br>Amélioration de l'Alimentation/reduction de la pauvreté<br>Amélioration de l'accès à l'eau potable | Taux de l'accès à la santé, de scolarisation, d'alimentation, de réduction de la pauvreté, d'accès à l'eau potable et d'accès à l'énergie. | tous les Ministères | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **36** | Utiliser et valoriser toutes les sources possibles pour assurer une fourniture d'énergie électrique et d'eau potable sur toute l'étendue du territoire, en quantité, en qualité et à moindre coût | Urgent | Diversification des sources d'énergie<br>Amélioration des infrastructures de distribution d'eau<br>Mise en place des programmes de sensibilisation et de formation<br>Appui de l'innovation et de la recherche | Nombre de sources d'énergie diversifiées mises en place.<br>Nombre d'infrastructures de distribution d'eau améliorées et mises en place.<br>Nombre de programmes de sensibilisation et de formation mis en place et suivis.<br>Nombre de projets d'innovation et de recherche soutenus et réalisés. | M. Hydraulique/ Hydrocarbures et Énergie | 2e semestre 20 | En_cours | |
| **37** | Restaurer les bourses d'études (universités, écoles et instituts supérieurs nationaux et professionnels) | Très élevée | Évaluation des besoins financiers actuels des étudiants et des établissements d'enseignement supérieur<br>Mise en place d'un comité de sélection transparent et équitable pour l'attribution des bourses<br>Création des partenariats avec des organisations et des entreprises pour financer les bourses d'études<br>Mise en place d'un suivi et d'une évaluation régulière des bourses d'études et de leurs bénéficiaires | Rapport de la situation financière actuelle des étudiants et des établissements d'enseignement supérieur.<br>Transparence et équité du comité de sélection mesurées par le taux de satisfaction des bénéficiaires de bourses.<br>Nombre de partenariats créés avec des organisations et des entreprises pour financer les bourses d'études.<br>Taux de réussite des bénéficiaires de bourses d'études et de leur suivi et évaluation régulière. | M. Enseignement Sup., Finances | 2e semestre 20 | Non_Réalisé | les modalités de la restauration sont en discussion mais aucun budget alloué pour la réalisation |
| **38** | Soutenir et stimuler l'emploi, particulièrement en milieu jeune et en faveur des femmes dans tous les secteurs et en particulier en milieu rural (public, privé, ONGs et associations) | Urgent | Mise en place de programmes de formation professionnelle ciblant les jeunes et les femmes.<br>Promotion de l'entrepreneuriat féminin et des initiatives jeunes en milieu rural.<br>Renforcement des partenariats entre les secteurs public, privé, ONGs et associations pour favoriser l'emploi des jeunes et des femmes.<br>Création des mesures d'incitations financières et fiscales pour encourager l'embauche de jeunes et de femmes en milieu rural. | Nombre de jeunes et de femmes ayant suivi des programmes de formation professionnelle.<br>Nombre d'entreprises féminines créées en milieu rural.<br>Nombre de partenariats public-privé-ONG-associations établis pour favoriser l'emploi des jeunes et des femmes.<br>Nombre d'entreprises ayant bénéficié d'incitations financières et fiscales pour l'embauche de jeunes et de femmes en milieu rural. | M. Jeunesse et Sports | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **39** | Utiliser l'approche communautaire pour développer et élargir les bénéfices du fonds du service universel à la fourniture gratuite d'internet dans certains espaces publics, aux applications TICs, à l'énergie et à la télévision | Urgent | Mobilisation des acteurs communautaires et des partenaires locaux<br>Identification des espaces publics et des services TICs prioritaires<br>Mise en place d'un mécanisme de financement pour la fourniture gratuite d'internet<br>Développement des programmes de formation et de sensibilisation aux applications TICs, à l'énergie et à la télévision | Nombre d'acteurs communautaires et de partenaires locaux mobilisés pour les programmes de développement.<br>Nombre d'espaces publics identifiés et de services TIC prioritaires pour les communautés locales.<br>Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accès gratuit à internet grâce au mécanisme de financement mis en place.<br>Nombre de personnes ayant suivi des programmes de formation et de sensibilisation aux applications TICs, à l'énergie et à la télévision. | Télécom et Économie Numerique | fin transition | En_cours | |
| **40** | Alléger les taxes et redevances sur les TICS afin de réduire le coût des prestations et rendre les services plus accessibles pour tous les citoyens | Urgent | Réduction des taxes sur les équipements et services TIC.<br>Diminution des redevances pour l'utilisation des infrastructures TIC.<br>Mise en place des incitations fiscales pour les fournisseurs de services TIC.<br>Établir des programmes de subventions pour améliorer l'accessibilité des services TIC. | Pourcentage de réduction des taxes sur les équipements et services TIC.<br>Pourcentage de diminution des redevances pour l'utilisation des infrastructures TIC.<br>Nombre de fournisseurs de services TIC bénéficiant d'incitations fiscales.<br>Nombre de subventions accordées pour améliorer l'accessibilité des services TIC. | Finances | 2e semestre 2023 | Réalisé | Arrêté du MFBCP exist |
| **41** | Réduire les coûts, simplifier les procédures et les délais d'enregistrement des biens immobiliers | Urgent | Automatisation des processus d'enregistrement<br>Révision et optimisation des procédures existantes<br>Mise en place d'un guichet unique pour les démarches<br>Formation des employés pour améliorer l'efficacité | Pourcentage de processus d'enregistrement automatisés.<br>Pourcentage de procédures existantes révisées et optimisées.<br>Pourcentage de démarches effectuées via le guichet unique.<br>Nombre d'employés formés pour améliorer l'efficacité. | MATUH (GUAF) | 2e semestre 2023 | Réalisé | GUAF mis en place à cet effet |
| **42** | Rendre opérationnelle la Couverture Santé Universelle | Urgent | Élaboration d'un cadre juridique et réglementaire<br>Mise en place d'un financement durable et équitable<br>Renforcement des infrastructures et des ressources humaines en santé<br>Sensibilisation et mobilisation des populations et des acteurs concernés | Nombre de cadres juridiques et réglementaires élaborés.<br>Montant du financement durable et équitable mis en place.<br>Nombre d'infrastructures et de ressources humaines en santé renforcées.<br>Nombre de personnes sensibilisées et mobilisées sur les enjeux de santé. | M. Santé Publique | 2e semestre 2024 | Réalisé | le cadre juridique et reglemenatire existe et le dispositif est opérationnel |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **43** | Redynamiser les dispositifs pour la Santé scolaire et Universitaire y affecter un personnel compétent | Urgent | Évaluation des besoins en personnel compétent pour les dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Déploiement du personnel compétent dans les dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Stages de formation réguliers du personnel affecté aux dispositifs de santé scolaire et universitaire pour améliorer leurs compétences.<br>Mise en place d'un suivi régulier pour évaluer l'efficacité des dispositifs de santé scolaire et universitaire. | Nombre de besoins en personnel compétent évalués pour les dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Nombre de personnel compétent déployé dans les dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Nombre de stages de formation réguliers proposés au personnel affecté aux dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Pourcentage d'efficacité des dispositifs de santé scolaire et universitaire évalué. | M. Santé Publique | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **44** | Améliorer la prise en charge des enfants de la rue | Urgent | Elaboration des programmes de réinsertion sociale pour les enfants de la rue.<br>Mise en place des centres d'accueil pour les enfants de la rue.<br>Sensibilisation de la population sur les droits des enfants et les conséquences de la vie dans la rue.<br>Mise en place des programmes de formation professionnelle pour les enfants de la rue. | Nombre de programmes de réinsertion sociale pour les enfants de la rue élaborés.<br>Nombre de centres d'accueil pour les enfants de la rue mis en place.<br>Nombre de personnes sensibilisées sur les droits des enfants et les conséquences de la vie dans la rue.<br>Nombre de programmes de formation professionnelle pour les enfants de la rue mis en place. | M. Genre et Solidarite Nationale | 2e semestre 2024 | En_cours | Le centre de Koundoul est errigé en une institution autonome sous tutelle. La loi portant création du centre, le décret portant organisation et fonctionnement sont publiés, les responsables sont nommés |
| **45** | Mettre en place un dispositif de prise en charge psychiatrique moderne | Urgent | Élaboration d'un plan d'action pour la mise en place du dispositif de prise en charge psychiatrique moderne.<br>Formation du personnel médical et paramédical pour qu'ils soient en mesure de prendre en charge les patients atteints de troubles psychiatriques.<br>Acquisition des équipements et des technologies nécessaires pour la prise en charge des patients atteints de troubles psychiatriques.<br>Établissement des partenariats avec des organisations spécialisées dans la prise en charge des troubles psychiatriques pour bénéficier de leur expertise et de leur expérience. | Plan d'action élaboré pour la mise en place du dispositif de prise en charge psychiatrique moderne.<br>Nombre de professionnels de la santé et de travailleurs sociaux formés pour prendre en charge les patients atteints de troubles psychiatriques.<br>Nombre d'équipements et de technologies acquis pour la prise en charge des patients atteints de troubles psychiatriques.<br>Nombre de partenariats établis avec des organisations spécialisées dans la prise en charge des troubles psychiatriques. | M. Santé Publique | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **46** | Créer un cadre de prise en charge des personnes âgées | Urgent | Élaboration d'un plan d'action pour la création du cadre de prise en charge des personnes âgées, incluant les objectifs, les ressources nécessaires et les échéances.<br>Formation des professionnels de la santé et des travailleurs sociaux sur les bonnes pratiques de prise en charge des personnes âgées, en tenant compte de leur état de santé physique et psychologique.<br>Mise en place des programmes de soutien psychologique et social pour les personnes âgées, afin de prévenir l'isolement social et de favoriser leur bien-être.<br>Établissement des partenariats avec les organisations locales et les associations de personnes âgées pour renforcer la collaboration et la coordination des services de prise en charge. | Plan d'action élaboré pour la création du cadre de prise en charge des personnes âgées.<br>Nombre de professionnels de la santé et de travailleurs sociaux formés sur les bonnes pratiques de prise en charge des personnes âgées.<br>Nombre de programmes de soutien psychologique et social pour les personnes âgées mis en place.<br>Nombre de partenariats établis avec les organisations locales et les associations de personnes âgées pour renforcer la collaboration et la coordination des services de prise en charge. | M. Santé Publique | 2e semestre 2024 | Non_Réalisé | |
| **47** | Valoriser les espaces urbains à travers des aménagements durables en mettant un accent particulier sur les espaces publics et de loisirs | Elevée | Élaboration des plans d'aménagement urbain intégrant des espaces publics et de loisirs durables.<br>Encouragement de la participation citoyenne dans la conception et la mise en œuvre de ces aménagements.<br>Mise en place des politiques de gestion des déchets et de l'eau dans ces espaces pour assurer leur durabilité.<br>Promotion de l'utilisation de matériaux durables et respectueux de l'environnement dans la construction de ces espaces. | Nombre de plans d'aménagement urbain intégrant des espaces publics et de loisirs durables élaborés.<br>Pourcentage de participation citoyenne dans la conception et la mise en œuvre de ces aménagements.<br>Pourcentage de politiques de gestion des déchets et de l'eau dans ces espaces mises en place.<br>Pourcentage d'utilisation de matériaux durables et respectueux de l'environnement dans la construction de ces espaces promu. | MATUH | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **48** | Œuvrer pour la préservation des sites touristiques (Les Lacs d'Ounianga et Les Massifs de l'Ennedi) déjà classés au patrimoine mondial de l'humanité en mettant en œuvre les plans de gestion déjà adoptés par l'UNESCO, afin d'éviter leur déclassement | Urgent | Création d'un conseil de gouvernance de la Reserve Naturelle et Culturelle de l'Ennedi et Tibesti ;<br>Valorisation des gravures et peintures rupestres de l'Ennedi et du Tibesti afin d'embellir les sites touristiques ;<br>Création d'une unité de gestion du Massif et création d'une unité de gestion locale des sites (Ennedi et Tibesti)<br>Création d'une brigade de 50 à 100 éco-gardes afin de quadriller l'Aire protégée | Conseil de gouvernance de la Reserve Naturelle et Culturelle de l'Ennedi et Tibesti créé.<br>Nombre de gravures et peintures rupestres de l'Ennedi et du Tibesti valorisées pour embellir les sites touristiques.<br>Unité de gestion du Massif et unité de gestion locale des sites (Ennedi et Tibesti) créées.<br>Nombre de brigades d'éco-gardes créées pour quadriller l'Aire protégée. | M. Tourisme et Dev. De l'Artisanat et de la Culutre | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **49** | | Lutter contre la dégradation de l'environnement | Urgent | Protection des forets ;<br>Gestion optimum de l'énergie dans un souci de régulation ;<br>Lutte contre les mauvaises pratiques des gouvernants concernant les de déchets toxiques ;<br>Protection des berges des fleuves ;<br>Sensibilisation de la population pour une prise de conscience générale relative à la protection de l'environnement ;<br>Dotation en moyens matériels et financiers à la Brigade mobile pour la protection de l'environnement | Taux de déforestation annuel réduit de X%.<br>Réduction de la consommation d'énergie de X% par rapport à l'année précédente.<br>Nombre de cas de déchets toxiques illégaux signalés et traités chaque année.<br>Longueur de berges restaurées ou protégées chaque année.<br>Taux d'adhésion à la sensibilisation environnementale dans la population, mesuré par des enquêtes annuelles.<br>Nombre de patrouilles de la Brigade mobile pour la protection de l'environnement effectuées chaque mois. | M. Environnement | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **50** | | Recentrer les missions du Ministère en charge de la Fonction Publique sur la politique de l'Emploi et confier la gestion administrative et des carrières à chaque département ministériel | Urgent | Mise en place des comités paritaires pour statuer sur les dossiers d'avancements, reclassements, congés et autres avantages des personnels ;<br>Instauration le recrutement à la fonction publique par voie de concours ;<br>Révision de la loi N° 017 portant statut des fonctionnaires au Tchad et se conformer aux réalités actuelles ;<br>Prise des mesures adéquates afin d'alléger les souffrances des contractuels retraités de l'Etat au niveau de la CNPS ;<br>Prise d'acte transférant les compétences aux Ministères utilisateurs;<br>Renforcement des capacités des cadres en charge des ressources humaines des Ministères utilisateurs | Nombre de dossiers traités par les comités paritaires chaque année.<br>Nombre de postes de la fonction publique pourvus par voie de concours chaque année.<br>Révision de la loi N° 017 portant statut des fonctionnaires effectuées<br>Nombre de mesures prises pour soulager les souffrances des contractuels retraités de l'Etat au niveau de la CNPS.<br>Acte de transfert de compétence Nombre des cadres formés par Ministère | M. Fonction Publique et Dialogue Social | 2e semestre 2024 | Non_Réalisé | les textes n'ont pas encore été pris |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **51** | Améliorer la gouvernance publique afin de permettre aux couches vulnérables de bénéficier des effets positifs des politiques publiques | Urgent | Renforcement de la transparence et de la responsabilisation des institutions publique<br>Répartition équitable des ressources et des services publics.<br>Mise en place des mécanismes de participation citoyenne pour les couches vulnérables.<br>Évaluation régulière des politiques publiques pour garantir leur efficacité et leur impact sur les populations vulnérables. | Taux de transparence et de responsabilisation des institutions publiques, mesuré par des enquêtes annuelles.<br>Indice de répartition équitable des ressources et des services publics, mesuré par des enquêtes annuelles.<br>Nombre de mécanismes de participation citoyenne pour les couches vulnérables mis en place chaque année.<br>Nombre de politiques publiques évaluées chaque année pour mesurer leur efficacité et leur impact sur les populations vulnérables. | Tous les Ministères | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **52** | Promouvoir la solidarité avec les couches défavorisées et les populations vulnérables | Urgent | Création d'un cadre légal pour prendre en charge les personnes démunies (âgées …)<br>Mise en place d'un programme pour l'autonomisation de la femme<br>Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) ;<br>Élaboration d'un plan d'urgence pour sensibiliser les femmes sur la politique d'espacement des naissances<br>Opérationnalisation de la structure chargée de s'occuper des orphelins et les enfants de la rue | Nombre de cadres légaux créés pour prendre en charge les personnes démunies chaque année.<br>Nombre de programmes mis en place pour l'autonomisation des femmes chaque année.<br>Nombre de mesures mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale chaque année.<br>Nombre de femmes sensibilisées sur la politique d'espacement des naissances chaque année.<br>Nombre de structures opérationnalisées pour s'occuper des orphelins et des enfants de la rue chaque année. | M. Genre et Solidarite Nationale | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **53** | Liquider les arriérés de pensions et assurer le paiement régulier des pensions aux retraités et mutilés de guerre enregistrés à la CNRT et à la CNPS | Urgent | Évaluation de l'ampleur des arriérés de pensions.<br>Prise d'un Arrêté instituant le déclenchement de paiement<br>Mobilisation des fonds pour le paiement des arriérés.<br>Mise en place d'un système de paiement efficace et régulier.<br>Suivi et contrôle des paiements effectués. | Montant total des arriérés de pensions évalué chaque année.<br>Nombre d'arrêtés instituant le déclenchement de paiement pris chaque année.<br>Montant total des fonds mobilisés pour le paiement des arriérés chaque année.<br>Taux de paiement efficace et régulier des pensions chaque année.<br>Nombre de paiements effectués contrôlés chaque année. | Finances | 2e semestre 2024 | Réalisé | tous les textes et actions nécessaires déjà entrepris |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **54** | | Revaloriser le SMIG et les pensions des retraités | Urgent | Prise du texte législatif spécifique<br>Élaboration un plan de revalorisation progressive des pensions des retraités<br>Mise en place des mécanismes de suivi et d'évaluation<br>Implication des partenaires sociaux et les organisations de la société civile dans le processus de revalorisation des pensions pour garantir une mise en œuvre efficace et consensuelle. | Nombre de textes législatifs spécifiques pris chaque année.<br>Taux de revalorisation progressive des pensions des retraités chaque année.<br>Nombre de mécanismes de suivi et d'évaluation mis en place chaque année.<br>Nombre de partenaires sociaux et d'organisations de la société civile impliqués dans le processus de revalorisation des pensions chaque année. | Finances | 2e semestre 2024 | Réalisé | le SMIG a été révalorisé et les textes existent |
| **55** | | Dédommager les victimes des mines et engins explosifs | Urgent | Identification des victimes des mines et engins explosifs<br>Évaluation des besoins des victimes<br>Mise en place d'un fonds de dédommagement | Nombre de victimes des mines et engins explosifs identifiées chaque année.<br>Nombre de besoins des victimes évalués chaque année.<br>Montant total du fonds de dédommagement alloué chaque année. | MPECI | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **56** | | Intégrer les nomades dans les programmes et projets de développement. | Urgent | Implication des nomades dans la formulation de politique de développement pour comprendre leurs besoins et leurs priorités en matière de développement.<br>Information des décideurs politiques et des acteurs du développement sur les défis spécifiques auxquels sont confrontées les communautés nomades.<br>Intégration des connaissances et des pratiques traditionnelles des communautés nomades dans les programmes de développement pour garantir leur pertinence culturelle.<br>Mise en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des programmes de développement sur les communautés nomades et ajuster les interventions en conséquence. | Nombre de nomades impliqués dans la formulation de politique de développement chaque année. Nombre de décideurs politiques et d'acteurs du développement informés sur les défis spécifiques auxquels sont confrontées les communautés nomades chaque année.<br>Nombre de connaissances et de pratiques traditionnelles des communautés nomades intégrées dans les programmes de développement chaque année.<br>Nombre de mécanismes de suivi et d'évaluation mis en place pour mesurer l'impact des programmes de développement sur les communautés nomades chaque année. | Élevage/MPECI/Éducation/MSP | 2e semestre 2024 | Réalisé | des projets et programmes au MSP et au MEPA intégrent l'approche One Health donc les nomades ainsique leurs animaux sont pris en compte. D'autres projets en cours d'élaboration prennent également en compte cette préoccupation |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **57** | **Gouvernance économique et sociale** | Améliorer le climat des affaires | Urgent | Renforcement de la transparence et de la prévisibilité des règles et réglementations liées aux affaires.<br>Simplification des procédures administratives et réduction des délais pour les entreprises.<br>Promotion de la collaboration entre les entreprises et les autorités publiques pour résoudre les problèmes liés aux affaires.<br>Encouragement de l'investissement et de l'innovation en offrant des incitations fiscales et des avantages aux entreprises. | Taux de transparence et de prévisibilité des règles et réglementations liées aux affaires, mesuré par des enquêtes annuelles.<br>Temps moyen de traitement des procédures administratives réduit chaque année.<br>Nombre de problèmes liés aux affaires résolus grâce à la collaboration entre les entreprises et les autorités publiques chaque année.<br>Montant total des incitations fiscales et des avantages offerts aux entreprises chaque année. | MPECI | 2e semestre 2024 | En_cours | un atelier est prévu pour la redynamisation du CPACA |
| **58** | | Améliorer l'efficacité et la crédibilité de la justice par le renforcement des capacités des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail | Urgent | Élaboration d'un plan de formation pour les juges et les membres du personnel judiciaire des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail.<br>Renforcement des infrastructures et des équipements des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail pour améliorer leur fonctionnement.<br>Mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail.<br>Sensibilisation du public sur l'importance de la justice et de l'efficacité des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail. | Nombre de juges et de membres du personnel judiciaire des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail formés chaque année.<br>Nombre d'infrastructures et d'équipements des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail renforcés chaque année.<br>Nombre de mécanismes de suivi et d'évaluation mis en place pour mesurer l'efficacité des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail chaque année.<br>Taux de sensibilisation du public sur l'importance de la justice et de l'efficacité des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail, mesuré par des enquêtes annuelles. | M. Justice/M. Fonction Publique/OSC | 2e semestre 2024 | En_cours | les états généraux de la Justice prévus. Et pour les tribunaux de Travail et ceux de Commerce des voyage d'étude sont prévus pour apporter l'expérience de succès ailleurs |
| **59** | | Faciliter l'accès équitable et plus juste des PME nationales aux marchés publics | Urgent | Élaboration des critères d'évaluation clairs et transparents pour les appels d'offres afin de favoriser la participation des PME nationales.<br>Mise en place des formations et des ressources pour aider les PME à comprendre les processus d'appels d'offres et à se préparer à y répondre.<br>Encouragement de l'utilisation de plateformes électroniques pour publier les appels d'offres et simplification du processus de soumission pour les PME. | Pourcentage de PME nationales ayant participé aux appels d'offres suite à l'élaboration des critères d'évaluation clairs et transparents.<br>Nombre de PME ayant bénéficié de formations et de ressources pour se préparer à répondre aux appels d'offres.<br>Taux d'utilisation des plateformes électroniques pour publier les appels d'offres et de simplification du processus de soumission pour les PME. | SGG (relecture CMP) | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **60** | Renforcer le dispositif institutionnel et réglementaire pour l'accueil et l'orientation des investisseurs étrangers | Urgent | Création d'un guichet unique pour les investisseurs étrangers<br>Élaboration d'un guide clair et détaillé des procédures d'investissement<br>Formation et renforcement des capacités des agents publics en charge de l'accueil et de l'orientation des investisseurs étrangers<br>Réviser et adapter les lois et régulations en vigueur pour garantir un environnement juridique et fiscal favorable à l'investissement étranger, tout en protégeant les intérêts du pays et de ses citoyens<br>Promotion et communication sur les opportunités d'investissement : | Nombre d'investisseurs étrangers ayant utilisé le guichet unique pour investir dans le pays.<br>Taux de satisfaction des investisseurs étrangers suite à l'utilisation du guide clair et détaillé des procédures d'investissement.<br>Nombre d'agents publics ayant bénéficié de formations pour accueillir et orienter les investisseurs étrangers.<br>Nombre de lois révisées et adaptées pour garantir un environnement juridique et fiscal favorable à l'investissement étranger.<br>Nombre d'investisseurs étrangers intéressés suite à la promotion et communication sur les opportunités d'investissement. | ANIE/Commerce/Finances | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **61** | Prendre des mesures urgentes pour accroitre la production énergétique et la rendre accessible aux PME/PMI | Urgent | Établissement d'un comité de coordination énergétique<br>Élaboration d'un plan d'action pour l'augmentation de la production énergétique<br>Mise en place de mécanismes de financement pour les projets énergétiques des PME/PMI<br>Renforcement des capacités techniques des PME/PMI | Nombre de réunions organisées par le comité de coordination énergétique pour discuter des questions énergétiques.<br>Pourcentage d'augmentation de la production énergétique suite à la mise en place du plan d'action.<br>Nombre de PME/PMI ayant bénéficié de mécanismes de financement pour les projets énergétiques.<br>Pourcentage d'amélioration des capacités techniques des PME/PMI suite au renforcement des capacités. | M. Hydrocarbures et Énergie | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **62** | Assainir les services des douanes en dégageant le personnel informel (Bogo-bogo) | Urgent | Diagnostic et évaluation de la situation actuelle<br>Prise d'Arrêté interdisant l'utilisation des Agents bénévoles dans les services de la Douane<br>Renforcement des capacités et de l'intégrité des services des douanes<br>Envoi des missions d'inspection de travail dans les Provinces | Rapport de diagnostic et d'évaluation de la situation actuelle.<br>Nombre d'arrêtés pris pour interdire l'utilisation des Agents bénévoles dans les services de la Douane.<br>Taux de satisfaction des usagers suite au renforcement des capacités et de l'intégrité des services des douanes.<br>Nombre de missions d'inspection de travail effectuées dans les provinces. | Finances | 2e semestre 2024 | Réalisé | textes pris pour libérer tous les bénévoles |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **63** | Finaliser le dispositif législatif et réglementaire propice aux partenariats publics et privés | Urgent | Élaboration et adoption d'un cadre juridique clair et complet<br>Renforcement des capacités institutionnelles et des compétences des acteurs concernés<br>Création d'une structure de coordination et de suivi des PPP<br>Promotion et sensibilisation aux avantages et opportunités des PPP | Nombre de cadres juridiques clairs et complets élaborés et adoptés.<br>Nombre d'acteurs concernés ayant bénéficié de renforcement des capacités institutionnelles et de compétences.<br>Nombre de PPP supervisées par la structure de coordination et de suivi des PPP.<br>Nombre de personnes sensibilisées aux avantages et opportunités des PPP. | Commerce/MPECI | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **64** | Opérationnaliser le Conseil Présidentiel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et son Observatoire | Urgent | Mise en place d'une structure organisationnelle claire et efficace<br>Élaboration d'un plan d'action stratégique<br>Renforcement des capacités des membres du Conseil Présidentiel et de l'Observatoire<br>Mobilisation des partenaires et des ressources pour soutenir les actions prioritaires | Taux de satisfaction des usagers suite à la mise en place d'une structure organisationnelle claire et efficace.<br>Nombre de plans d'action stratégiques élaborés.<br>Nombre de membres du Conseil Présidentiel et de l'Observatoire ayant bénéficié de renforcement des capacités.<br>Nombre de partenaires et de ressources mobilisés pour soutenir les actions prioritaires. | PR/PM | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **65** | Prendre les mesures immédiates pour améliorer le recouvrement de l'ensemble des recettes de l'État, assurer une gestion saine et orthodoxe des deniers publics, et éviter notamment leur déperdition à travers la modernisation et la digitalisation des régies financières et l'instauration de mécanismes plus efficients de contrôle à la fois des ressources et des dépenses | Urgent | Amélioration du recouvrement des recettes de l'État<br>Modernisation et digitalisation des régies financières<br>Instauration des mécanismes de contrôle des ressources<br>Mise en place d'un contrôle efficace des dépenses | Pourcentage d'amélioration du recouvrement des recettes de l'État.<br>Taux de digitalisation des régies financières.<br>Nombre de mécanismes de contrôle des ressources instaurés.<br>Pourcentage d'efficacité du contrôle des dépenses. | Finances | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **66** | Apurer la dette intérieure | Urgent | Évaluation de l'ampleur de la dette intérieure<br>Mise en place d'un plan de remboursement structuré<br>Mobilisation des ressources financières pour les paiements<br>Renforcement de la gestion et le suivi des engagements financiers | Montant de la dette intérieure évalué.<br>Pourcentage de remboursement structuré de la dette intérieure.<br>Montant des ressources financières mobilisées pour les paiements.<br>Pourcentage de renforcement de la gestion et le suivi des engagements financiers. | Finances | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **67** | | Mettre en place un mécanisme contraignant portant recouvrement et rapatriement des avoirs logés à l'extérieur | Urgent | Élaboration d'un cadre juridique et réglementaire pour le recouvrement et le rapatriement des avoirs.<br>Renforcement de la coopération internationale et des partenariats avec les pays concernés.<br>Mise en place d'une autorité ou d'un organisme central chargé de superviser le processus de recouvrement et rapatriement.<br>Développement d'un système de suivi et de contrôle pour assurer la transparence et l'efficacité du mécanisme. | Nombre de cadres juridiques et réglementaires élaborés pour le recouvrement et le rapatriement des avoirs.<br>Nombre de partenariats établis avec les pays concernés pour le recouvrement et le rapatriement des avoirs.<br>Nombre d'autorités ou d'organismes centraux chargés de superviser le processus de recouvrement et rapatriement.<br>Pourcentage de transparence et d'efficacité du mécanisme de recouvrement et rapatriement des avoirs. | Finances | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **68** | | Mettre en place de manière immédiate des stratégies pour l'élaboration, l'exécution et le contrôle par les Organes concernés, des Lois de Finances basées rigoureusement sur les Budgets Programmes Pluriannuels. | Très élevée | Élaboration des Budgets Programmes Pluriannuels<br>Exécution des Lois de Finances<br>Contrôle par les Organes concernés<br>Mise en place des stratégies nécessaires | Nombre de Budgets Programmes Pluriannuels élaborés.<br>Pourcentage d'exécution des Lois de Finances.<br>Nombre de contrôles effectués par les organes concernés.<br>Nombre de stratégies mises en place pour atteindre les objectifs fixés. | CNT/Finances | 2e semestre 2024 | Non_Réalisé | |

# ANNEXE

| N° | Titre | Intitulé des Recommandations/Résolutions | Niveau de priorité | Actions | Indicateurs | Institutions responsables | Echeance | Etat d'avancement * | Observation/difficultés |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | **Diversification de l'économie, de l'industrialisation du pays et de la promotion de l'emploi** | Mettre en œuvre les recommandations du Plan Directeur d'Industrialisation et de la Diversification Économique (PDIDE) | Moyenne | Mise en place du dispositif de pilotage<br>Elaboration de plan de mise en oeuvre<br>Renforcement des capacités du dispositif de pilotage (Modalités de diversification &d'industrialisation de l'économie, Développement éconmique territorial)<br>Organisation d'une table ronde de mobilisation des ressources | Texte mettant en place le Dispositif de pilotage. Existence du document du plan d'action.<br>Nombre de sessions de formation organisées à l'attention des membres du dispositif de pilotage.<br>Organisation effective de la table et nombre de partenaires positionnés pour financer | MPECI, Sectoriels, Commerce | fin transition | En_cours | PDIDE non vulgarisé |
| 2 | | Tirer profit des partenariats publics-privés et des financements alternatifs/innovants pour le financement de projets structurants, soutenir les objectifs de développement et l'industrialisation du pays | Elevée | Création des PMI et PME en PPP<br>Amélioration du climat des affaires<br>Redynamisation du Conseil Présidentiel d'amélioration du climat des affaires<br>Création des dispositifs de financement du secteur privé<br>Renforcement des capacités (institutionnelles) de l'ANIE | Augmentation du nombre de PMI et PME créées en PPP<br>Amélioration de l'indice de climat des affaires<br>Renforcement de la participation des acteurs du secteur privé au Conseil Présidentiel d'amélioration du climat des affaires<br>Augmentation du montant des financements accordés au secteur privé<br>Amélioration des capacités institutionnelles de l'ANIE. | MPECI, ANIE | fin transition | En_cours | Voyages d'études nécessaires pour copier les succès |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **3** | | Renforcer les capacités des structures privées nationales (entreprises, ONGs, associations, etc.) en vue de mobiliser les ressources dans le cadre du financement public-privé des projets de développement | Très élevée | Identification des structures privées nationales clés dans chaque secteur de développement.<br>Organisation des formations et des ateliers pour renforcer les capacités des structures privées nationales en matière de mobilisation de ressources.<br>Facilitation de l'accès des structures privées nationales aux financements publics pour les projets de développement.<br>Mise en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact de la mobilisation des ressources par les structures privées nationales sur les projets de développement. | Nombre de structures privées nationales clés identifiées dans chaque secteur de développement.<br>Nombre de formations et d'ateliers organisés pour renforcer les capacités des structures privées nationales en matière de mobilisation de ressources.<br>Montant des financements publics alloués aux projets de développement portés par les structures privées nationales.<br>Nombre de projets de développement bénéficiant d'une mobilisation de ressources par les structures privées nationales et leur impact mesuré par les mécanismes de suivi et d'évaluation. | MPECI | fin transition | En_cours | |
| **4** | | Créer et rendre opérationnel le dispositif de pilotage et de suivi du secteur rural afin d'initier des programmes et projets en tenant compte des potentialités humaines locales en vue de contenir l'exode rural (une province-un projet) | Urgent | Opérationnalisation de la Cellule Permanente pour coordonner les actions et initiatives dans le secteur rural.<br>Dotation de la Cellule Permanente des moyens pour un suivi régulier des programmes et projets ruraux pour mesurer leur impact sur la rétention des populations locales.<br>Identification et mobilisation des ressources humaines locales pour la conception et la mise en œuvre des projets adaptés à chaque province.<br>Promotion de la participation active des communautés locales dans la planification et la réalisation des projets pour garantir leur appropriation et leur pérennité. | Nombre de réunions de coordination organisées par la Cellule Permanente.<br>Nombre de rapports de suivi régulier des programmes et projets ruraux produits par la Cellule Permanente.<br>Nombre de ressources humaines locales identifiées et mobilisées pour la conception et la mise en œuvre des projets dans chaque province.<br>Pourcentage de projets impliquant une participation active des communautés locales dans leur planification et leur réalisation. | MPECI/ Cellule Permanente | 1er semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **5** | | Actualiser la Lettre de politique sectorielle de développement rural du Tchad afin de dégager une synergie actionnelle | Moyenne | Analyse de la Lettre de politique sectorielle actuelle pour identifier les domaines à actualiser.<br>Organisation des consultations avec les parties prenantes pour recueillir leurs besoins et suggestions.<br>Élaboration d'une nouvelle version de la Lettre de politique sectorielle intégrant les synergies actionnelles identifiées.<br>Validation et diffusion de la Lettre de politique sectorielle actualisée auprès des acteurs concernés. | Nombre de domaines identifiés pour actualisation dans la Lettre de politique sectorielle.<br>Nombre de parties prenantes consultées pour recueillir leurs besoins et suggestions.<br>Nombre de synergies actionnelles intégrées dans la nouvelle version de la Lettre de politique sectorielle.<br>Nombre d'Institutions et d'acteurs concernés ayant reçu et pris connaissance de la Lettre de politique sectorielle actualisée. | MPECI, Sectoriels | 1er trimestre 20 | En_cours | Rapprocher de la Loi d'Orientation Agrosylvopastorale et Halieutique |
| **6** | | Promouvoir les initiatives dans toutes les provinces visant à réduire la forte dépendance économique du pays vis-à-vis de l'extérieur, en soutenant le développement des filières porteuses agro-sylvo-pastorales et halieutiques, à travers la promotion des Pôles Agricoles (riz, blé, céréales, oléagineux et dattes) et la structuration des Zones Économiques Spéciales (ZES) | Elevée | Identification des filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques à fort potentiel de croissance dans chaque province.<br>Mise en place des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les acteurs locaux impliqués dans ces filières.<br>Développement et promotion des Pôles Agricoles prioritaires (riz, blé, céréales, oléagineux et dattes) dans les régions concernées.<br>Création et structuration des Zones Économiques Spéciales (ZES) pour encourager l'investissement et l'innovation dans ces secteurs. | Nombre de filières agro-sylvo-pastorales et halieutiques identifiées avec un fort potentiel de croissance dans chaque province.<br>Nombre de personnes ayant bénéficié de programmes de formation et de renforcement des capacités dans les filières identifiées.<br>Nombre de Pôles Agricoles prioritaires développés dans les régions concernées.<br>Nombre de Zones Économiques Spéciales créées et structurées pour encourager l'investissement et l'innovation dans les secteurs prioritaires. | MPECI/ Commerce/Sectoriels/AZES | Fin de la Transit | Réalisé | AZES mise en place et certaines sociétés comme LahamTchad |
| **7** | | Promouvoir les abattoirs modernes en vue de structurer la filière bétail-viande pour la transformation et l'exportation des produits et produits dérivés de l'élevage labélisés « Made in Chad » | Urgent | Identification et établissement des partenariats avec des investisseurs et des entreprises spécialisées dans la construction d'abattoirs modernes.<br>Mise en place d'un cadre réglementaire et des normes pour garantir la qualité et la traçabilité des produits "Made in Chad".<br>Développement des programmes de formation et de renforcement des capacités pour les acteurs de la filière bétail-viande.<br>Mise en œuvre des stratégies de marketing et de promotion pour l'exportation des produits et produits dérivés de l'élevage labélisés "Made in Chad". | Nombre de partenariats établis avec des investisseurs et des entreprises spécialisées dans la construction d'abattoirs modernes.<br>Nombre de normes et de règlementations mises en place pour garantir la qualité et la traçabilité des produits "Made in Chad".<br>Nombre de personnes formées et renforcées dans la filière bétail-viande.<br>Volume des produits et produits dérivés de l'élevage labélisés "Made in Chad" exportés. | Élevage/Commerce/MPE | fin transition | Réalisé | CIAL fonctionnel(labélise la viande produite) et d'autres en cours celui de Djarmaya |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **8** | | Assainir le climat des affaires en vue d'attirer les investisseurs étrangers, d'accélérer la diversification de l'économie nationale et développer un tissu industriel national et à petite échelle pour la transformation des potentialités importantes du pays | Urgent | Simplification des procédures administratives et réglementaires pour faciliter l'implantation des entreprises étrangères.<br>Mise en place d'incitations fiscales et financières attractives pour encourager l'investissement étranger.<br>Renforcement de la protection juridique des investisseurs et lutte contre la corruption.<br>Soutien à la création et au développement d'entreprises locales dans les secteurs à fort potentiel de diversification économique et de transformation des ressources nationales. | Nombre d'entreprises étrangères implantées dans le pays suite à la simplification des procédures administratives et réglementaires.<br>Montant total des investissements étrangers réalisés dans le pays suite à la mise en place d'incitations fiscales et financières attractives.<br>Taux de résolution des litiges liés aux investissements étrangers grâce à la protection juridique renforcée et à la lutte contre la corruption.<br>Nombre d'entreprises locales créées et développées dans les secteurs à fort potentiel de diversification économique et de transformation des ressources nationales. | Conseil Présidentiel pour l'amélioration du Climat des Affaires | 2e semestre 202 | En_cours | atelier de la redynamisation du Conseil Présidentiel en cours |
| **9** | | Promouvoir la coentreprise et les joint-ventures dans une perspective d'expansion sous régionale ou internationale des entreprises nationales | Elevée | Identification des partenaires potentiels pour la coentreprise et les joint-ventures.<br>Établissement des accords-cadres et des protocoles d'entente avec les partenaires sélectionnés.<br>Mise en place des structures de gouvernance et de gestion pour les coentreprises et les joint-ventures.<br>Développement et mise en œuvre des plans d'expansion sous-régionale et internationale pour les entreprises nationales impliquées. | Nombre de partenaires potentiels identifiés.<br>Nombre d'accords-cadres et de protocoles d'entente établis.<br>Nombre de structures de gouvernance et de gestion mises en place.<br>Nombre de plans d'expansion sous-régionale et internationale développés et mis en œuvre. | Commerce/Finances | 2e semestre 202 | En_cours | |
| **10** | | Mettre à jour les données cartographiques sur le potentiel géologique et minier du Tchad | Très élevée | Collecte des données géologiques et minières existantes sur le Tchad.<br>Collaboration avec des experts en géologie et en cartographie pour l'analyse et l'interprétation des données.<br>Intégration des nouvelles informations et mises à jour sur une plateforme cartographique numérique.<br>Diffusion et promotion de l'utilisation de la cartographie mise à jour auprès des acteurs concernés (gouvernement, entreprises minières, chercheurs). | Nombre de données géologiques et minières collectées sur le Tchad.<br>Nombre d'experts en géologie et en cartographie impliqués dans l'analyse et l'interprétation des données.<br>Nombre de nouvelles informations intégrées sur la plateforme cartographique numérique.<br>Nombre d'acteurs concernés sensibilisés à l'utilisation de la cartographie mise à jour. | Mines | 2e semestre 202 | Non_Réalisé | aucune action n'a été entreprise pour la réalisation de la cartographie sur le potentiel géologique et minier du Tchad |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **11** | | Valoriser les ressources minières, avec pour priorité une meilleure organisation de la filière aurifère | Très élevée | Renforcement de la gouvernance et la régulation de la filière aurifère.<br>Amélioration des infrastructures et les technologies d'exploitation minière.<br>Promotion de la formation et du développement des compétences locales.<br>Mise en place des initiatives de développement durable et de responsabilité sociale. | Nombre de lois et réglementations mises en place pour encadrer la filière aurifère.<br>Augmentation du nombre et de la qualité des infrastructures minières.<br>Nombre de personnes formées dans le domaine de l'exploitation minière.<br>Nombre de projets de développement durable et de responsabilité sociale mis en place dans la filière aurifère. | Mines/SONAMIG | fin transition | En_cours | plusieurs textes ont été pris par les Mines pour organiser le secteur (cf. textes transmis) |
| **12** | | Mettre en place une politique fiscale incitative propice au développement de l'entreprenariat des femmes et des jeunes et à l'attrait des investisseurs étrangers, ainsi que des compagnies aériennes (réduction des redevances et taxes aéroportuaires et taxes sur les billets d'avion) | Urgent | Élaboration d'un cadre fiscal avantageux pour les entreprises dirigées par des femmes et des jeunes.<br>Instauration des incitations fiscales pour attirer les investisseurs étrangers.<br>Réduction des redevances et taxes aéroportuaires pour les compagnies aériennes.<br>Diminution des taxes sur les billets d'avion pour stimuler le trafic aérien. | Nombre d'entreprises dirigées par des femmes et des jeunes bénéficiant d'un cadre fiscal avantageux.<br>Montant total des investissements étrangers attirés grâce aux incitations fiscales.<br>Réduction du coût moyen des redevances et taxes aéroportuaires pour les compagnies aériennes.<br>Augmentation du nombre de passagers aériens suite à la diminution des taxes sur les billets d'avion. | Finances/Aviation Civile | fin transition | En_cours | |
| **13** | | Favoriser le développement d'incubateurs dans toutes les grandes villes du Tchad. | Très élevée | Identification et sélection des villes stratégiques pour l'implantation des incubateurs.<br>Mobilisation des fonds et partenariats publics-privés pour financer la construction et la gestion des incubateurs.<br>Mise en place des programmes de formation et d'accompagnement adaptés aux besoins des entrepreneurs locaux.<br>Promotion des incubateurs auprès des porteurs de projets et des investisseurs potentiels. | Nombre de villes stratégiques identifiées et sélectionnées pour l'implantation des incubateurs.<br>Montant total des fonds mobilisés pour la construction et la gestion des incubateurs.<br>Nombre d'entrepreneurs locaux formés et accompagnés par les programmes mis en place.<br>Nombre de porteurs de projets et d'investisseurs potentiels sensibilisés à l'existence des incubateurs. | Commerce | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **14** | **Financement de l'économie** | Redynamiser la Banque Agricole et Commerciale du Tchad et faciliter l'octroi des crédits agricoles par les établissements de crédit | Urgent | Redynamisation-Privatisation de la BAC Reacdrage de l'objet de la BAC<br>Augmentation du volume de credits accordés<br>Ouverture des annexes de la Banque Commerciale & Agricole (Salamat, Logone Occidental, Mayo-Kebbi ouest, Moyen Chari, Logone Oriental) | Nombre de nouveaux investisseurs privés ayant investi dans la BAC<br>Taux de satisfaction des clients suite au réajustement de l'objet de la BAC<br>Montant total des crédits accordés par la BAC sur une période donnée<br>Nombre de nouvelles agences ouvertes dans les annexes de la BAC. | Finances | fin transition | En_cours | |
| **15** | | Renforcer les capacités et les ressources financières de la Banque de l'Habitat | Urgent | Ouverture du capital de la BHT<br>Ouverture progressive des annexes de la Banque de l'Habitat (Ouaddai, Logone Occidental)<br>Relecture de la politique de financement de l'habitat | Augmentation du nombre d'actionnaires de la Banque de l'Habitat du Tchad<br>Augmentation de la proximité géographique de la Banque de l'Habitat du Tchad avec sa clientèle<br>Mise à jour de la politique de financement de la Banque de l'Habitat du Tchad pour répondre aux besoins actuels du marché de l'habitat. | Finances | fin transition | En_cours | |
| **16** | | Élaborer un mécanisme de mobilisation de ressources pour financer le développement rural | Elevée | Identification des partenaires potentiels pour la mobilisation de ressources.<br>Élaboration d'un plan stratégique pour la mobilisation de ressources.<br>Mise en place d'un système de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité du mécanisme de mobilisation de ressources.<br>Plaidoyer pour la mobilisation de ressources pour le développement rural. Evaluation du PNISR2 et élaboration du PNISR3 | Nombre de partenaires potentiels identifiés pour la mobilisation de ressources.<br>Nombre de stratégies élaborées pour la mobilisation de ressources.<br>Taux de suivi et d'évaluation effectué pour mesurer l'efficacité du mécanisme de mobilisation de ressources.<br>Nombre de plaidoyers réussis pour la mobilisation de ressources pour le développement rural. | Finances/MPECI | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **17** | Encourager l'utilisation des moyens de paiements électroniques et favoriser l'inclusion financière | Urgent | Sensibilisation et éducation financière<br>Renforcement du cadre réglementaire<br>Développement des infrastructures numériques<br>Incitation fiscale et promotion des partenariats<br>Accompagnement des populations vulnérables | Pourcentage de la population ayant participé à des programmes de sensibilisation et d'éducation financière.<br>Nombre de nouvelles réglementations adoptées pour renforcer le secteur financier.<br>Taux de couverture du territoire national en termes d'infrastructures numériques pour les services financiers.<br>Nombre de partenariats public-privé conclus pour promouvoir l'inclusion financière. | Finances/Télécommunication et Économie du Numérique | fin transition | En_cours | |
| **18** | Redynamiser la Poste, développer les Centres des Chèques Postaux (CCP) et accélérer leur transformation en une Banque Postale | Urgent | Mise en place d'un comité de pilotage<br>Élaboration d'un plan stratégique détaillé pour la transformation des CCP en Banque Postale<br>Renforcement des capacités<br>Modernisation des infrastructures et des systèmes informatiques de la Poste et des CCP pour offrir des services bancaires compétitifs et répondre aux exigences réglementaires<br>Communication et de sensibilisation | Nombre de personnes vulnérables bénéficiant de services financiers adaptés à leurs besoins.<br>Fréquence des réunions du comité de pilotage pour suivre et évaluer les avancées en matière d'inclusion financière.<br>Degré de réalisation du plan stratégique pour la transformation des CCP en Banque Postale.<br>Nombre de personnes ayant bénéficié de programmes de renforcement des capacités en matière financière. | Finances/Télécommunication et Économie du Numérique | fin transition | En_cours | |
| **19** | Encourager le développement de la finance islamique et renforcer les capacités des établissements de microfinance | Urgent | Création d'un cadre réglementaire et législatif adapté<br>Formation et renforcement des compétences<br>Sensibilisation et promotion de la finance islamique<br>Incitation fiscale et financière<br>Mise en place d'un réseau de collaboration et de partenariat | Pourcentage de modernisation des infrastructures et des systèmes informatiques de la Poste et des CCP pour répondre aux exigences réglementaires.<br>Nombre de nouveaux services bancaires compétitifs offerts par la Poste et les CCP.<br>Nombre de campagnes de communication et de sensibilisation menées pour promouvoir l'inclusion financière.<br>Nombre de réglementations et de lois adoptées pour créer un cadre réglementaire et législatif adapté à l'inclusion financière. | Finances/Commerce/ Metiers | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **20** | | Améliorer la qualité de l'intermédiation financière et faciliter l'accès au crédit bancaire (en particulier des PME). | Urgent | Élaboration d'un cadre réglementaire adapté<br>Renforcement des capacités des institutions financières<br>Dynamisation du guichet unique pour les PME<br>Mise en place de mécanismes de garantie pour les prêts aux PME<br>Promotion de la collaboration entre les acteurs du secteur financier et les PME | Pourcentage d'amélioration des compétences des employés de la Poste et des CCP en matière de services financiers.<br>Nombre de personnes sensibilisées et ayant bénéficié de services financiers conformes aux principes de la finance islamique.<br>Montant des incitations fiscales et financières accordées pour promouvoir l'inclusion financière.<br>Nombre de partenariats établis avec des acteurs du secteur privé et de la société civile pour promouvoir l'inclusion financière. | Finances/MPECI | fin transition | En_cours | |
| **21** | **Infrastructures durables** | Remettre en état les principaux axes routiers dégradés (Routes Nationales Bitumées, Pistes rurales, Voiries urbaines, Routes Nationales en Terre, etc.) et veiller à leur entretien | Urgent | Diagnostic du réseau routier dégradé;<br>Réalisation des Etudes d'impact environnemental et Social;<br>Mobilisation du financement/Rémise en état du réseau dégradé | Taux de routes dégradées identifiées et répertoriées<br>Nombre d'études d'impact environnemental et social réalisées<br>Montant total des financements mobilisés pour la remise en état du réseau routier | Infrastructures | fin transition | En_cours | |
| **22** | | Restructurer et réhabiliter les routes de la capitale N'Djamena et permettre sa connexion permanente avec les villes des provinces | Urgent | Diagnostic de l'état du réseau routier de N'Djaména<br>Ouverture des nouvelles passerelles routières<br>Interconnexion des réseaux routier de NDJ<br>Etude d'impact environnemental et social<br>Construction de deux nouveaux ponts sur le Chari | Pourcentage de routes à N'Djaména nécessitant des réparations<br>Nombre de nouvelles passerelles routières ouvertes<br>Nombre de réseaux routiers interconnectés à N'Djamena<br>Nombre d'études d'impact environnemental et social réalisées<br>Nombre de nouveaux ponts construits sur le Chari | Infrastructures | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **23** | Restructurer et ouvrir les voies de desserte dans les autres grandes agglomérations | Urgent | Établissement d'un diagnostic et d'une cartographie des voies existantes<br>Élaboration d'un plan de restructuration et d'extension des voies de desserte<br>Mobilisation des ressources financières et techniques<br>Mise en œuvre des travaux de restructuration et d'ouverture des voies<br>Suivi et évaluation des actions mises en œuvre | Pourcentage de voies existantes diagnostiquées et cartographiées<br>Pourcentage d'élaboration du plan de restructuration et d'extension des voies de desserte<br>Montant total des ressources financières et techniques mobilisées<br>Pourcentage de travaux de restructuration et d'ouverture des voies mis en œuvre<br>Nombre d'actions de suivi et d'évaluation mises en œuvre | Infrastructures | fin transition | En_cours | |
| **24** | Défiscaliser les matériaux de construction importés dans le cadre de la construction de logements sociaux | Urgent | Prise d'Arrêtés du Ministre des Finances<br>Définition des critères et conditions pour bénéficier de cette défiscalisation<br>Mise en place d'un dispositif de suivi et de contrôle<br>Sensibilisation et accompagnement des acteurs concernés | Nombre d'arrêtés du Ministre des Finances pris<br>Nombre de critères et de conditions définis pour bénéficier de la défiscalisation<br>Nombre de dispositifs de suivi et de contrôle mis en place<br>Nombre d'acteurs concernés sensibilisés et accompagnés | Finances | 2e semestre 202 | Réalisé | |
| **25** | Confier la gestion, la viabilisation et la production de terrains urbains à la Société de Promotion Foncière et Immobilière (SOPROFIM) | Urgent | Élaboration d'un partenariat stratégique entre la municipalité et la SOPROFIM<br>Établissement d'un plan directeur pour la gestion, la viabilisation et la production de terrains urbains<br>Mobilisation des ressources financières et humaines nécessaires pour la mise en œuvre des projets | Nombre de partenariats stratégiques établis entre la municipalité et la SOPROFIM<br>Pourcentage d'élaboration du plan directeur pour la gestion, la viabilisation et la production de terrains urbains<br>Montant total des ressources financières et humaines mobilisées pour la mise en œuvre des projets. | MATUH | 2e semestre 202 | Non_Réalisé | |
| **26** | Créer une Agence d'exécution des travaux d'intérêt public qui permettrait d'absorber une grande main-d'œuvre | Urgent | Élaboration d'un cadre juridique et institutionnel<br>Identification des projets d'intérêt public et des besoins en main-d'œuvre<br>Mise en place d'un programme de recrutement, de formation et d'insertion professionnelle | Adoption d'une loi ou d'un décret régissant le secteur concerné.<br>Liste des projets identifiés et des besoins en main-d'œuvre estimés.<br>Nombre de personnes recrutées, formées et insérées professionnellement. | Infrastructures | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **27** | Créer une compagnie nationale aérienne en vue de favoriser le désenclavement intérieur et extérieur du pays | Urgent | Étude de marché et analyse de la demande<br>Développement d'une stratégie de financement et de partenariats<br>Renforcement des infrastructures aéroportuaires et réglementation du secteur<br>Mise en place de procédures de gestion rigoureuses<br>Inscription du budget nécessaire dans la Loi des Finances | Rapport d'étude de marché et d'analyse de la demande.<br>Nombre de partenariats conclus et montant des financements mobilisés.<br>Nombre d'infrastructures renforcées et réglementation mise en place.<br>Procédures de gestion rigoureuses établies et appliquées.<br>Budget inscrit dans la loi des finances. | Aviation Civile | 2e semestre 202 | Non_Réalisé | la Loi de Finances 2023 n'en prévoit pas une ligne budgétaire pour la création de cette compagnie nationale de transport aérien |
| **28** | Généraliser la construction des Écoles des Métiers dans toutes les provinces | Moyenne | Évaluation des besoins en matière d'Écoles des Métiers<br>Identification des sites d'implantation des Écoles dans les Provinces<br>Mobilisation des ressources financières<br>Élaboration d'un plan de construction des établissements<br>Mise en place d'un système de suivi et d'évaluation | Rapport d'évaluation des besoins en matière d'écoles des métiers.<br>Liste des sites d'implantation des écoles des métiers identifiés.<br>Montant des ressources financières mobilisées.<br>Plan de construction des établissements élaboré.<br>Système de suivi et d'évaluation mis en place et fonctionnel. | M Formation Prof et Metiers, Infrastructures | fin transition | En_cours | |
| **29** | Poursuivre les investissements dans la construction du réseau à fibre optique en vue de réaliser le maillage du pays et unifier la gestion de l'exploitation des réseaux à fibre optique | Urgent | Élaboration d'un plan stratégique de déploiement de la fibre optique<br>Mobilisation des financements nécessaires<br>Renforcement des capacités techniques et de gestion<br>Mise en place d'une structure de coordination et de suivi | Plan stratégique de déploiement de la fibre optique élaboré.<br>Montant des financements mobilisés.<br>Capacités techniques et de gestion renforcées.<br>Structure de coordination et de suivi mise en place et fonctionnelle. | Télécom et Économie Numerique | 2e semestre 202 | En_cours | |
| **30** | Faciliter l'interconnexion internationale-direct du Tchad pour un meilleur échange de trafic (voix, SMS, international) et une réduction des tarifs | Urgent | Mise en place d'un comité de Coordination pour l'interconnexion internationale<br>Élaboration d'un plan d'action pour l'amélioration de l'interconnexion<br>Renforcement des infrastructures de télécommunications existantes<br>Négociation d'accords d'interconnexion avec d'autres pays et opérateurs internationaux<br>Mobilisation des ressources et financement l'interconnexion internationale " | Comité de coordination pour l'interconnexion internationale mis en place et fonctionnel.<br>Plan d'action pour l'amélioration de l'interconnexion élaboré.<br>Infrastructures de télécommunications existantes renforcées.<br>Nombre d'accords d'interconnexion conclus.<br>Montant des ressources mobilisées pour l'interconnexion internationale. | Télécom et Économie Numerique | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **31** | | Faciliter l'interconnexion en fibre optique du Tchad avec ses pays voisins pour la création des ports d'atterrissage sec | Urgent | Mise en place d'un cadre réglementaire favorable<br>Création d'un haut comité de pilotage intergouvernemental<br>Élaboration d'un plan d'action de mise en œuvre<br>Renforcement des capacités techniques et institutionnelles<br>Mobilisation des ressources financières | Nombre de lois et de réglementations adoptées en faveur de la cause ciblée.<br>Nombre de réunions organisées par le comité et les décisions prises.<br>Pourcentage d'objectifs atteints par rapport aux objectifs fixés dans le plan.<br>Nombre de formations dispensées aux acteurs locaux et leur taux de satisfaction.<br>Montant total des fonds levés pour financer les actions entreprises. | Télécom et Économie Numerique | fin transition | En_cours | |
| **32** | | Poursuivre la construction d'hôpitaux et de centres de santé, renforcer les plateaux techniques et acquérir des équipements médicotechniques et des matériels de laboratoires dans toutes les structures sanitaires | Urgent | Établir un plan de développement des infrastructures sanitaires<br>Renforcement des plateaux techniques<br>Acquisition d'équipements médicotechniques et de matériels de laboratoires<br>Formation et renforcement des capacités du personnel médical<br>Organisation des tables rondes et des rencontres avec des partenaires nationaux et internationaux pour mobiliser les ressources financières | Nombre de projets d'infrastructures sanitaires planifiés et réalisés.<br>Nombre de plateaux techniques renforcés et équipés.<br>Nombre d'équipements médicotechniques et de matériels de laboratoires acquis et utilisés.<br>Nombre de personnel médical formé et renforcé en capacités.<br>Nombre de partenaires nationaux et internationaux mobilisés pour le financement des projets. | MSP/Infrastructures | fin transition | En_cours | |
| **33** | | Achever la construction des infrastructures sportives engagées | Urgent | Établir un calendrier de réalisation et un suivi rigoureux des travaux en cours<br>Mobilisation des ressources financières et humaines additionnelles nécessaires<br>Élaboration de rapports de réalisation des travaux | Pourcentage de travaux réalisés dans le calendrier établi.<br>Nombre de ressources financières et humaines additionnelles mobilisées pour les projets.<br>Nombre de rapports de réalisation des travaux élaborés et diffusés. | Infrastructures/Jeunesse et Sports | fin transition | En_cours | |
| **34** | | Poursuivre la politique d'acquisition de propriétés immobilières au profit des Représentations Diplomatiques et affecter les moyens financiers conséquents pour leur entretien | Urgent | Identification des propriétés immobilières stratégiques pour les Représentations Diplomatiques.<br>Allocation d'un budget suffisant pour l'acquisition et l'entretien des propriétés.<br>Mise en place d'une équipe dédiée pour gérer les transactions immobilières. | Nombre de propriétés immobilières stratégiques identifiées pour les Représentations Diplomatiques.<br>Montant du budget alloué pour l'acquisition et l'entretien des propriétés.<br>Nombre d'équipes dédiées mises en place pour gérer les transactions immobilières. | Finances/Aff. Étrangères | fin transition | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **35** | **Accès des populations aux services publics de base et aux ressources du pays** | Améliorer les conditions de vie des tchadiens de toutes les provinces à travers une répartition juste et équitable des richesses, des infrastructures et des services sociaux de base (santé, éducation, accès à l'électricité et à l'eau, routes, fonciers, etc.) | Urgent | Amélion de l'accès à la santé amélioré<br>Amélioration du Taux Net de scolarisation<br>Amélioration de l'Alimentation/reduction de la pauvreté<br>Amélioration de l'accès à l'eau potable<br>Amélioration de l'accès à l'énergie | Taux de l'accès à la santé, de scolarisation, d'alimentation, de réduction de la pauvreté, d'accès à l'eau potable et d'accès à l'énergie. | tous les Ministères | fin transition | En_cours | |
| **36** | | Utiliser et valoriser toutes les sources possibles pour assurer une fourniture d'énergie électrique et d'eau potable sur toute l'étendue du territoire, en quantité, en qualité et à moindre coût | Urgent | Diversification des sources d'énergie<br>Amélioration des infrastructures de distribution d'eau<br>Mise en place des programmes de sensibilisation et de formation<br>Appui de l'innovation et de la recherche | Nombre de sources d'énergie diversifiées mises en place.<br>Nombre d'infrastructures de distribution d'eau améliorées et mises en place.<br>Nombre de programmes de sensibilisation et de formation mis en place et suivis.<br>Nombre de projets d'innovation et de recherche soutenus et réalisés. | M. Hydraulique/ Hydrocarbures et Énergie | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **37** | | Restaurer les bourses d'études (universités, écoles et instituts supérieurs nationaux et professionnels) | Très élevée | Évaluation des besoins financiers actuels des étudiants et des établissements d'enseignement supérieur<br>Mise en place d'un comité de sélection transparent et équitable pour l'attribution des bourses<br>Création des partenariats avec des organisations et des entreprises pour financer les bourses d'études<br>Mise en place d'un suivi et d'une évaluation régulière des bourses d'études et de leurs bénéficiaires | Rapport de la situation financière actuelle des étudiants et des établissements d'enseignement supérieur.<br>Transparence et équité du comité de sélection mesurées par le taux de satisfaction des bénéficiaires de bourses.<br>Nombre de partenariats créés avec des organisations et des entreprises pour financer les bourses d'études.<br>Taux de réussite des bénéficiaires de bourses d'études et de leur suivi et évaluation régulière. | M. Enseignement Sup., Finances | 2e semestre 2024 | Non_Réalisé | les modalités de la restauration sont en discussion mais aucun budget alloué pour la réalisation |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **38** | | Soutenir et stimuler l'emploi, particulièrement en milieu jeune et en faveur des femmes dans tous les secteurs et en particulier en milieu rural (public, privé, ONGs et associations) | Urgent | Mise en place de programmes de formation professionnelle ciblant les jeunes et les femmes.<br>Promotion de l'entrepreneuriat féminin et des initiatives jeunes en milieu rural.<br>Renforcement des partenariats entre les secteurs public, privé, ONGs et associations pour favoriser l'emploi des jeunes et des femmes.<br>Création des mesures d'incitations financières et fiscales pour encourager l'embauche de jeunes et de femmes en milieu rural. | Nombre de jeunes et de femmes ayant suivi des programmes de formation professionnelle.<br>Nombre d'entreprises féminines créées en milieu rural.<br>Nombre de partenariats public-privé-ONG-associations établis pour favoriser l'emploi des jeunes et des femmes.<br>Nombre d'entreprises ayant bénéficié d'incitations financières et fiscales pour l'embauche de jeunes et de femmes en milieu rural. | M. Jeunesse et Sports | fin transition | En_cours | |
| **39** | | Utiliser l'approche communautaire pour développer et élargir les bénéfices du fonds du service universel à la fourniture gratuite d'internet dans certains espaces publics, aux applications TICs, à l'énergie et à la télévision | Urgent | Mobilisation des acteurs communautaires et des partenaires locaux<br>Identification des espaces publics et des services TICs prioritaires<br>Mise en place d'un mécanisme de financement pour la fourniture gratuite d'internet<br>Développement des programmes de formation et de sensibilisation aux applications TICs, à l'énergie et à la télévision | Nombre d'acteurs communautaires et de partenaires locaux mobilisés pour les programmes de développement.<br>Nombre d'espaces publics identifiés et de services TIC prioritaires pour les communautés locales.<br>Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accès gratuit à internet grâce au mécanisme de financement mis en place.<br>Nombre de personnes ayant suivi des programmes de formation et de sensibilisation aux applications TICs, à l'énergie et à la télévision. | Télécom et Économie Numerique | fin transition | En_cours | |
| **40** | | Alléger les taxes et redevances sur les TICS afin de réduire le coût des prestations et rendre les services plus accessibles pour tous les citoyens | Urgent | Réduction des taxes sur les équipements et services TIC.<br>Diminution des redevances pour l'utilisation des infrastructures TIC.<br>Mise en place des incitations fiscales pour les fournisseurs de services TIC.<br>Établir des programmes de subventions pour améliorer l'accessibilité des services TIC. | Pourcentage de réduction des taxes sur les équipements et services TIC.<br>Pourcentage de diminution des redevances pour l'utilisation des infrastructures TIC.<br>Nombre de fournisseurs de services TIC bénéficiant d'incitations fiscales.<br>Nombre de subventions accordées pour améliorer l'accessibilité des services TIC. | Finances | 2e semestre 2023 | Réalisé | Arrêté du MFBCP existe |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **41** | Réduire les coûts, simplifier les procédures et les délais d'enregistrement des biens immobiliers | Urgent | Automatisation des processus d'enregistrement<br>Révision et optimisation des procédures existantes<br>Mise en place d'un guichet unique pour les démarches<br>Formation des employés pour améliorer l'efficacité | Pourcentage de processus d'enregistrement automatisés.<br>Pourcentage de procédures existantes révisées et optimisées.<br>Pourcentage de démarches effectuées via le guichet unique.<br>Nombre d'employés formés pour améliorer l'efficacité. | MATUH (GUAF) | 2e semestre 2023 | Réalisé | GUAF mis en place à cet effet |
| **42** | Rendre opérationnelle la Couverture Santé Universelle | Urgent | Élaboration d'un cadre juridique et réglementaire<br>Mise en place d'un financement durable et équitable<br>Renforcement des infrastructures et des ressources humaines en santé<br>Sensibilisation et mobilisation des populations et des acteurs concernés | Nombre de cadres juridiques et réglementaires élaborés.<br>Montant du financement durable et équitable mis en place.<br>Nombre d'infrastructures et de ressources humaines en santé renforcées.<br>Nombre de personnes sensibilisées et mobilisées sur les enjeux de santé. | M. Santé Publique | 2e semestre 2024 | Réalisé | le cadre juridique et reglemenatire existe et le dispositif est opérationnel |
| **43** | Redynamiser les dispositifs pour la Santé scolaire et Universitaire y affecter un personnel compétent | Urgent | Évaluation des besoins en personnel compétent pour les dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Déploiement du personnel compétent dans les dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Stages de formation réguliers du personnel affecté aux dispositifs de santé scolaire et universitaire pour améliorer leurs compétences.<br>Mise en place d'un suivi régulier pour évaluer l'efficacité des dispositifs de santé scolaire et universitaire. | Nombre de besoins en personnel compétent évalués pour les dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Nombre de personnel compétent déployé dans les dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Nombre de stages de formation réguliers proposés au personnel affecté aux dispositifs de santé scolaire et universitaire.<br>Pourcentage d'efficacité des dispositifs de santé scolaire et universitaire évalué. | M. Santé Publique | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **44** | Améliorer la prise en charge des enfants de la rue | Urgent | Elaboration des programmes de réinsertion sociale pour les enfants de la rue.<br>Mise en place des centres d'accueil pour les enfants de la rue.<br>Sensibilisation de la population sur les droits des enfants et les conséquences de la vie dans la rue.<br>Mise en place des programmes de formation professionnelle pour les enfants de la rue. | Nombre de programmes de réinsertion sociale pour les enfants de la rue élaborés.<br>Nombre de centres d'accueil pour les enfants de la rue mis en place.<br>Nombre de personnes sensibilisées sur les droits des enfants et les conséquences de la vie dans la rue.<br>Nombre de programmes de formation professionnelle pour les enfants de la rue mis en place. | M. Genre et Solidarite Nationale | 2e semestre 2024 | En_cours | Le centre de Koundoul est errigé en une institution autonome sous tutelle. La loi portant création du centre, le décret portant organisation et fonctionnement sont publiés, les responsables sont nommés |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **45** | | Mettre en place un dispositif de prise en charge psychiatrique moderne | Urgent | Élaboration d'un plan d'action pour la mise en place du dispositif de prise en charge psychiatrique moderne.<br>Formation du personnel médical et paramédical pour qu'ils soient en mesure de prendre en charge les patients atteints de troubles psychiatriques.<br>Acquisition des équipements et des technologies nécessaires pour la prise en charge des patients atteints de troubles psychiatriques.<br>Établissement des partenariats avec des organisations spécialisées dans la prise en charge des troubles psychiatriques pour bénéficier de leur expertise et de leur expérience. | Plan d'action élaboré pour la mise en place du dispositif de prise en charge psychiatrique moderne.<br>Nombre de professionnels de la santé et de travailleurs sociaux formés pour prendre en charge les patients atteints de troubles psychiatriques.<br>Nombre d'équipements et de technologies acquis pour la prise en charge des patients atteints de troubles psychiatriques.<br>Nombre de partenariats établis avec des organisations spécialisées dans la prise en charge des troubles psychiatriques. | M. Santé Publique | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **46** | | Créer un cadre de prise en charge des personnes âgées | Urgent | Élaboration d'un plan d'action pour la création du cadre de prise en charge des personnes âgées, incluant les objectifs, les ressources nécessaires et les échéances.<br>Formation des professionnels de la santé et des travailleurs sociaux sur les bonnes pratiques de prise en charge des personnes âgées, en tenant compte de leur état de santé physique et psychologique.<br>Mise en place des programmes de soutien psychologique et social pour les personnes âgées, afin de prévenir l'isolement social et de favoriser leur bien-être.<br>Établissement des partenariats avec les organisations locales et les associations de personnes âgées pour renforcer la collaboration et la coordination des services de prise en charge. | Plan d'action élaboré pour la création du cadre de prise en charge des personnes âgées.<br>Nombre de professionnels de la santé et de travailleurs sociaux formés sur les bonnes pratiques de prise en charge des personnes âgées.<br>Nombre de programmes de soutien psychologique et social pour les personnes âgées mis en place.<br>Nombre de partenariats établis avec les organisations locales et les associations de personnes âgées pour renforcer la collaboration et la coordination des services de prise en charge. | M. Santé Publique | 2e semestre 2024 | Non_Réalisé | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **47** | | Valoriser les espaces urbains à travers des aménagements durables en mettant un accent particulier sur les espaces publics et de loisirs | Elevée | Élaboration des plans d'aménagement urbain intégrant des espaces publics et de loisirs durables.<br>Encouragement de la participation citoyenne dans la conception et la mise en œuvre de ces aménagements.<br>Mise en place des politiques de gestion des déchets et de l'eau dans ces espaces pour assurer leur durabilité.<br>Promotion de l'utilisation de matériaux durables et respectueux de l'environnement dans la construction de ces espaces. | Nombre de plans d'aménagement urbain intégrant des espaces publics et de loisirs durables élaborés.<br>Pourcentage de participation citoyenne dans la conception et la mise en œuvre de ces aménagements.<br>Pourcentage de politiques de gestion des déchets et de l'eau dans ces espaces mises en place.<br>Pourcentage d'utilisation de matériaux durables et respectueux de l'environnement dans la construction de ces espaces promu. | MATUH | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **48** | | Œuvrer pour la préservation des sites touristiques (Les Lacs d'Ounianga et Les Massifs de l'Ennedi) déjà classés au patrimoine mondial de l'humanité en mettant en œuvre les plans de gestion déjà adoptés par l'UNESCO, afin d'éviter leur déclassement | Urgent | Création d'un conseil de gouvernance de la Reserve Naturelle et Culturelle de l'Ennedi et Tibesti ;<br>Valorisation des gravures et peintures rupestres de l'Ennedi et du Tibesti afin d'embellir les sites touristiques ;<br>Création d'une unité de gestion du Massif et création d'une unité de gestion locale des sites (Ennedi et Tibesti)<br>Création d'une brigade de 50 à 100 éco-gardes afin de quadriller l'Aire protégée | Conseil de gouvernance de la Reserve Naturelle et Culturelle de l'Ennedi et Tibesti créé.<br>Nombre de gravures et peintures rupestres de l'Ennedi et du Tibesti valorisées pour embellir les sites touristiques.<br>Unité de gestion du Massif et unité de gestion locale des sites (Ennedi et Tibesti) créées.<br>Nombre de brigades d'éco-gardes créées pour quadriller l'Aire protégée. | M. Tourisme et Dev. De l'Artisanat et de la Culutre | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **49** | | Lutter contre la dégradation de l'environnement | Urgent | Protection des forets ;<br>Gestion optimum de l'énergie dans un souci de régulation ;<br>Lutte contre les mauvaises pratiques des gouvernants concernant les de déchets toxiques ;<br>Protection des berges des fleuves ;<br>Sensibilisation de la population pour une prise de conscience générale relative à la protection de l'environnement ;<br>Dotation en moyens matériels et financiers à la Brigade mobile pour la protection de l'environnement | Taux de déforestation annuel réduit de X%.<br>Réduction de la consommation d'énergie de X% par rapport à l'année précédente.<br>Nombre de cas de déchets toxiques illégaux signalés et traités chaque année.<br>Longueur de berges restaurées ou protégées chaque année.<br>Taux d'adhésion à la sensibilisation environnementale dans la population, mesuré par des enquêtes annuelles.<br>Nombre de patrouilles de la Brigade mobile pour la protection de l'environnement effectuées chaque mois. | M. Environnement | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **50** | | Recentrer les missions du Ministère en charge de la Fonction Publique sur la politique de l'Emploi et confier la gestion administrative et des carrières à chaque département ministériel | Urgent | Mise en place des comités paritaires pour statuer sur les dossiers d'avancements, reclassements, congés et autres avantages des personnels ;<br>Instauration le recrutement à la fonction publique par voie de concours ;<br>Révision de la loi N° 017 portant statut des fonctionnaires au Tchad et se conformer aux réalités actuelles ;<br>Prise des mesures adéquates afin d'alléger les souffrances des contractuels retraités de l'Etat au niveau de la CNPS ;<br>Prise d'acte transférant les compétences aux Ministères utilisateurs;<br>Renforcement des capacités des cadres en charge des ressources humaines des Ministères utilisateurs | Nombre de dossiers traités par les comités paritaires chaque année.<br>Nombre de postes de la fonction publique pourvus par voie de concours chaque année.<br>Révision de la loi N° 017 portant statut des fonctionnaires effectuées<br>Nombre de mesures prises pour soulager les souffrances des contractuels retraités de l'Etat au niveau de la CNPS.<br>Acte de transfert de compétence<br>Nombre des cadres formés par Ministère | M. Fonction Publique et Dialogue Social | 2e semestre 2024 | Non_Réalisé | les textes n'ont pas encore été pris |
| **51** | | Améliorer la gouvernance publique afin de permettre aux couches vulnérables de bénéficier des effets positifs des politiques publiques | Urgent | Renforcement de la transparence et de la responsabilisation des institutions publique<br>Répartition équitable des ressources et des services publics.<br>Mise en place des mécanismes de participation citoyenne pour les couches vulnérables.<br>Évaluation régulière des politiques publiques pour garantir leur efficacité et leur impact sur les populations vulnérables. | Taux de transparence et de responsabilisation des institutions publiques, mesuré par des enquêtes annuelles.<br>Indice de répartition équitable des ressources et des services publics, mesuré par des enquêtes annuelles.<br>Nombre de mécanismes de participation citoyenne pour les couches vulnérables mis en place chaque année.<br>Nombre de politiques publiques évaluées chaque année pour mesurer leur efficacité et leur impact sur les populations vulnérables. | Tous les Ministères | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **52** | | Promouvoir la solidarité avec les couches défavorisées et les populations vulnérables | Urgent | Création d'un cadre légal pour prendre en charge les personnes démunies (âgées …)<br>Mise en place d'un programme pour l'autonomisation de la femme<br>Mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) ;<br>Élaboration d'un plan d'urgence pour sensibiliser les femmes sur la politique d'espacement des naissances<br>Opérationnalisation de la structure chargée de s'occuper des orphelins et les enfants de la rue | Nombre de cadres légaux créés pour prendre en charge les personnes démunies chaque année.<br>Nombre de programmes mis en place pour l'autonomisation des femmes chaque année.<br>Nombre de mesures mises en œuvre dans le cadre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale chaque année.<br>Nombre de femmes sensibilisées sur la politique d'espacement des naissances chaque année.<br>Nombre de structures opérationnalisées pour s'occuper des orphelins et des enfants de la rue chaque année. | M. Genre et Solidarite Nationale | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **53** | | Liquider les arriérés de pensions et assurer le paiement régulier des pensions aux retraités et mutilés de guerre enregistrés à la CNRT et à la CNPS | Urgent | Évaluation de l'ampleur des arriérés de pensions.<br>Prise d'un Arrêté instituant le déclenchement de paiement<br>Mobilisation des fonds pour le paiement des arriérés.<br>Mise en place d'un système de paiement efficace et régulier.<br>Suivi et contrôle des paiements effectués. | Montant total des arriérés de pensions évalué chaque année.<br>Nombre d'arrêtés instituant le déclenchement de paiement pris chaque année.<br>Montant total des fonds mobilisés pour le paiement des arriérés chaque année.<br>Taux de paiement efficace et régulier des pensions chaque année.<br>Nombre de paiements effectués contrôlés chaque année. | Finances | 2e semestre 2024 | Réalisé | tous les textes et actions nécessaires déjà entrepris |
| **54** | | Revaloriser le SMIG et les pensions des retraités | Urgent | Prise du texte législatif spécifique<br>Élaboration un plan de revalorisation progressive des pensions des retraités<br>Mise en place des mécanismes de suivi et d'évaluation<br>Implication des partenaires sociaux et les organisations de la société civile dans le processus de revalorisation des pensions pour garantir une mise en œuvre efficace et consensuelle. | Nombre de textes législatifs spécifiques pris chaque année.<br>Taux de revalorisation progressive des pensions des retraités chaque année.<br>Nombre de mécanismes de suivi et d'évaluation mis en place chaque année.<br>Nombre de partenaires sociaux et d'organisations de la société civile impliqués dans le processus de revalorisation des pensions chaque année. | Finances | 2e semestre 2024 | Réalisé | le SMIG a été révalorisé et les textes existent |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **55** | | Dédommager les victimes des mines et engins explosifs | Urgent | Identification des victimes des mines et engins explosifs<br>Évaluation des besoins des victimes<br>Mise en place d'un fonds de dédommagement | Nombre de victimes des mines et engins explosifs identifiées chaque année.<br>Nombre de besoins des victimes évalués chaque année.<br>Montant total du fonds de dédommagement alloué chaque année. | MPECI | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **56** | | Intégrer les nomades dans les programmes et projets de développement. | Urgent | Implication des nomades dans la formulation de politique de développement pour comprendre leurs besoins et leurs priorités en matière de développement.<br>Information des décideurs politiques et des acteurs du développement sur les défis spécifiques auxquels sont confrontées les communautés nomades.<br>Intégration des connaissances et des pratiques traditionnelles des communautés nomades dans les programmes de développement pour garantir leur pertinence culturelle.<br>Mise en place des mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'impact des programmes de développement sur les communautés nomades et ajuster les interventions en conséquence. | Nombre de nomades impliqués dans la formulation de politique de développement chaque année.<br>Nombre de décideurs politiques et d'acteurs du développement informés sur les défis spécifiques auxquels sont confrontées les communautés nomades chaque année.<br>Nombre de connaissances et de pratiques traditionnelles des communautés nomades intégrées dans les programmes de développement chaque année.<br>Nombre de mécanismes de suivi et d'évaluation mis en place pour mesurer l'impact des programmes de développement sur les communautés nomades chaque année. | Élevage/MPECI/Éducation/MSP | 2e semestre 2024 | Réalisé | des projets et programmes au MSP et au MEPA intégrent l'approche One Health donc les nomades ainsique leurs animaux sont pris en compte. D'autres projets en cours d'élaboration prennent également en compte cette préoccupation |
| **57** | **Gouvernance économique et sociale** | Améliorer le climat des affaires | Urgent | Renforcement de la transparence et de la prévisibilité des règles et réglementations liées aux affaires.<br>Simplification des procédures administratives et réduction des délais pour les entreprises.<br>Promotion de la collaboration entre les entreprises et les autorités publiques pour résoudre les problèmes liés aux affaires.<br>Encouragement de l'investissement et de l'innovation en offrant des incitations fiscales et des avantages aux entreprises. | Taux de transparence et de prévisibilité des règles et réglementations liées aux affaires, mesuré par des enquêtes annuelles.<br>Temps moyen de traitement des procédures administratives réduit chaque année.<br>Nombre de problèmes liés aux affaires résolus grâce à la collaboration entre les entreprises et les autorités publiques chaque année.<br>Montant total des incitations fiscales et des avantages offerts aux entreprises chaque année. | MPECI | 2e semestre 2024 | En_cours | un atelier est prévu pour la redynamisation du CPACA |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **58** | | Améliorer l'efficacité et la crédibilité de la justice par le renforcement des capacités des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail | Urgent | Élaboration d'un plan de formation pour les juges et les membres du personnel judiciaire des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail.<br>Renforcement des infrastructures et des équipements des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail pour améliorer leur fonctionnement.<br>Mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation pour mesurer l'efficacité des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail.<br>Sensibilisation du public sur l'importance de la justice et de l'efficacité des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail. | Nombre de juges et de membres du personnel judiciaire des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail formés chaque année.<br>Nombre d'infrastructures et d'équipements des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail renforcés chaque année.<br>Nombre de mécanismes de suivi et d'évaluation mis en place pour mesurer l'efficacité des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail chaque année.<br>Taux de sensibilisation du public sur l'importance de la justice et de l'efficacité des tribunaux de commerce et des tribunaux de travail, mesuré par des enquêtes annuelles. | M. Justice/M. Fonction Publique/OSC | 2e semestre 2024 | En_cours | les états généraux de la Justice prévus. Et pour les tribunaux de Travail et ceux de Commerce des voyage d'étude sont prévus pour apporter l'expérience de succès ailleurs |
| **59** | | Faciliter l'accès équitable et plus juste des PME nationales aux marchés publics | Urgent | Élaboration des critères d'évaluation clairs et transparents pour les appels d'offres afin de favoriser la participation des PME nationales.<br>Mise en place des formations et des ressources pour aider les PME à comprendre les processus d'appels d'offres et à se préparer à y répondre.<br>Encouragement de l'utilisation de plateformes électroniques pour publier les appels d'offres et simplification du processus de soumission pour les PME. | Pourcentage de PME nationales ayant participé aux appels d'offres suite à l'élaboration des critères d'évaluation clairs et transparents.<br>Nombre de PME ayant bénéficié de formations et de ressources pour se préparer à répondre aux appels d'offres.<br>Taux d'utilisation des plateformes électroniques pour publier les appels d'offres et de simplification du processus de soumission pour les PME. | SGG (relecture CMP) | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **60** | | Renforcer le dispositif institutionnel et réglementaire pour l'accueil et l'orientation des investisseurs étrangers | Urgent | Création d'un guichet unique pour les investisseurs étrangers<br>Élaboration d'un guide clair et détaillé des procédures d'investissement<br>Formation et renforcement des capacités des agents publics en charge de l'accueil et de l'orientation des investisseurs étrangers<br>Réviser et adapter les lois et régulations en vigueur pour garantir un environnement juridique et fiscal favorable à l'investissement étranger, tout en protégeant les intérêts du pays et de ses citoyens<br>Promotion et communication sur les opportunités d'investissement : | Nombre d'investisseurs étrangers ayant utilisé le guichet unique pour investir dans le pays.<br>Taux de satisfaction des investisseurs étrangers suite à l'utilisation du guide clair et détaillé des procédures d'investissement.<br>Nombre d'agents publics ayant bénéficié de formations pour accueillir et orienter les investisseurs étrangers.<br>Nombre de lois révisées et adaptées pour garantir un environnement juridique et fiscal favorable à l'investissement étranger.<br>Nombre d'investisseurs étrangers intéressés suite à la promotion et communication sur les opportunités d'investissement. | ANIE/Commerce/Finances | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **61** | | Prendre des mesures urgentes pour accroitre la production énergétique et la rendre accessible aux PME/PMI | Urgent | Établissement d'un comité de coordination énergétique<br>Élaboration d'un plan d'action pour l'augmentation de la production énergétique<br>Mise en place de mécanismes de financement pour les projets énergétiques des PME/PMI<br>Renforcement des capacités techniques des PME/PMI | Nombre de réunions organisées par le comité de coordination énergétique pour discuter des questions énergétiques.<br>Pourcentage d'augmentation de la production énergétique suite à la mise en place du plan d'action.<br>Nombre de PME/PMI ayant bénéficié de mécanismes de financement pour les projets énergétiques.<br>Pourcentage d'amélioration des capacités techniques des PME/PMI suite au renforcement des capacités. | M. Hydrocarbures et Énergie | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **62** | Assainir les services des douanes en dégageant le personnel informel (Bogo-bogo) | Urgent | Diagnostic et évaluation de la situation actuelle<br>Prise d'Arrêté interdisant l'utilisation des Agents bénévoles dans les services de la Douane<br>Renforcement des capacités et de l'intégrité des services des douanes<br>Envoi des missions d'inspection de travail dans les Provinces | Rapport de diagnostic et d'évaluation de la situation actuelle.<br>Nombre d'arrêtés pris pour interdire l'utilisation des Agents bénévoles dans les services de la Douane.<br>Taux de satisfaction des usagers suite au renforcement des capacités et de l'intégrité des services des douanes.<br>Nombre de missions d'inspection de travail effectuées dans les provinces. | Finances | 2e semestre 2024 | Réalisé | textes pris pour libérer tous les bénévoles |
| **63** | Finaliser le dispositif législatif et réglementaire propice aux partenariats publics et privés | Urgent | Élaboration et adoption d'un cadre juridique clair et complet<br>Renforcement des capacités institutionnelles et des compétences des acteurs concernés<br>Création d'une structure de coordination et de suivi des PPP<br>Promotion et sensibilisation aux avantages et opportunités des PPP | Nombre de cadres juridiques clairs et complets élaborés et adoptés.<br>Nombre d'acteurs concernés ayant bénéficié de renforcement des capacités institutionnelles et de compétences.<br>Nombre de PPP supervisées par la structure de coordination et de suivi des PPP.<br>Nombre de personnes sensibilisées aux avantages et opportunités des PPP. | Commerce/MPECI | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **64** | Opérationnaliser le Conseil Présidentiel pour l'Amélioration du Climat des Affaires et son Observatoire | Urgent | Mise en place d'une structure organisationnelle claire et efficace<br>Élaboration d'un plan d'action stratégique<br>Renforcement des capacités des membres du Conseil Présidentiel et de l'Observatoire<br>Mobilisation des partenaires et des ressources pour soutenir les actions prioritaires | Taux de satisfaction des usagers suite à la mise en place d'une structure organisationnelle claire et efficace.<br>Nombre de plans d'action stratégiques élaborés.<br>Nombre de membres du Conseil Présidentiel et de l'Observatoire ayant bénéficié de renforcement des capacités.<br>Nombre de partenaires et de ressources mobilisés pour soutenir les actions prioritaires. | PR/PM | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **65** | | Prendre les mesures immédiates pour améliorer le recouvrement de l'ensemble des recettes de l'État, assurer une gestion saine et orthodoxe des deniers publics, et éviter notamment leur déperdition à travers la modernisation et la digitalisation des régies financières et l'instauration de mécanismes plus efficients de contrôle à la fois des ressources et des dépenses | Urgent | Amélioration du recouvrement des recettes de l'État<br>Modernisation et digitalisation des régies financières<br>Instauration des mécanismes de contrôle des ressources<br>Mise en place d'un contrôle efficace des dépenses | Pourcentage d'amélioration du recouvrement des recettes de l'État.<br>Taux de digitalisation des régies financières.<br>Nombre de mécanismes de contrôle des ressources instaurés.<br>Pourcentage d'efficacité du contrôle des dépenses. | Finances | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **66** | | Apurer la dette intérieure | Urgent | Évaluation de l'ampleur de la dette intérieure<br>Mise en place d'un plan de remboursement structuré<br>Mobilisation des ressources financières pour les paiements<br>Renforcement de la gestion et le suivi des engagements financiers | Montant de la dette intérieure évalué.<br>Pourcentage de remboursement structuré de la dette intérieure.<br>Montant des ressources financières mobilisées pour les paiements.<br>Pourcentage de renforcement de la gestion et le suivi des engagements financiers. | Finances | 2e semestre 2024 | En_cours | |
| **67** | | Mettre en place un mécanisme contraignant portant recouvrement et rapatriement des avoirs logés à l'extérieur | Urgent | Élaboration d'un cadre juridique et réglementaire pour le recouvrement et le rapatriement des avoirs.<br>Renforcement de la coopération internationale et des partenariats avec les pays concernés.<br>Mise en place d'une autorité ou d'un organisme central chargé de superviser le processus de recouvrement et rapatriement.<br>Développement d'un système de suivi et de contrôle pour assurer la transparence et l'efficacité du mécanisme. | Nombre de cadres juridiques et réglementaires élaborés pour le recouvrement et le rapatriement des avoirs.<br>Nombre de partenariats établis avec les pays concernés pour le recouvrement et le rapatriement des avoirs.<br>Nombre d'autorités ou d'organismes centraux chargés de superviser le processus de recouvrement et rapatriement.<br>Pourcentage de transparence et d'efficacité du mécanisme de recouvrement et rapatriement des avoirs. | Finances | 2e semestre 2024 | En_cours | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **68** | | Mettre en place de manière immédiate des stratégies pour l'élaboration, l'exécution et le contrôle par les Organes concernés, des Lois de Finances basées rigoureusement sur les Budgets Programmes Pluriannuels. | Très élevée | Élaboration des Budgets Programmes Pluriannuels<br>Exécution des Lois de Finances<br>Contrôle par les Organes concernés<br>Mise en place des stratégies nécessaires | Nombre de Budgets Programmes Pluriannuels élaborés.<br>Pourcentage d'exécution des Lois de Finances.<br>Nombre de contrôles effectués par les organes concernés.<br>Nombre de stratégies mises en place pour atteindre les objectifs fixés. | CNT/Finances | 2e semestre 2024 | Non_Réalisé | |

| | Nombre | |
|---|---|---|
| **Non Réalisées** | **7** | 10% |
| **En cours** | **51** | 75% |
| **Réalisées** | **10** | 15% |